



LE MONDE *diplomatique*

DETTE
AMÉRICAINNE,
RIEN NE VA PLUS

PAR FRÉDÉRIC LORDON
Page 21.

Mensuel - 28 pages

N° 871 - 73^e année. Octobre 2026

IMPUISSANCE PUBLIQUE FACE À LA CRISE DES CARBURANTS

Réenchanter l'État

Tandis que la croyance des Français dans la capacité des administrations à les protéger vacille, le candidat Gabriel Attal propose la suppression de cent mille postes de fonctionnaire et le Rassemblement national (RN) l'instauration d'une « règle d'or » budgétaire. La gauche en campagne s'accroche, elle, aux « valeurs » du service public. Pourtant toujours plus abstraites.

PAR ALEXIS SPIRE *

L'AFFAIRE Lyhanna, du nom de cette collégienne retrouvée morte le 4 juin 2026, a suscité un vif émoi, puis pris une dimension politique. La découverte de l'implication dans plusieurs agressions sexuelles sur mineurs du principal suspect a mis au jour des dysfonctionnements de l'institution judiciaire que connaissent nombre de services publics : des missions toujours plus nombreuses, des exigences procédurales maintenues et des moyens matériels et humains en baisse. Dans des dizaines de villes, des milliers de personnes ont manifesté contre le manque de suivi des plaintes et les défaillances de la justice. Dépassant largement les réactions habituelles liées à des affaires pénales, ce mouvement s'inscrit dans l'histoire longue des protestations qui installe la puissance publique comme interlocutrice privilégiée, tantôt pour contester son emprise, tantôt pour demander sa protection, ce qu'on pourrait appeler un rapport mobilisé à l'État.

L'ampleur des réactions à l'affaire Lyhanna a convaincu le gouvernement d'inscrire l'examen d'une proposition de loi dite « intégrale » contre les violences sexuelles et sexistes à l'Assemblée nationale. Le texte défendu par la députée socialiste Céline Thiébault-Martinez comporte des disposi-

* Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), auteur de *Légitime Défiance. Les gouvernés contre l'État*, PUF, Paris, 2026.



DAMIR RADOVIĆ. – « Demain est annulé », 2023

tions relatives à la justice mais aussi à la santé ou à l'éducation. De manière plus générale, tandis que la droite fait de l'équilibre budgétaire un axe central de la campagne présidentielle, la gauche entend, elle, placer ces services publics au cœur des débats, dans le sillage de ceux qui se mobilisent pour leur défense.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

BRISER L'ENCERCLEMENT IDÉOLOGIQUE

Géopolitique, le domaine confisqué

Issus des mêmes écoles, habitués des cercles du pouvoir, journalistes et experts propagent une lecture manichéenne des grands événements internationaux, sans laisser aucune place aux voix discordantes. Heureusement, il existe désormais un outil pour résister à l'air du temps : notre « Manuel d'autodéfense intellectuelle » consacré à la géopolitique.

PAR BENOÎT BRÉVILLE
ET PIERRE RIMBERT

LE 30 avril 1998, George Kennan, inspirateur de la doctrine de l'endiguement de l'Union soviétique au début de la guerre froide, pousse un soupir de colère mêlée de désespoir. Le Sénat américain vient de ratifier l'extension de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à trois anciens pays du bloc de

l'Est, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. L'année précédente, Kennan avait pourtant prévenu qu'une telle décision serait « la plus funeste erreur de la politique américaine de toute l'ère post-guerre froide(1) ». À présent, il fulmine : « Les Russes vont progressivement réagir de manière franchement négative, et cela aura des conséquences sur leurs politiques. » Premier directeur des affaires politiques du département d'État, auteur d'un article fameux dans la revue *Foreign Affairs* recommandant d'« opposer aux Russes une force de résistance inaltérable partout où ils commencent à empiéter sur les intérêts » des États-Unis(2), Kennan estime désormais que l'Occident, victorieux de la guerre froide, dilapide la possibilité d'une paix durable par son agressivité réflexe. « J'ai été particulièrement gêné par les références à la Russie comme un pays mourant d'envie d'attaquer l'Europe occidentale. Les gens ne comprennent-ils pas ? Pendant la guerre froide, nos différends concernaient le régime communiste soviétique. Et aujourd'hui nous tournons le dos

à ceux-là mêmes qui ont mené la plus grande révolution sans effusion de sang de l'histoire pour renverser ce régime(3). »

L'avertissement est resté lettre morte. Comme l'avait suggéré Kennan, les Russes ont réagi de manière « franchement négative » et envahi l'Ukraine pour, disent-ils, empêcher l'intégration de Kiev à l'OTAN. En réinscrivant ce sujet à l'ordre du jour en 2008, puis plus directement encore en 2020-2021, les membres de l'Alliance atlantique savaient qu'il s'agissait pour Moscou d'un casus belli, comme l'a d'ailleurs reconnu l'ex-chancelière allemande Angela Merkel dans ses Mémoires(4).

(Lire la suite pages 14 et 15.)

- (1) « A fateful error », *The New York Times*, 5 février 1997.
(2) X (George F. Kennan), « The sources of Soviet conduct », *Foreign Affairs*, New York, juillet 1947.
(3) Thomas L. Friedman, « Foreign Affairs ; Now a word from X », *The New York Times*, 2 mai 1998.
(4) Angela Merkel, *Liberté. Mémoires, 1954-2021*, Albin Michel, Paris, 2024.

ATTAQUES, DÉTENTIONS ET HARCÈLEMENT

Terreur coloniale en Cisjordanie

Moins meurtrier que le génocide à Gaza depuis trois ans mais de plus en plus violent, un conflit embrase peu à peu la rive ouest du Jourdain. Des habitants des colonies israéliennes illégales s'y approprient des biens palestiniens ou les détruisent. Cette entreprise de dépossession est activement soutenue par les autorités de Tel-Aviv.

PAR AMIRA HASS *

DES jeunes dansent au milieu de la salle. Les plus âgés essaient de converser, malgré les décibels. La modeste fête organisée à Ramallah en l'honneur d'un bachelier bat son plein en cette soirée estivale quand la nouvelle de l'arrestation des deux frères Hamayel par l'armée israélienne tombe. Les deux hommes habitent à proximité de la ville où siège l'Autorité palestinienne. Régulièrement, les habitants de leur village et d'autres agglomérations des environs se font attaquer. Des colons des avant-postes – dont l'un établi il y a peu à quelques centaines de mètres de leur ferme – les empêchent d'accéder à des portions toujours plus vastes de leurs oliveraies ou amanderaies, de leurs sources et citernes, de leurs pâturages.

Le terme « avant-poste » désigne de petites colonies israéliennes implantées dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, sur des terres publiques ou privées, sans l'approbation des services d'urbanisme israéliens. Ils bénéficient néanmoins d'un soutien logistique – ouvert, officieux ou occulte – de la part d'organismes étatiques ainsi que de donateurs privés. Le phénomène a pris une ampleur considérable depuis

la seconde moitié des années 1990, avec l'intention d'entraver le transfert de territoires de Cisjordanie à l'autorité civile palestinienne. Selon les données du site Peace Now, leur nombre atteint 390, contre 146 colonies établies officiellement depuis 1967(1). 249 de ces implantations ont été créées au cours des quatre dernières années.

La veille de l'arrestation, une ferme appartenant à la famille Hamayel subit le vol d'une centaine de moutons. Les deux jeunes gens, leur père et leur beau-frère se rendent sur place pour récupérer des bidons d'huile d'olive et quelques objets de première nécessité – par crainte qu'ils ne soient à leur tour dérobés. Mais, immédiatement, des habitants d'un avant-poste voisin, ou bien des Juifs israéliens venus d'ailleurs, débarquent, les photographient et font appel à des soldats. Ces derniers arrêtent les deux frères et les emmènent, yeux bandés, menottés. Quand nous l'apprenons en même temps que leurs proches, les six heures durant lesquelles un soldat est autorisé à détenir un Palestinien sont presque écoulées.

(Lire la suite pages 4 et 5.)

* Journaliste établie à Ramallah, Cisjordanie.

(1) Cf. « Settlement watch », <https://peacenow.org.il>

Lire aussi en page 3 :

« L'État de Judée contre Israël » par Ilan Pappé



En vente chez votre marchand de journaux et en librairies

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS

INTERDIT À LA VENTE

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

L’Iran sans œillères

Le régime théocratique qui dirige la République islamique d’Iran va-t-il s’effondrer sous les coups de boutoir des États-Unis et d’Israël ? Régulièrement confronté à des contestations intérieures et affrontant une grave crise économique et environnementale, le pouvoir incarné par le Guide et les gardiens de la révolution semble tenir bon. Mais jusqu’à quand ?

Pour prendre la mesure d’un conflit qui modifie déjà les grands équilibres du Proche-Orient, la dernière livraison de *Manière de voir* (1) invite à mieux connaître ce pays, son système politique, ses interactions régionales, mais aussi sa culture plurimillénaire dont la poésie, passion populaire s’il en est, forme le prestigieux emblème.

Une carte complète, une chronologie exhaustive et des infographies détaillées accompagnent les articles – dont plusieurs inédits – des quatre parties. La première analyse la séquence guerrière entamée en juin 2025 avec la convergence belliciste de Washington et Tel-Aviv. Après plus de deux décennies d’efforts, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a réussi à convaincre l’administration américaine de lui emboîter le pas pour attaquer l’Iran, détruire ses installations nucléaires et provoquer la chute du régime. Face à cette armada, Téhéran n’a pas eu d’autre choix que la réponse du faible au fort, souvent gagnante dans les conflits asymétriques, en tirant notamment parti du contrôle qu’il exerce sur le détroit d’Ormuz.

Le deuxième chapitre interroge la nature du pouvoir iranien. La manière dont se sont forgées ses structures et ses institutions explique pourquoi il n’hésite jamais à réprimer les contestations populaires, au risque d’aggraver les dissensions en son sein. Dans ce contexte de violence récurrente, les minorités subissent elles aussi la répression, à l’image des Kurdes, dont l’Occident tente d’exploiter la marginalisation en les incitant à prendre les armes contre le pouvoir central.



Le troisième volet éclaire les relations entre l’Iran et ses voisins. Longtemps très influente en Irak après la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, la République islamique doit désormais composer avec un fort sentiment anti-iranien. Dans le même temps, Téhéran veille à garder des relations équilibrées avec Ankara, même si la guerre civile syrienne (2011-2024) a opposé les deux poids lourds non arabes du Proche-Orient. Une cartographie détaille la manière dont l’Iran s’insère dans le jeu des alliances et des confrontations régionales.

La dernière partie explore quelques pans de l’immense culture iranienne. Si les réalisateurs de cinéma sont désormais célèbres dans le monde entier avec des films souvent primés dans les grands festivals, leurs démêlés avec la justice de leur pays témoignent de l’entrave aux libertés qui caractérise la République islamique. La censure sévit aussi contre les chanteurs et les pousse, comme bon nombre de leurs compatriotes, à l’exil. Tout au long de cette livraison, des encadrés permettent de mieux comprendre le quotidien des Iraniens, et pourquoi certains n’ont d’autre choix que de partir.

(1) *Manière de voir*, n° 209, « Iran. Guerres, révoltes, espoirs », octobre-novembre 2026, 100 pages, en kiosques, en librairies et sur la boutique en ligne.

Somaliland

M. Robert Joumard regrette que l’article « Somaliland, une reconnaissance incertaine » (septembre) passe un peu vite sur l’histoire de la création de cet État :

Le Somaliland obtient son indépendance du Royaume-Uni en 1960 et est alors reconnu par plus d’une trentaine d’États avant de fusionner avec l’ex-Somalie italienne. Le premier ministre du Somaliland devient en 1967 premier ministre de la Somalie unifiée, avant d’être renversé par le coup d’État dirigé par Mohamed Siad Barre en 1969. Une rébellion contre ce dernier éclate au début des années 1980 au Somaliland, brutalement réprimée : Hargeisa quasiment rasée par les bombardements, 400 000 Somaliens fuient le pays. (...) L’Érythrée, qui a une histoire similaire [à celle du Somaliland], est reconnue par la communauté internationale : partie de l’Éthiopie puis colonie italienne, annexée par l’Éthiopie en 1962 puis indépendante en 1993 après un long conflit. Pourquoi reconnaître l’Érythrée et pas le Somaliland ?

Stocks alimentaires

M. Frédéric Landy a voulu compléter le tableau brossé dans « La faim qui vient » (septembre), en abordant la question des stocks :

La Chine aurait des stocks dépassant les 200 millions de tonnes de maïs – les deux tiers des réserves mondiales – et, selon le géographe Jean-Paul Charvet, ses « stocks de report de blé se situent pratiquement au niveau d’une année entière de consommation ». La sécurité alimentaire pour un milliard et demi de Chinois et peut-être aussi les prévisions d’un blocus international en cas d’attaque sur Taïwan rendent peu prévisibles de grosses exportations de ce pays. (...) Le cas indien est plus clair. Pour le pays le plus peuplé du monde, l’objectif de sécurité alimentaire demeure prioritaire. C’est pourquoi sa législation a des stocks de sécurité définis à 12 millions de tonnes de riz et 20 millions de tonnes de blé (quantités devant être atteintes chaque

année au 1^{er} juillet). Or, au 1^{er} juin dernier, l’Inde possédait des réserves publiques de 68 millions de tonnes de paddy (soit environ 45 millions de tonnes de riz décortiqué) et 53 millions de tonnes de blé. En gros, trois fois les stocks nécessaires... Ce pays, qui compte couramment pour 40 % des exportations mondiales de riz, a donc levé ses dernières restrictions à l’export en mars 2025. Pour le blé, les exportations étaient totalement interrompues depuis 2022 et la guerre en Ukraine. Elles viennent d’être autorisées à nouveau. Cela suffira-t-il à réduire un peu les risques de spéculation mondiale et de pénuries alimentaires ?

Vin

« Le vin du septentrion » (septembre) a fait réagir M. Philippe Souchet :

L’article me fait penser à un triptyque fermé avec le tableau complaisant brossé [sur la viticulture]. Mais quand on l’ouvre, sur le panneau droit il y a les pesticides, sur le panneau gauche la santé, et au milieu un tableau apocalyptique à la Brueghel avec tous les ravages du vin. Pesticides : 20 % du volume épandu pour un total de viticulteurs représentant 3,7 % du total des agriculteurs. (...) La santé : l’alcool et le vin en particulier sont mauvais en dehors même des pesticides (...). Et le Brueghel central avec les accidents de voiture, les violences faites aux femmes, les surfréquentations hospitalières et le cortège de maladies associées, la place faite au vin dans les exportations interdisant toute critique (...), l’exploitation des ouvriers confinant parfois à de l’esclavage moderne...

Détenus en fin de vie

Détenu à la maison centrale d’Arles, M. Thierry Coppola nous écrit pour soulever le problème du vieillissement de la population carcérale (lire aussi l’article page 19) :

En 2024, d’après les chiffres de la direction de l’administration pénitentiaire, on comptait 470 détenus de plus

de 70 ans et 70 de plus de 80 ans en prison. (...) Pour une part de ces personnes, la fin de vie est proche. Leur profil pénal et psychologique ou leur état physique, souvent dégradé par les conditions carcérales, ne permettent pas leur libération. (...) Mon inquiétude est qu’une fois de plus les personnes détenues soient exclues des dispositifs législatifs [relatifs à la fin de vie] qui ont été adoptés par l’Assemblée nationale le 15 juillet 2026. (...) L’accès à un Ehpad [établissement d’hébergement pour personnes âgées dépendantes] susceptible d’accueillir une personne détenue en fin de vie est assujéti à des ressources souvent incompatibles avec la situation des intéressés. Ils seront donc contraints de se satisfaire des soins censés être prodigués par les services médicaux des établissements pénitentiaires, notoirement sous-dotés.

Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :

Courrier des lecteurs, 1, av. Stephen-Pichon 75013 Paris ou courrier@monde-diplomatique.fr

RECTIFICATIFS

– L’assassinat de jeunes militants de gauche par le suprémaciste Anders Breivik en 2011 s’est produit en Norvège et non en Suède, comme le laissait penser l’article « Donald Trump contre le péril rouge » (septembre).

– Dans l’article « Interpol et la répression politique » (septembre), une erreur a été introduite concernant le nombre de « diffusions » en cours de validité fin 2021. Selon les derniers chiffres disponibles, en 2025, il s’élevait à 10 123.

– Le maire de Lourdes, M. Thierry Lavit, est élu depuis 2020, et non depuis 2014, comme indiqué dans l’article « Lourdes, l’économie du miracle » (septembre).

– À propos du graphique « Récurrence d’épisodes cycloniques dans le Pacifique sud », en page 11 de l’édition de septembre et disponible en ligne ici : www.monde-diplomatique.fr/cartes/cyclones-oceanie, il convient de préciser que l’enregistrement des données cycloniques était peu fiable avant l’avènement des satellites météorologiques à la fin des années 1970.



NŒUD COULANT

Selon le Wall Street Journal du 21 septembre 2026, les États-Unis prévoient d’étouffer financièrement la Cour pénale internationale (CPI) pour la sanctionner d’avoir délivré un mandat d’arrêt contre le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Les sanctions interdiraient à la CPI toute transaction en dollars, ce qui la couperait d’une bonne partie du système financier international. (...) Les États européens et la plupart de ceux qui soutiennent la CPI, comme le Japon, ont promis de protéger la Cour, mais on ne voit pas comment ils le feront. (...) Un porte-parole du département d’État a rappelé que, selon le secrétaire d’État Marco Rubio, la CPI menace la souveraineté américaine. (...) Cela

ne gênerait pas M. Rubio en 2022 quand il était sénateur et qu’il avait cosigné une résolution du Sénat demandant à la CPI d’enquêter sur les crimes de guerre russes en Ukraine.

LA FIN DU JT

Le rejet par référendum de nouvelles négociations avec l’Union européenne, le 31 août dernier, a été la principale nouvelle du dernier journal télévisé de la chaîne privée islandaise Sýn (groupe Vision). Elle renonce à ce format d’information diffusé depuis quarante ans (RÚV, 31 août).

[Sýn a pris sa décision] à la lumière de l’évolution des habitudes de consommation du grand public, car de plus en plus de gens recherchent des

nouvelles et du contenu sur les médias numériques. Vision se concentrera donc davantage sur les services d’information en ligne du site Visir ou de Bylgjan [une radio] et se concentrera sur la communication des nouvelles là où il y a une grande demande de contenu d’actualités.

TÊTE-À-QUEUE

Le sommet des Brics de New Delhi, le 11 septembre, a été marqué par une inflexion majeure dans la diplomatie indienne (The Diplomat, 17 septembre).

La déclaration finale approuve la plupart des principales préoccupations diplomatiques de l’Iran sans prononcer le moindre mot au sujet de ses attaques de drones et de missiles contre ses

voisins du Golfe. Aucune mention des rebelles houthistes du Yémen, soutenus par l’Iran, qui ont récemment intensifié leurs attaques contre l’Arabie saoudite et pris en otage le commerce maritime à travers la mer Rouge. (...) L’autre changement manifeste dans la politique étrangère indienne tient à l’absence de toute mention du « droit d’Israël à se défendre ». Au contraire, Israël a été explicitement cité et sommé de retirer ses forces du territoire libanais. La déclaration exigeait une aide humanitaire sans restriction à Gaza et s’opposait au déplacement forcé des Palestiniens. La formulation de la déclaration risque de froisser en Israël dès lors qu’elle stipule : « Nous rejetons toute mesure unilatérale visant à modifier le statut juridique et historique de Jérusalem occupée. »

Votre abonnement mensuel et sans engagement

TOUT LE « DIPLO » POUR 5 EUROS

Papier • Web • Application • Archives

Jusqu’au 31 octobre

www.monde-diplomatique.fr/rentree

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde,
Association Gunter Holzmann,
Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe
Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI
Conseiller en finance et développement auprès du directoire :
Bruno LOMBARD

Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Grégory RZEPSKI
Rédacteurs en chef adjoints : Renaud LAMBERT,
Evelyne PIEILLER
Cheffes d’édition :
Angélique MOUNIER-KUHN (*Manière de voir*),
Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)
Rédaction : Akram BELKAÏD, Philippe DESCAMPS,
Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT,
Anne-Cécile ROBERT, Christophe VENTURA
Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU
Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SÉMÉNIAKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l’iconographie)
Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI
Communication numérique :
Julie MAURY
Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIERE, Patrick PUECH-WILHEM
Correction : Pauline CHOPIN,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zaïa SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÔ (9674),
Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Elisabeth CIALDELLA :
elisabeth.cialdella@publicite.fr

Diffusion, mercatique : Maureen DECARPIGNY,
Sophie GERBAUD, Sabine GUDE, Romain GALDEANO,
Kevin JOLIVET, Adeline KRUG DONAT,
Christiane MONTILLET, Martine PRÉVOT
Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147
Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l’étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/cgv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l’administration
© ADAGP, Paris, 2026,
pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,90 €
Prix de l’abonnement annuel à l’édition imprimée :
France métropolitaine : 65 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

APRÈS LE SIONISME, VERS UNE THÉOCRATIE ?

L'État de Judée contre Israël

Le 27 octobre, les électeurs israéliens se déplaceront aux urnes pour renouveler leur Parlement. Au-delà de la question de l'avenir politique du premier ministre sortant Benjamin Netanyahu, l'enjeu du scrutin réside dans la confirmation, ou non, de l'essor du sionisme religieux. Partisan d'une annexion des territoires palestiniens, ce courant contribue à une polarisation extrême de la société.

PAR ILAN PAPPÉ *

LA mise en œuvre du projet sioniste a pris des décennies avant la naissance d'Israël. La situation actuelle doit interroger sur l'avenir de cet État, du moins dans sa forme actuelle. Sans chercher à susciter la crainte ni à faire de prophéties. Un éventuel effondrement ne se ferait pas en un jour. Mais une fissure majeure ronge les fondations : la montée en puissance de ce qu'il convient d'appeler l'État de Judée, par opposition à l'État d'Israël. Autrement dit, l'irrésistible émergence d'un mouvement fusionnant sionisme religieux et judaïsme orthodoxe, et dont les partisans veulent un État théocratique. Une forme de sionisme raciste et suprémaciste façonne leur projet radical de création d'un « Grand Israël » étendu à toute la Palestine historique. La situation des Palestiniens se dégraderait plus encore si cette force politique devenait hégémonique. Mais les citoyens juifs qui veulent vivre dans un État libéral, démocratique et pluraliste en pâtiraient également.

Au cœur idéologique de l'État de Judée, on trouve les colons religieux de Cisjordanie, pour beaucoup des disciples des rabbins Kook, père et fils. Le père, Abraham Isaac Kook (1865-1935), né en Lettonie, dans l'Empire russe, a fondé le sionisme religieux. À son arrivée en Palestine, en 1904, il devient la figure rabbinique de la remise en cause du point de vue juif orthodoxe selon lequel le sionisme est une tenta-

tive laïque d'interférer avec la volonté de Dieu qui ne saurait être soutenue par des Juifs pratiquants (1). Kook rallie à lui une partie de la communauté orthodoxe. Son legs principal à la cause ? Le centre d'études Merkaz HaRav (le « centre du rabbin »), soit le foyer de la forme la plus extrême du sionisme, un mélange d'idées messianiques, de racisme éhonté à l'égard des Palestiniens et de mépris pour le judaïsme réformé et laïque.

Le fils, Zvi Yehouda Kook (1891-1982), est, lui, le père spirituel du mouvement messianique Goush Emounim. Après la victoire de 1967 contre les armées arabes, ce « Bloc des fidèles », fondé en 1974, a judaïsé la Cisjordanie occupée et la bande de Gaza. Année après année, il a quitté les marges du système politique israélien jusqu'à en occuper le centre. Toute sa vie, le fils Kook a défendu la colonisation comme un impératif religieux, pour hâter la rédemption du peuple juif. Sa voix a pu se retrouver quelque peu étouffée dès lors que le Parti travailliste au pouvoir de 1967 à 1977 se montrait lui-même enclin à la judaïsation, en particulier dans les régions palestiniennes rurales qui sont aussi les moins densément peuplées. Et les disciples de Kook ne s'en satisfaisaient pas ; ils voulaient s'implanter dans les villes bibliques de Cisjordanie, où les Palestiniens vivaient alors très nombreux.

Le prix à payer

MAIS une politique d'État finit par associer ces deux branches du projet d'acapement de la Cisjordanie – la première fondée sur des considérations sécuritaires, la seconde portée par les aspirations religieuses de Goush Emounim – lorsque le Likoud arrive au pouvoir en 1977, avec comme premier ministre Menahem Begin. Sous ce premier gouvernement de droite de l'histoire d'Israël, le fils Kook s'impose comme le maître à penser des Juifs qui colonisent de grandes parties de la Cisjordanie, bâtissant leurs avant-postes au cœur de régions densément peuplées de Palestiniens. Cette colonisation agressive devait à leurs yeux accélérer la « désarabisation » de la Cisjordanie en rendant plus difficile l'accès des habitants palestiniens aux ressources essentielles comme la terre, l'eau et même l'emploi.

* Professeur d'histoire à l'université d'Exeter. Ce texte est adapté de *La Chute d'Israël. Pour la décolonisation et la coexistence*, La Fabrique, Paris, qui paraît en ce mois d'octobre.

ou des champs appartenant à des Palestiniens (lire l'article pages 4 et 5). La participation au gouvernement actuel de deux partis pro-colons – Otzma Yehudit (Force juive) et HaTzionout HaDatit (Parti sioniste religieux) – conforte cette politique. Leurs représentants respectifs, MM. Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, chargés de la sécurité nationale et des finances, ont joué un rôle déterminant dans la phase en cours d'attaques terrifiantes contre les Palestiniens en Cisjordanie, qui a fait plus de mille morts depuis octobre 2023.

Pour les partisans de l'État de Judée, une théocratie doit terminer le travail que le sionisme laïque n'a pas su mener à bien : la destruction du peuple palestinien et la formation d'un « Grand Israël » conforme à celui que décriraient les Écritures – ce qui, en clair, signifie l'annexion de territoires voisins. Les sionistes laïques ont certes accompli la basse besogne consistant à créer l'État d'Israël – un travail de plusieurs décennies, commencé en 1892 lorsque les premiers colons sionistes sont arrivés à Jaffa –, mais là s'arrête leur mission historique. Les Juifs religieux estiment qu'il leur revient, à présent, de transformer leur ancienne terre en un véritable État juif.

Mais là n'est pas ce qui fissure les fondations d'Israël ; la plupart des Juifs laïques s'accommodent de cette transformation aux dépens des Palestiniens et, sur le plan territorial, des voisins arabes, notamment libanais et syriens. Le vrai problème tient à l'hostilité des forces qui portent l'État de Judée à l'égard des Juifs laïques. Tôt ou tard, elle finira par saper ce qui unifie et rassemble la société israélienne. Et la confrontation est déjà là.

L'État de Judée a remporté les élections législatives de novembre 2022 et formé un gouvernement de coalition fondé sur une étroite majorité à la Knesset de soixante-quatre députés cent vingt. Sa première décision, en janvier 2023, a consisté à modifier le système judiciaire du pays pour le conformer à son idéologie et à sa vision, en permettant au gouvernement de nommer les juges et en restreignant les capacités de la Cour suprême à juger de la constitutionnalité des lois votées au Parlement. Cette décision a fait monter les tensions entre les deux camps et provoqué des manifestations de laïques d'une ampleur sans précédent et toujours plus massives, jusqu'aux attaques du 7 octobre 2023 (2). Le bras de fer a révélé l'ampleur de la division entre les deux camps. Il s'agit en effet d'un combat existentiel entre des projets antagonistes, d'une lutte à mort autour de la vocation même de cet État fondé en 1948.

Pour l'heure, seule la crainte d'une disparition d'Israël oblige les deux parties à ne pas se désolidariser de manière définitive. Leur dénominateur commun demeure la perpétuation d'un système qui déshumanise les Palestiniens et nie leurs droits civiques et humains fondamentaux. On sait comment l'État de Judée considère les Palestiniens. Mais l'État d'Israël ne fait guère mieux. Certes, il est laïque, puisque surtout composé de descendants de Juifs européens qui souhaitent profiter d'une démocratie libérale. Mais ceux-ci n'ont

eux-mêmes cessé d'asseoir leur pouvoir sur la subordination des Palestiniens. Ils ne peuvent rien leur proposer de plus que le retrait des colonies de quelques parties de la Cisjordanie occupée et la levée de certaines des restrictions imposées aux habitants de la bande de Gaza. Leur vision actuelle de l'État juif ne remet pas fondamentalement en cause le régime d'apartheid qu'Israël est devenu.

L'État de Judée, quant à lui, se satisfait pour l'heure de sa situation favorable sur l'échiquier politique. Mais plus il gagne du terrain sur le plan électo-

ral, plus Israël est menacé. Car l'élite technologique et financière, sur laquelle repose la prospérité de cet État, appartient majoritairement au camp laïque. Qu'elle vienne à quitter le pays, et c'est l'économie et la cohésion sociale qui en pâtiront. Or, depuis le 7 octobre 2023, on estime que plus d'un demi-million de membres du camp laïque-libéral auraient émigré. Cela ouvre la voie à de nouveaux triomphes électoraux d'un État de Judée qui ne dispose pas des capacités économiques et militaires ni même du sens stratégique nécessaires à la survie d'Israël.

« Abandonnés, oubliés, délaissés »

ET cette perspective est d'autant plus inquiétante que les institutions du pays sont déjà très fragilisées. Plus d'une décennie avant les attaques du 7 octobre 2023, Israël était déjà en crise. En décembre 2010, un feu de forêt a fait rage pendant plus de trois jours sur le mont Carmel, tuant quarante-quatre personnes. La gravité de la situation était telle que le gouvernement de M. Benjamin Netanyahu a fait appel à l'aide étrangère, notamment celle de la Grèce, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie (3), pour venir à bout de l'incendie. Cet appel au secours a provoqué la stupéfaction des observateurs internationaux, qui s'attendaient à ce qu'un pays qui a connu plusieurs guerres dans son histoire récente soit doté d'un matériel de lutte contre le feu adéquat. Plus récemment, en avril 2021, la bousculade lors du pèlerinage du mont Méron, dans le nord du pays, qui a fait quarante-cinq morts et près de cent cinquante blessés, est un autre exemple de l'impéritie des autorités. De nombreuses mises en garde avaient pourtant été lancées contre le danger que pouvaient constituer d'importants mouvements de foule dans un lieu aussi étroit. En mars 2024, qualifiant le drame de « désastre qui aurait pu être évité », une commission d'enquête a directement mis en cause le premier ministre (4).

« Où est l'État ? » Voilà la question que de nombreuses personnes se posent en Israël, y compris les citoyens arabes confrontés, depuis plusieurs années, à une flambée de meurtres liés au crime organisé (5). Au lendemain des attaques du 7 octobre 2023, cette interrogation a pris une importance nouvelle en raison des pertes humaines jusqu'alors inimaginables subies par le pays. Ni le gouvernement ni les services publics dans leur ensemble n'ont semblé en mesure de répondre aux milliers de personnes qui avaient besoin d'aide pendant et après les affrontements. Des dizaines de milliers d'habitants des zones frontalières avec le Liban et Gaza ont dû être évacués, et le gouvernement n'avait pas de plan concret pour leur hébergement, leur scolarisation ou leur emploi à long terme. Les autorités ont d'ailleurs tout fait pour que ces déplacés retournent chez eux aussi vite que possible. Si ce fut le cas pour 90 % d'entre eux, l'avenir demeure incertain pour les 10 % restants – pour la plupart des survivants des kibboutz presque entièrement détruits au

cours des affrontements. Les autorités demeurent réticentes à continuer de financer leur logement dans d'autres régions. Certaines des personnes évacuées de la région frontalière avec le Liban ont découvert avec stupéfaction combien Israël avait négligé leurs communautés depuis des décennies. L'une d'elles témoignait ainsi dans le quotidien *Haaretz* : « Nous avons été abandonnés, délaissés, oubliés. (...) Pendant des années, nous étions invisibles, on se débrouillait avec presque rien, et tout d'un coup nous avons découvert un autre Israël – un Israël où les services de santé sont accessibles, où il y a de la culture, des transports publics (6). »

Pourquoi Israël, qui ne cesse de rappeler à qui veut l'entendre les dangers que représentent ses voisins et qui sollicite régulièrement une assistance militaire généreuse, était-il si peu préparé aux défis logistiques que les guerres entraînent dans leur sillage ? Pourquoi n'existait-il pas de plan d'évacuation des zones frontalières ? Cela s'explique par une fonction publique à la botte du système politique, où les nominations viennent récompenser des positions d'allégeance, sous la supervision de ministres pour qui la rhétorique prime sur tout le reste, notamment sur la mise en œuvre concrète des politiques. Bien sûr, les défaillances de la fonction publique ne constituent pas nécessairement une fissure dans les fondations du pays – des réformes et des changements dans l'administration pourraient améliorer la situation. Cependant, tant que l'État de Judée sera au pouvoir, il est très improbable qu'il mette l'infrastructure publique parmi ses priorités, ce qui ne peut qu'exacerber la désagrégation sociale.

(1) Lire Anne Waeles, « "Dieu n'existe pas, mais il nous a donné cette terre" », *Le Monde diplomatique*, avril 2024.

(2) Lire Charles Enderlin, « Israël, le coup d'État identitaire », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

(3) « Israel accepts foreign aid in tackling deadly forest fire », France 24, 4 décembre 2010, www.france24.com

(4) « Israël : une enquête pointe la "responsabilité" de Netanyahu dans une bousculade mortelle en 2021 », Radio France Internationale (RFI), 6 mars 2024, www.rfi.fr

(5) Majd Kayyal, « Israël. Le crime organisé gangrène la société palestinienne de l'intérieur », *Orient XXI*, 19 mai 2026, <https://orientxxi.info>

(6) Shlomit Tsur, « "We suddenly discovered another Israel" : Why these war evacuees chose not to return home », *Haaretz*, Tel-Aviv, 22 octobre 2024.



KHALED HOURANI. – « Rolling Pin » (Rouleau à pâtisserie), 2026

Terreur coloniale



© LÉA MANCEL

LÉA MANCEL. – Colonies israéliennes en cours de construction à Allon, dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée, 2025

(Suite de la première page.)

Leur famille craint que les soldats ne les maltraitent – comme le laissent redouter les témoignages de ceux qui ont subi le même sort. Moins d’une demi-heure après qu’un autre journaliste et nous-mêmes eûmes envoyé des demandes d’information aux services de presse de l’armée et de la police, nous apprenons leur transfert vers un commissariat de police israélien situé dans le complexe commercial d’une colonie à l’est de Ramallah.

Les interpellations par des soldats de Palestiniens attaqués par des colons se multiplient depuis trois ans. Le Fonds pour les défenseurs des droits humains (HRDF), qui opère depuis Israël, entreprend de venir en aide à ces personnes placées en détention. Créée en 2011, cette organisation non gouvernementale a commencé par offrir une protection juridique aux participants à des manifestations en Israël et en Cisjordanie. Aujourd’hui, elle défend aussi les agriculteurs et les bergers palestiniens, cibles des colons, arrêtés par l’armée. Au seul mois d’août, elle a reçu des signalements concernant une soixantaine de personnes enlevées par des militaires dans des circonstances similaires. Le HRDF les a alors mis en relation avec des avocats spécialisés comme il l’a fait pour les deux frères Hamayel. Le nombre de personnes ainsi détenues est en réalité plus élevé, car plusieurs d’entre elles ignorent l’existence du Fonds ou ne peuvent faire appel à lui.

En territoire occupé, tout Palestinien est une cible

Dans certains cas, des colons conscrits procèdent à l’arrestation ; dans d’autres, les habitants des avant-postes se contentent d’accompagner de jeunes soldats à qui ils donnent des instructions. Certains militaires savent que les colons n’aiment pas voir un troupeau paître ici ou là et, pour ce simple motif, privent le berger palestinien de sa liberté. L’arrestation vaut un interrogatoire au poste de police, une détention, brève ou de plusieurs jours, qui peut aboutir à une mise en examen.

De temps à autre, leurs défenseurs parviennent aussi à faire sortir un Palestinien. C’est le cas de l’avocate Riham Nasra dans le cas des deux frères Hamayel, libérés au bout d’une journée, sans conditions ni mise en examen – comme l’aveu implicite, d’une arrestation abusive. Les conseils aussi dévoués, qui ne font du reste rien payer aux victimes, demeurent cependant peu nombreux.

En mars, trois habitants du village de Khirbet Abou Falah ont perdu la vie lors d’une attaque conduite par des Israéliens d’un avant-poste établi peu avant (2). Les victimes entendaient défendre leurs vergers et leurs maisons. Un assaillant a tiré et tué l’une d’entre elles. Les témoins de la scène ont eu du mal à déterminer si le tir qui a atteint la deuxième venait d’un colon ou d’un membre des forces de l’ordre, présentes sur les lieux pour protéger les agresseurs. La troisième est morte asphyxiée par le gaz lacrymogène utilisé par les soldats contre les habitants du village. De fait, tout Palestinien est une cible, et nombre d’entre eux en viennent à redouter la transposition en Cisjordanie de la guerre d’extermination menée par Israël depuis trois ans à Gaza (lire l’encadré ci-contre).

La plupart des convives présents à la fête de Ramallah ont des proches et des amis dans les villages menacés. Certains possèdent même une parcelle de terre qu’ils sont parfois sur le point de perdre, à la suite d’une prise de possession violente par des Juifs israéliens ou d’un ordre militaire d’expropriation pour l’élargissement d’une route ou l’extension d’une colonie. Les autres subissent des attaques de colons lorsqu’ils se déplacent, ou des contrôles de l’armée – souvent sur demande des avant-postes. Au total, en Cisjordanie, environ un millier de barrages de toutes sortes isolent – ou peuvent isoler – ces communautés palestiniennes les unes des autres et entravent des axes routiers principaux (3). Ainsi, 450 portails en fer sont installés aux sorties des villes et des villages ; des soldats les verrouillent et les ouvrent en fonction de critères incompréhensibles. Récemment, des colons ont eux aussi commencé à en utiliser pour bloquer le passage aux Palestiniens.

En septembre, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) recensait 6 190 attaques de colons ayant causé des blessures, à des personnes ou à des animaux, et provoqué des dégâts matériels (cultures agricoles et biens) pour la période 2023-2026 (1 836 attaques en 2025) (4). Rien qu’au cours des sept premiers mois de 2026, 1 418 attaques similaires ont déjà été dénombrées – ce qui confirme la flambée observée

depuis 2022. À titre de comparaison, en 2006, lorsque l’ONU a commencé ses recensements, ce total s’élevait à 182 attaques par an. Mi-2012, les Nations unies avaient même convoqué une conférence de presse pour tirer la sonnette d’alarme, le nombre d’attaques ayant atteint 423 en 2011. Sur la base des rapports des services de sécurité palestiniens et des informations relayées par les médias, le département chargé des négociations avec Israël au sein de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) recense, lui, 3 270 attaques entre janvier et juillet 2026. Son décompte inclut les incursions et les actes de harcèlement commis par les colons qui n’entraînent pas de dommages corporels ou matériels – comme l’incursion qui a conduit à l’arrestation des frères Hamayel.

À l’origine de ces agressions, de nombreux Juifs israéliens dont la plupart portent kippa, papillotes ou *tsitsit*. Certains sont identifiés comme les fondateurs et les propriétaires des avant-postes. D’autres semblent juste venir en visite le week-end. Nombre d’entre eux sont nés ou ont grandi dans des colonies reconnues par Tel-Aviv. Ils envahissent des terres palestiniennes à pied ou à bord de véhicules tout-terrain fournis par l’État et l’armée – y compris le samedi, alors que la loi religieuse juive interdit de conduire ce jour-là. Beaucoup portent des masques. L’État leur fournit une partie des armes. Ils agressent physiquement, à coups de matraques, profèrent des menaces, s’approprient des bêtes (au prétexte qu’elles leur auraient été volées), envoient les leurs paître et détruire l’orge que les agriculteurs ont semée, incendient des champs et des maisons, sabotent les sources d’eau. Ils s’emparent de celles situées à l’extérieur des villages, détruisent les canalisations et vident les réservoirs des communautés qui ne sont pas raccordées au réseau d’adduction.

De plus en plus, les agresseurs ont recours à des enfants et à des adolescents, qui semblent avoir été formés pour semer le chaos. Ceux-ci procèdent en exaspérant ou en épuisant de modestes bergers et agriculteurs. Ils ravagent champs et vergers, accompagnés d’un troupeau de moutons. Agressifs, ils n’hésitent pas à injurier ou frapper – des Palestiniens, mais aussi des volontaires israéliens et internationaux. Les personnes attaquées savent que, si elles se défendent, elles se feront interpellé pour violences contre des mineurs. À la fin du mois d’août, des colons ont ainsi enlevé un militant britannique qui se trouvait dans le village d’Oumm Al-Khair, dans le sud de la Cisjordanie, alors qu’il tentait d’y empêcher des incursions d’enfants. Accusé de pédophilie par des colons, il a été livré à la police puis expulsé (5).



© LÉA MANCEL

LÉA MANCEL. – À l’entrée de Tourmous Ayya, une localité habitée majoritairement par des Américano-Palestiniens, des colons israéliens ont tagué des étoiles de David sur des blocs de pierre utilisés par l’armée pour boucler le village, 2025

Rien n’endigue ce recours à des mineurs pour harceler des Palestiniens, ni la mobilisation de militants israéliens auprès des services sociaux de leur pays, ni les témoignages relayés par des médias. Il existe des similitudes dans leurs comportements en plusieurs endroits de la Cisjordanie et dans leur « équipement » – les troupeaux de moutons, de vaches ou de chameaux qu’ils utilisent et dont chaque nouvel avant-poste est doté. À cela s’ajoute la rapidité avec laquelle l’implantation obtient ensuite le raccordement au réseau d’approvisionnement en eau d’une base militaire, ou l’aménagement d’une route d’accès. Tout suggère l’existence d’une main qui guide, planifie et organise cette pression quotidienne, avec le soutien total des autorités.

Comme la police, l’armée feint l’impuissance

De ce fait, depuis 2022, soixante-quatorze communautés et familles de bergers ont dû rassembler leurs maigres biens, quitter leurs lieux d’habitation depuis des décennies et se replier dans des territoires densément peuplés. Cela représente environ cinq mille personnes. Ceux qui s’accrochent encore à leurs terres au sein de dix-huit autres communautés ont vu partir, au total, cinq cents des leurs (6). Çà et là, les vestiges d’une tente ou d’une structure préfabriquée servant autrefois d’école rappellent que, jusqu’à récemment, des gens vivaient dans ces lieux.

Grâce aux armes dont elles disposent, à l’aide militaire et à l’inaction des autorités chargées de l’ordre public, les milices de colons ont, ces dernières années, réussi à chasser les Palestiniens de plus de mille kilomètres carrés – soit près d’un cinquième de la superficie de la Cisjordanie. Bergers, agriculteurs, promeneurs, familles parties pique-niquer : tous ont désormais peur de s’attarder dans ces lieux qui furent le paysage de leur enfance (7).

La disparition des communautés de bergers d’une zone aussi vaste confère aux milices de colons davantage de liberté pour attaquer des habitations ou des terres à la périphérie des villages et des villes, voire pour s’en emparer. Là aussi, l’armée, comme la police, feint l’impuissance. Les colons ont littéralement conquis trois maisons privées dans le village de Jaloud, après avoir harcelé les familles qui s’y trouvaient ; ils continuent d’assiéger des maisons dans le village de Qousra. Ni les critiques de l’ambassadeur des États-Unis en Israël Michael Huckabee, pourtant grand partisan de l’entreprise de colonisation, ni les condamnations de certains officiers ne convainquent l’armée d’expulser ces squatteurs – que même les juges de la Haute Cour ont qualifiés d’« *émeutiers* ».

« *C’est ma maison.* » La phrase revient souvent, sous différentes formes, lors de nombreuses attaques. Dans la périphérie de Ramallah, fin janvier, les Bourhane l’ont entendue, prononcée dans un arabe parfait, par un Juif israélien qui enfonçait leur porte à coups de marteau. L’une des femmes de la famille nous confie qu’un soldat accompagnait l’assaillant et qu’ils ont filé après l’avoir vue faire un signe de croix. Mais l’homme au marteau avait eu le temps de frapper sa mère de

(2) « Two Palestinians killed by gunfire and another apparently died from tear gas inhalation in a combined settler and soldier attack on the village of Khirbet Abu Falah », 12 mai 2026, www.btsalem.org

(3) Voir Cécile Marin, « 50 kilomètres, 5 heures de route », dans *Manière de voir*, n° 157, « Palestine. Un peuple, une colonisation », février-mars 2018 ; cf. Yaniv Kubovich, « IDF lawyer : Israeli army randomly, unlawfully restricts West Bank Palestinians », *Haaretz*, Tel-Aviv, 25 juin 2026 ; cf. aussi « Fact sheet : Movement and access in the West Bank, April 2026 », Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), 23 avril 2026, www.unocha.org

(4) « New West Bank map : The impact of settlers attacks January 2023 - August 2026 », OCHA, 24 août 2026, www.unocha.org

(5) Mariam Elsayeh, « Israel deports British activist who protected Palestinian children », 7 septembre 2026, www.aljazeera.com

(6) « Rolling list : Ethnic cleansing of Palestinian communities and lone families in the West Bank », 8 juillet 2026, www.btsalem.org

(7) Peace Now et Kerem Navot, rapport « Annus Mirabilis. Actions by the Israeli government to annex the West Bank, 2023-2025 », 6 juillet 2026, <https://peacenow.org.il>

ET HARCÈLEMENT DES POPULATIONS

en Cisjordanie

65 ans, avec une pierre, jusqu’au sang. Sa faute ? Avoir demandé à un garçon d’éloigner le troupeau de moutons qu’il avait conduit au milieu du verger entourant la maison. Le garçon – qui «*avait l’air effrayé*», raconte la mère – a appelé à l’aide les habitants de l’avant-poste établi sur des terres appartenant au village voisin. Deux proches de la mère venus lui porter secours ont été interpellés par des soldats puis détenus dans un centre militaire pendant près de huit heures. Son fils, qui avait tenté de chasser les agresseurs (l’un d’eux l’avait filmé en train de leur lancer des pierres), a lui-même été arrêté par la suite. Les soldats l’ont roué de coups avant de le remettre à la police. Après cinq jours de détention, le juge militaire l’a finalement libéré moyennant le versement d’une caution élevée, à payer en espèces. Le magistrat ne pouvait ignorer ni les photographies du visage de la Palestinienne tuméfié, ni l’absence d’interrogatoire des agresseurs par la police.

Cette libération a provoqué la colère des colons, surtout après que les médias d’extrême droite ont évoqué un incident grave lors duquel des «*émeutiers arabes*» ont attaqué un berger qui faisait paître son troupeau. Quelques jours plus tard, l’un d’entre eux s’est présenté dans la cour de la maison. Des soldats à sa suite ont de nouveau arrêté le fils au prétexte qu’il aurait incité des voisins à jeter des pierres sur des Israéliens. Un porte-parole de l’armée israélienne nous assure que les colons n’étaient pas à l’origine de l’arrestation. Il nie également que les soldats aient pu frapper le détenu et lui demander de balayer et de nettoyer le poste militaire où il avait été détenu.

L’agressivité des autorités surpasse celle des colons

Depuis ces incidents, et comme de nombreuses habitations à la périphérie des villages et des villes, la maison des Bourhane s’est transformée en forteresse, entourée d’une haute clôture, de portails en fer et de caméras de surveillance. La famille et ses voisins n’osent plus s’aventurer sur les pentes inférieures de la colline pour s’occuper de leurs oliviers, situés à seulement quelques dizaines de mètres de chez eux.

Sur certains comptes publics des réseaux sociaux, les milices juives (connues sous le nom de «*Jeunes des collines*») se vantent de leurs actes tout en se déchaînant contre les très rares arrestations de leurs membres par la police israélienne. Le 10 septembre dernier, la chaîne Anshei Shlomeinu (en hébreu, «*Notre peuple*») de la messagerie WhatsApp a publié un «*bilan de la lutte contre l’ennemi arabe en Terre sainte*» pour l’année hébraïque qui venait de s’achever. Le message détaille la «*liste des villages attaqués et le nombre d’attaques*». Au moins cent cinquante noms y figurent, classés par ordre décroissant en fonction du nombre d’assauts. La ville de Bir Zeit a été attaquée deux fois, le village voisin d’Attara cinq fois, Jaloud dix fois, tandis que Qousra et Khirbet Abou Falah ont subi quinze assauts chacun. Les auteurs de la publication se targuent également d’autres exploits : «*Nombre de véhicules palestiniens incendiés (en Cisjordanie) : 436. Nombre de bâtiments incendiés : 201. Mosquées incendiées : 15. Nombre d’Arabes blessés : 409.*» Ils poursuivent : «*De plus, des dizaines de milliers de vitres ont été brisées, des milliers d’oliviers ont été abattus, des centaines de pneus ont été crevés et des dizaines de milliers de dounams [1 dounam = 0,1 hectare] de champs et de vergers ont été incendiés. Une bonne et heureuse année à tout le peuple d’Israël.*» Une omission, toutefois : depuis le début de l’année, des civils israéliens ont assassiné – lors de leurs agressions – quinze Palestiniens. Huit autres ont été tués dans des circonstances similaires, sans qu’on puisse établir si des soldats ou des colons ont commis ces actes (8).

Entre le 1^{er} janvier et le 8 septembre 2026, 88 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie par des tirs israéliens. Parmi eux, 21 mineurs, et le plus jeune avait moins de 1 an. À Hébron, un soldat a tiré sur une voiture dans laquelle se trouvaient un père et ses enfants. Pour sa défense, il a affirmé avoir cru sa vie en danger. La menace vitale est fréquemment invoquée – en particulier quand il est allégué que les personnes tuées avaient lancé des pierres ou des engins incendiaires, notamment lors d’incursions militaires dans des quartiers résidentiels palestiniens. À ce jour, l’organisation des droits humains B’Tselem n’a pu revenir que sur 49 de ces décès de Palestiniens (9). Les témoignages recueillis ne confirment pas systématiquement la version de l’armée, et, dans la plupart des cas, le recours à une force létale apparaît disproportionné.

L’agressivité des autorités surpasse toujours celle des colons. Au cours des premiers mois de 2025, l’armée a ainsi, sur ordre du ministre de la défense Israël Katz, expulsé de leurs foyers tous les habitants des camps de réfugiés de Jénine et de Tulkarem, soit plus de 33 000 personnes. Ces dernières errent depuis entre les maisons de proches, des appartements loués et des centres d’hébergement. La justification invoquée ? L’«*élimination des infrastructures “terroristes”*».

Dans ces mêmes camps, un nombre important de maisons ont été démolies par l’armée. Celle-ci a également déraciné, et continue de le faire, des milliers d’arbres fruitiers appartenant à

Le plus souvent, ces préjugés s’ajoutent les uns aux autres. Un raid militaire s’accompagne de tirs à balles réelles, parfois de blessés ou de morts, souvent d’arrestations. Les contrôles routiers surprises peuvent donner lieu à un vol d’argent ou à la confiscation d’une voiture. Selon le département de l’OLP chargé des négociations, 4 485 incidents liés à l’occupation ont été recensés en août. Mais ces rapports ne rendent pas compte de la politique d’étranglement économique menée par le gouvernement israélien. Celle-ci s’exerce de trois manières – qui mériteraient chacune un examen approfondi : le vol (appelé par euphémisme «*saisie*» ou «*retenue*») des recettes de l’Autorité palestinienne provenant des droits de douane et des

gravement atteinte aux systèmes publics de santé et d’éducation. Leur fonctionnement met en danger la vie de milliers de patients et entraîne une détérioration tangible de la qualité de l’enseignement.

Le gouvernement de M. Benyamin Netanyahu porte la responsabilité de ce garrotage économique, comme de la prolifération des avant-postes et de leur violence chronique. Et le ministre des finances, M. Bezalel Smotrich, incarne ces politiques. Soutenu par d’autres ministres et députés de son courant – le sionisme religieux (*lire l’article page 3*), dont la plupart des tenants sont des colons –, ce planificateur déterminé esquisse – en paroles et en actes – l’avenir des Palestiniens. Sa réflexion lancée en 2017 sous le nom de «*Plan décisif*» est sans ambiguïté : les Palestiniens doivent admettre qu’ils ne parviendront jamais à concrétiser leur projet national entre «*la mer et le fleuve*» (la Méditerranée et le Jourdain), une terre réservée aux seuls Juifs. Selon M. Smotrich, les Palestiniens souhaitant rester devront accepter les conditions imposées par Israël.

La violence des colons, que l’establishment israélien facilite et soutient, se rapporte politiquement aux desseins du plan de M. Smotrich. Mais, depuis des décennies, une mécanique militaro-bureaucratique sophistiquée restreint ou entrave l’activité palestinienne sur la majeure partie de la Cisjordanie : dans la construction, l’élevage et l’agriculture notamment. Elle se pare des atours de la légalité en s’appuyant sur un vaste système de lois et de règlements, de clauses des accords d’Oslo, de motifs de sécurité, de décisions délivrées par la Haute Cour, et tire profit du peu d’effet des protestations – au demeurant timides – de la «*communauté internationale*».

Il n’est peut-être plus très loin, le jour où les colons ne se contenteront plus d’envahir les abords des villages, leurs terres et les communautés de bergers, mais s’enfonceront aussi au cœur même d’une ville ou d’un village palestinien, avec ou sans l’armée à leurs côtés, dans le but assumé de montrer qui est le maître. Ces incursions défilent les appareils de sécurité de l’Autorité palestinienne, qui a, pour l’heure, les mains liées. Les colons chercheront à provoquer une réponse palestinienne (résistance active, explosion de rage d’un individu, usages d’armes blanches ou à feu) qui permettrait à l’armée de prendre des mesures encore plus drastiques contre l’ensemble de la population. Tout cela afin d’atteindre l’objectif des agresseurs et des hauts responsables qui les soutiennent : l’expulsion des Palestiniens de leur patrie.

(Traduit de l’anglais par Akram Belkaid.)

AMIRA HASS.

(8) L’OCHA met fréquemment à jour ces bilans. Cf. «*Data on casualties*», www.ochaopt.org

(9) Cf. <https://statistics.btsalem.org>

Lire sur notre site l’article de Rémi Guyot «*Bagdad suffoque*» www.monde-diplomatique.fr/69905



LÉA MANCEL. – Vue sur la colonie israélienne de Shilo depuis un magasin à Tourmous Ayya. Ignorant ce village palestinien, l’ambassadeur des États-Unis en Israël, M. Michael Huckabee, s’est rendu uniquement dans cette implantation, 2025

des Palestiniens, pour divers motifs sécuritaires et punitifs. Elle interdit à des centaines de familles d’agriculteurs d’accéder à leurs terres situées au-delà du mur de séparation. Au cours des huit premiers mois de l’année, les autorités ont démoli 1 049 constructions palestiniennes, dont la grande majorité (précisément 1 087) au motif d’absence de permis de construire. Selon l’OCHA, environ 1 380 personnes se sont retrouvées sans toit. De fait, Israël conserve le monopole de la délivrance des autorisations sur plus de 60 % du territoire de la Cisjordanie, comme dans l’ensemble de Jérusalem-Est. Depuis 1967 et le début de l’occupation, Tel-Aviv mène une politique restrictive en matière d’octroi de permis aux Palestiniens ; il en résulte des constructions sur des terrains privés, que les autorités jugent ensuite illégales.

Les médias évoquent rarement plusieurs autres formes de harcèlement quotidien subi par les Palestiniens. Chaque nuit, mais aussi de plus en plus souvent le jour, des unités militaires investissent des quartiers résidentiels dans les villages et les villes de Cisjordanie, afin de procéder à des arrestations, de montrer leur force et d’intimider la population. Les équipages des Jeep font alors irruption dans des maisons, au cœur de la nuit. À d’autres moments, ils perturbent la circulation d’un centre-ville pendant une heure, parfois plus, et se mettent à tirer grenades lacrymogènes et balles réelles. Le département de l’OLP chargé des négociations a ainsi recensé 1 358 raids et incursions de ce type pour le seul mois d’août.

Chaque rubrique de son rapport quotidien témoigne de la vie des habitants de Cisjordanie : «*tués*», «*blessés*», «*détenus*», «*raids militaires*», «*tirs à balles réelles*», «*prise de contrôle de maisons (par l’armée)*», «*harcèlement des forces de sécurité palestiniennes*», «*attaques contre des équipes médicales*», «*entraves au système éducatif*», «*blocage permanent des points de passage et des routes*», «*contrôles militaires inopinés*», «*attaques de colons*», «*dégâts matériels*», «*confiscation de biens*», «*intrusion dans des lieux de culte*», «*attaques aériennes*», «*démolitions de maisons*», «*nivellement des terres*» (déracinement de la végétation), «*confiscation de terres*», «*couvre-feu*», «*détentions*».

taxes à l’importation – entre 60 et 70 % de l’ensemble des recettes ; l’interdiction faite à quelque 120 000 travailleurs palestiniens de reprendre leur emploi en Israël ; et les restrictions de plus en plus sévères à la liberté de circulation à l’intérieur même de la Cisjordanie. Combinées, ces entraves appauvrissent les employés du secteur public autant que les familles de la classe ouvrière ou les propriétaires de petites entreprises. Elles portent

Une « guerre totale »

LE 7 SEPTEMBRE, un colon a été blessé à l’arme blanche dans le nord de la Cisjordanie occupée. Le ministre israélien de la défense, M. Israël Katz, a alors menacé l’Autorité palestinienne d’une «*guerre totale*» si une attaque de grande ampleur venait à se produire contre l’armée ou une colonie. «*Dans l’éventualité où (...) nous apprendrions avec certitude qu’ils s’apprêteraient à lancer une attaque “terroriste” similaire à celle du 7 octobre [2023] contre les forces de “Tsahal” et la population juive des implantations [nom officiel donné aux colonies], le premier ministre Benyamin Netanyahu et moi-même avons donné pour instruction à l’armée de se préparer à une guerre totale contre les dirigeants et les mécanismes de l’Autorité palestinienne*», a ainsi déclaré le ministre, en ajoutant que, sous cette hypothèse, les représailles comprendraient aussi l’«*assassinat de personnalités de premier plan*» et l’«*évacuation des habitants de villes ou de villages d’où des activités “terroristes” sont menées*» (AFP, 7 septembre 2026).

L’inquiétude des Palestiniens s’est aggravée deux semaines plus tard après qu’un colon a été tué par balle à quelques heures de la fête de Yom Kippour. Israël a alors été placé en état d’alerte maximale, et l’armée a annoncé le renforcement de ses troupes. «*Ils n’attendent qu’une occasion pour transformer la Cisjordanie en Gaza*», nous confie un cadre de l’Autorité palestinienne craignant qu’un acte isolé contre une colonie – scénario maintes fois évoqué depuis les attaques du Hamas le 7 octobre 2023 – n’embrase la situation. Pour lui, les Israéliens ne s’attaqueraient pas forcément à toutes les villes en même temps, mais en viseraient une en particulier afin de la vider de ses habitants. Laquelle ? «*Je crains beaucoup pour Jénine ou Naplouse, mais Ramallah et surtout Al-Khalil [Hébron] ne sont pas à l’abri.*»

Quoi qu’il en soit, de nombreux habitants de Cisjordanie ont retrouvé des réflexes qui remontent aux deux Intifadas en stockant de l’eau et des denrées de première nécessité dans la perspective de combats, de bouclages empêchant les déplacements ou de longs couvre-feux imposés par l’armée à la population.

C’est dans ce contexte que l’Autorité palestinienne, présidée par M. Mahmoud Abbas, prépare les élections législatives du 28 novembre prochain. Ce scrutin, le premier depuis 2006, est censé avoir lieu en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza. Pour mémoire, le Conseil législatif palestinien (CLP), qui fait office de Parlement, ne s’est plus réuni depuis 2007. Le Hamas a fait savoir qu’il participera à ces élections et qu’il tentera de former une large coalition afin de battre le Fatah, la formation de M. Abbas. Nombre d’observateurs estiment que le scénario de 2021 pourrait bien se reproduire avec une annulation sine die du scrutin, cette fois en raison des tensions en Cisjordanie et la situation à Gaza. La tenue de l’élection présidentielle annoncée pour 2027 – la première depuis 2005 – paraît quant à elle des plus improbables.

AKRAM BELKAÏD.

ENQUÊTE SUR L'EXPLOITATION DES FONDS MARINS

Game of drones

Sur les terres émergées, les ressources s'épuisent. Alors les regards des dirigeants, des militaires et des investisseurs se tournent vers l'océan. Et, plus précisément, vers les fonds marins. Une nouvelle ère s'ouvre : celle de l'exploitation des abysses. Le journaliste Guillaume Pitron y a consacré trois années d'enquête et un livre, dont nous publions les extraits en exclusivité.

PAR GUILLAUME PITRON *

TOUTES les marines nationales d'Asie semblent s'être donné rendez-vous, en ce printemps 2025, dans un vaste hall d'exposition attenant à l'aéroport Changi, à Singapour, à l'occasion de l'International Maritime Defence Exhibition (Imdex) Asia 2025. Leurs émissaires portent beau dans leurs uniformes parés de galons, prenant langue avec une myriade de représentants de commerce. L'exposition est en effet un point de ralliement des leaders industriels du naval de défense, venus présenter leurs dernières innovations : le britannique Rolls-Royce (systèmes de propulsion pour sous-marins et frégates), l'israélien Elbit Systems (sonars), le singapourien ST Engineering (systèmes électroniques embarqués), le constructeur de navires de guerre américain Lockheed Martin, l'autrichien Schiebel et son Camcorder S-100, un drone aérien de reconnaissance tactique...

Également présent, le groupe allemand Euroatlas promeut son Greysmark. Long de huit mètres et pesant quatre tonnes et demie, ce drone sous-marin, silhouette de squal, museau effilé et propulsion à hélices, est taillé pour une grande variété de tâches, civiles comme militaires. « *Cela dépend des besoins de l'opérateur* », expliquent les deux commerciaux s'affairant autour du véhicule. Cartographie du plancher océanique, protection d'infrastructures sous-marines, récupération de munitions abandonnées... : ces missions sont permises par l'autonomie de seize semaines du Greysmark, qui en décuple les performances. Pour sûr, argument les deux chargés d'affaires, l'avenir est à ces nouveaux engins, car « *les hommes cèdent peu à peu la place, dans les océans, aux technologies autonomes* ».

Une variété d'engins autonomes

EMBARQUÉ dans des sous-marins et autres bathyscaphes, l'homme côtoie les fonds océaniques situés à plus de mille mètres de profondeur depuis la seconde moitié du ^{xx}e siècle. Pourtant, 80% de ces contrées restent inexplorées. Il faut dire que passer au peigne fin les moindres recoins du plancher océanique à bord de *Nautilus* habité coûte

des sommes insensées. De plus, c'est dangereux. Enfin, cela prend un temps fou. Dès lors, l'exploration des fonds marins a avancé à pas comptés... Ce triple obstacle pourrait être contourné grâce à la multiplication des drones. Le mot renvoie à une variété d'engins autonomes : des robots sous-marins filaires téléguidés, de petits vaisseaux naviguant en surface et surtout des véhicules sous-marins, souvent désignés par leur sigle anglais AUV (Autonomous Underwater Vehicles).

L'industrie pétrolière a été parmi les premières à manier ces engins légers et compacts, capables notamment de se substituer aux plongeurs lors d'interventions sur les fondations de plates-formes offshore. Leur autonomie permet également de rallonger la durée, donc l'efficacité, de missions d'exploration de gisements, et ce à des coûts compétitifs (un drone coûte «seulement» entre 1 et 10 millions d'euros). Leur force est d'agréger sous leur coque une variété de briques technologiques : une batterie lithium-ion offrant une autonomie allongée et un vaste rayon d'action, des sondeurs multifaisceaux permettant de capter des téraoctets de données à chaque plongée, une centrale inertielle pour le guidage et la navigation et, demain, toujours plus d'intelligence artificielle (IA) pour leur conférer une capacité de décision étendue.

« *Les flottes d'AUV permettent de collecter trois à quatre fois plus de données qu'avec des moyens de surface équivalents* », convie M. Jean-Marc Sornin, président d'Abyssa, une société d'exploration des grands fonds marins. On comprend pourquoi les drones sont devenus des opérateurs de choix pour une myriade d'industries mondiales – dont certaines promettent de répondre aux besoins grandissants en ressources générés par la croissance de la population mondiale. Ils servent ainsi à localiser des bancs de poissons, à explorer des gisements de diamants et d'hydrogène naturel, à prélever de l'acide désoxyribonucléique (ADN) environnemental, à repérer une fuite dans la coque d'un navire pétrolier échoué, à collecter du plastique, à inspecter les fondations de parcs éoliens offshore et même à dresser la carte de l'intégralité des fonds marins. Les drones sous-marins sont les émissaires de notre espèce dans les abysses, au point d'être, selon Jan Opderbecke, chercheur à la direction de la flotte océanographique au sein de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), « *devenus tout simplement irremplaçables* ».

Un engouement que tempère le contre-amiral Éric Lavault, chargé de la maîtrise des fonds marins : « *Plein de trucs "sexy" circulent à propos des drones, mais, comme de nombreux industriels, je*

demeure dubitatif. Cet élan technologique va, comme dirait l'autre, coûter "un pognon de dingue" ! La colonisation des mers par des outils souvent pompeusement qualifiés d'« avatars » par les réclames commerciales prendra longtemps... Quoi qu'il en soit, « des milliers d'AUV opèrent déjà aux quatre coins des océans », rappelle le scientifique portugais João Sousa.

Leur importance pourrait encore s'accroître lorsque, dotés d'une plus grande autonomie, ils se montreront capables d'effectuer des missions de plusieurs mois en haute mer, s'évitant d'intéressants retours à terre. Révolution ultime, l'océan pourrait être, un jour, peuplé de «drones résidents» qui auront complète-

ment rompu le cordon avec la terre ferme. Cette émancipation totale nécessitera l'installation de stations d'amarrage alimentées par l'énergie houlomotrice, jusque dans les replis des canyons immergés : les AUV s'y relaieront pour décharger leurs disques durs, recharger leurs batteries, subir des opérations de réparation automatisées, hiberner... avant d'être réactifs pour de futures missions. João Sousa voit dans ces relais abyssaux l'amorce de la colonisation d'un nouveau Far West. « *Rappelez-vous la conquête de l'Ouest, soutient le scientifique. Au départ, il n'y avait rien. Puis on a édifié des villages, les relais de poste du Pony Express. Puis sont arrivés les chemins de fer... Je vois l'expansion océanique suivre cette même dynamique.* »

« Leur armada est hallucinante »

QUE la colonisation des océans soit une affaire de robots, cette évidence est acquise lorsque M. Anthony Clake et ses deux associés fondent Ocean Infinity (OI) en 2017. Aussi les trois hommes vont-ils investir dans des systèmes technologiques... proprement fous. « Dès sa création, les représentants d'OI ont déclaré : "Nous pouvons déployer simultanément huit AUV à 10 millions de dollars l'unité et couvrir ainsi des régions immergées immenses", précise un concurrent. Aujourd'hui encore, personne n'a eu les reins financièrement assez solides pour faire cela. » Le groupe exploiterait à ce jour entre quinze et vingt drones sous-marins autonomes, ce qui en fait, selon certains, « le plus gros essaim mondial d'AUV ». S'ajoutent des véhicules filaires commandés à distance, capables de descendre à six mille mètres de profondeur, plusieurs navires de ravitaillement et de prospection océanographique, des engins autonomes de surface, des navires télé-exploités... « Leur armada est hallucinante, leurs moyens gigantesques », explique, sous le couvert de l'anonymat, un scientifique qui les a vus à l'œuvre. Ces leviers font rapidement taire la concurrence ; Ocean Infinity décroche des missions de recherche d'épaves à fort impact médiatique : en 2018, la société retrouve le sous-marin

argentin *San Juan*, disparu un an plus tôt dans l'Atlantique sud. La même année, elle participe – sans succès – à la recherche des boîtes noires du MH370, l'avion de la Malaysia Airlines disparu en 2014 dans l'océan Indien.

Pour exploiter une telle flotte, Ocean Infinity emploie plus de cinq cents personnes : « *Des opérateurs de navires sans équipage, des pilotes de robots sous-marins téléguidés, des opérateurs d'AUV, d'ingénieurs en robotique, (...) des analystes de données, des géomètres, des océanographes et des hydrographes* », éparpillés en Amérique du Nord, en Europe ou encore en Asie, indique la société sur son site Internet. Ses activités convergent vers un quartier général situé à Southampton, dans le sud de l'Angleterre. Bien entendu, nous avons adressé une demande de visite, restée lettre morte... Un scientifique qui a arpenté les lieux nous décrit un campus aux airs de centre de la National Aeronautics and Space Administration (NASA). « *Il faut imaginer un immeuble ultrasécurisé avec contrôle d'accès par reconnaissance d'empreinte rétinienne et, à l'intérieur, des postes de pilotage identiques à ceux que vous avez à bord des bateaux* », relate-t-il.

Une description qui résonne avec le film *hollywoodien* d'Andrew Niccol *Good Kill* (2014), lequel mettait en scène des pilotes

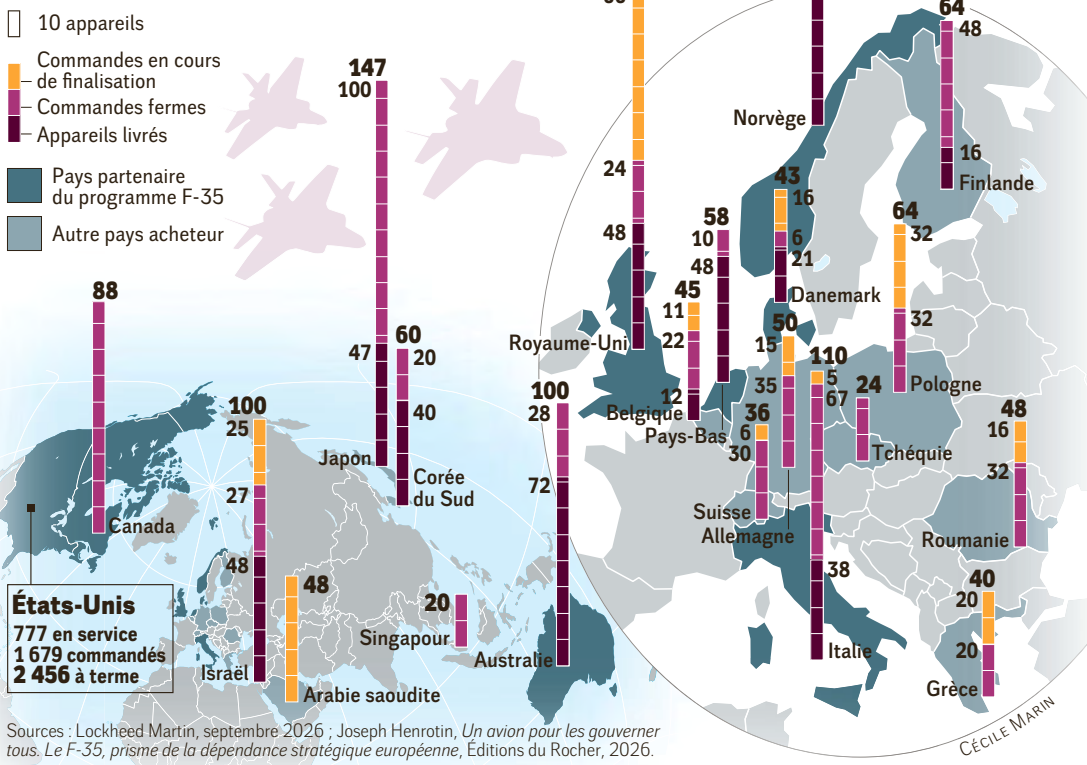
Équipement-phare des armées de l'air américaine et israélienne, le chasseur F-35 développé aux États-Unis a été adopté par une vingtaine d'États, notamment en Europe, en dépit – ou à cause? – de la dépendance qu'il impose à ses utilisateurs... En avance sur ses concurrents, ce chasseur furtif se distingue également par un prix prohibitif et des coûts d'exploitation faramineux.

PAR PHILIPPE LEYMARIE *

LE 18 mars 2019, la ministre des armées française Florence Parly tenait un parterre d'experts de l'Atlantic Council, un cercle de réflexion américain, à propos des relations entre les membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). « *La clause de solidarité de l'OTAN est l'article 5, pas l'article F-35* », lançait-elle, au moment où Washington incitait fortement un nombre croissant de pays européens à acheter cet avion dernier cri. Depuis, le F-35 Lightning II, chasseur furtif de cinquième génération produit par Lockheed Martin, principal groupe d'armement mondial, est « entré en premier » dans les espaces aériens syrien et iranien sous bannière israélienne, puis lors des guerres israélo-américaines contre l'Iran en 2025 et 2026.

Mis en service en 2015 pour remplacer le F-16 vieillissant, le F-35 se présente comme le chasseur *« le plus létal, le plus résistant et le plus connecté du monde(1) »*. Il s'agit du plus vaste programme de défense des États-Unis : 72 milliards de dollars par an – soit plus que la totalité du budget du

Clients captifs



ministère français des armées. À eux seuls, l'US Air Force, l'US Navy et les marines en ont commandé 2456 exemplaires. Lockheed en construit chaque année entre 170 et 190, mobilisant 1 500 entreprises et 250 000 travailleurs.

En dépit des dérapages financiers, l'appareil dispose de quelques atouts : unique sur le marché, il allie furtivité (peu ou pas détecté par les radars), polyvalence tactique (missions air-air ou air-sol) et versions adaptées (air, marine, et même décollage vertical). Ses concepteurs l'ont pensé comme une « centrale de connectivité » aux fonctions vitales contrôlées en permanence : renouvel-

lement des « bibliothèques de menaces », mise à jour des standards et programmation de la maintenance, en lien organique avec la base de l'US Air Force d'Eglin, en Floride.

Les déficiences de jeunesse de l'appareil – visibilité, surchauffe, etc. – ont été partiellement corrigées au fil des années même si, en 2023, 873 restaient « *non résolues* ». Un rapport de l'organisme d'audit du Congrès américain paru en juin dernier pointe que les F-35 de l'armée de l'air n'ont été disponibles pour des missions opérationnelles complètes que 28,5 % du temps durant l'année 2025 (au lieu des 65 % initialement programmés par l'US Air Force), en rai-

son de pénuries de pièces détachées, de l'insuffisance des stocks de moteurs, de la lourdeur des opérations d'entretien, de la complexité de l'architecture logicielle (2). La « cannibalisation » (3) de certains appareils a permis de sauver des heures de vol, mais a aussi contribué à désorganiser les chaînes de maintenance. L'OTAN, qui tablait sur une disponibilité de 60 à 70 %, a dû revoir ses plans. Pour tenter de rattraper ce retard, le Pentagone a lancé un programme de remise à plat évalué à 8 milliards de dollars. À l'usage, le F-35 a paru insuffisamment motorisé, peu adapté au combat rapproché (*dogfight*), limité en capacités de carburant, et donc en rayon d'action, ce qui nécessite de coûteux ravitaillements en vol. Initialement prévue pour 2026, l'évolution vers le standard « Block 4 », qui devrait remédier à certains de ces plafonnements, vise désormais l'année 2031 – au mieux. Mais on pardonne beaucoup à une machine aussi furtive (plusieurs fois moins repérable, par exemple, que le Rafale), conçue pour frapper l'adversaire avant d'être vue.

L'architecture globale de production et de gestion des appareils, à des fins de réduction des coûts, se révèle sensible aux chocs géopolitiques et au manque de certaines matières premières : la construction d'un seul F-35 nécessite en effet quatre cents kilos de terres rares. Installée au début des années 2000, la chaîne d'approvisionnement, qui associe des centaines d'entreprises dans la vingtaine de pays clients, encaisse mal les soubresauts de la mondialisation (tensions géopolitiques sur les métaux rares, tarifs douaniers...). À l'ère des drones et des missiles triomphants, le jouay de l'US Air Force semble parfois issu d'une autre époque.

Et d'une autre économie : son prix de vente varie de 80 à 130 millions de dollars, selon les versions.

* Journaliste.

(1) «The most advanced fighter jet in the world», www.f35.com

(2) «F-35 sustainment : Actions needed to ensure updated strategy improves persistent readiness challenges», Government Accountability Office, Washington, DC, 11 juin 2026.

(3) Le terme désigne dans ce contexte le dépiautage d'un avion ou d'un char immobilisé pour réparer d'autres appareils.



FABRICE HYBER. – « Bulle », 2024

de drones bombardant l'Afghanistan depuis des conteneurs situés dans le désert du Nevada... « *Eh bien, là, c'est pareil, décrypte le scientifique : les mecs sont dans une pièce, entourés d'écrans géants, à commander des robots qui évoluent au milieu de l'océan Pacifique.* »

À partir de 2021, Ocean Infinity rachète des concurrents et prend des participations dans des sociétés d'analyse géotechnique, de moteurs électriques pour navires, de services de sécurité maritime... L'objectif est d'être présent sur l'ensemble des métiers de l'exploration offshore et de se diversifier. Ocean Infinity est devenu un groupe multisectoriel, contractualisant avec des entreprises de télécommunications (pour l'optimisation du tracé des câbles sous-marins) et d'énergie (prospection, maintenance d'infrastructures...), comme en 2024 avec le pétrolier britannique Shell pour la fourniture de données géophysiques et géotechniques. Certains les voient également prendre pied sur le marché, en devenir, de l'exploration de gisements miniers sous-marins, ainsi que sur celui, en expansion, de la récupération d'actifs stratégiques.

Car les mers ne sont pas seulement le royaume de la méduse lumineuse, du calmar colossal et du poisson-lune trom-

peur ; elles sont également un cimetière de vieux câbles Internet et électriques, de fûts de déchets radioactifs, de réacteurs atomiques, de munitions abandonnées pendant la seconde guerre mondiale... Les fonds marins sont aussi jonchés de technologies de pointe que les armées veulent récupérer à tout prix : satellites espions, débris spatiaux contenant des alliages conçus dans le secret d'un laboratoire militaire, missiles, avions de chasse embarquant des systèmes d'encodage stratégiques. En 2022, les États-Unis mandatent la société américaine Phoenix International pour qu'elle repêche un F-35C Lightning II de l'US Navy abîmé en mer de Chine méridionale. L'avion militaire est récupéré avant que Pékin mette la main dessus et en espionne les technologies embarquées. L'ensemble de ces marchés tend les bras à Ocean Infinity, devenue l'une des rares entreprises d'exploration océanique à parler, aujourd'hui, d'égal à égal avec les États. Au point que certains pourraient faire le choix de lui déléguer des missions régaliennes de maîtrise des profondeurs, aux fins d'y surveiller des câbles ou des gazoducs. « *Pourquoi ne pas associer Ocean Infinity à ce rôle de défense nationale ?* », interroge un ingénieur du service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM).

Mais combien de temps Ocean Infinity conservera-t-elle cette avance ? Ne serait-il pas temps de vendre cette multinationale des abysses, parée de ses splendides atours technologiques ? Des interrogations sur sa viabilité surgissent. Le groupe, qui ne communique pas sur son chiffre d'affaires, ne serait toujours pas rentable... De plus, le marché de l'étude des fonds marins est aujourd'hui investi par un nombre croissant d'acteurs privés – qu'ils soient constructeurs ou opérateurs de drones : les américains Phoenix International et Ocean Aero, les français Exail Technologies et Abyssa, le norvégien Eelume, le chinois Qingdao Ever Maritime... Sans oublier les États, qui, en développant leurs propres armadas, pourraient sérieusement contester l'autorité d'Ocean Infinity d'ici à une dizaine d'années.

« *Toutes les grandes puissances maritimes sont en train de rattraper leur retard dans la course aux fonds marins, en s'équipant avec des moyens équivalents à ceux d'OI* », constate un spécialiste de l'« économie bleue ». Traditionnellement peu intéressées par les abysses, les armées opèrent un revirement stratégique. La prise de conscience par la marine française de la nécessité de se doter de drones remonte à l'année 2019. Faute de moyens propres, celle-ci sous-traite alors les opérations de localisation de *La Minerve*, un sous-marin disparu en 1968 au large de Toulon avec, à son bord, cinquante-deux marins, à Ocean Infinity. Une campagne menée en un temps record. « *Ils ont ratissé une surface équivalant à la ville de Paris en même pas trois jours !* », relate, encore éberlué, un témoin requérant l'anonymat. Le submersible fut retrouvé peu après.

Ce tour de force a laissé des souvenirs doux-amers dans les rangs des généraux... « *Ça a été un choc* », convient le contre-amiral Lavault. « *Nous avons pris alors conscience du retard accumulé par l'armée française dans sa stratégie de maîtrise des fonds marins, et de la nécessité de mieux nous les approprier.* » Bien au-delà du cas français, « *la "dronisation" dans le domaine naval de défense se généralise*, confirme la représentante d'un fabricant de systèmes autonomes. *Les pays lançant des initiatives dans ce domaine se multiplient* ».

Un espace vertical

AUX mains des armées, les drones peuvent participer à des activités de déminage des grands fonds, détecter des intrusions ennemies dans une zone économique exclusive (ZEE), surveiller et protéger les câbles sous-marins et même engager des combats – les militaires parlent de *seabed warfare*, la « guerre des fonds marins ».

Et, dans la perspective d'un conflit avec la Chine, ces outils pourraient également permettre aux Américains de compenser leur infériorité numérique. « *Avec cinq cents drones, je couvre le golfe Arabo-Persique pour huit fois moins cher que le prix d'un croiseur* », a ainsi déclaré l'amiral Charles Bradford Cooper,

ex-commandant des forces navales américaines au Proche-Orient. Nul doute, dès lors, qu'« *il va se passer sous la mer ce qui s'est passé dans les airs : une démocratisation, une banalisation de cette technologie* », prédit le dirigeant d'une société de robotique sous-marine.

Cette réalité confirme tout d'abord l'écrasante domination exercée par quelques grandes puissances dans la maîtrise des fonds marins. « *Seuls une quinzaine de pays disposent de la capacité industrielle de descendre à six mille mètres de profondeur, parmi lesquels les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada, la Chine... Les Indiens et les Néo-Zélandais commencent tout juste à se doter des capacités adéquates* », confirme, lors d'un entretien conduit en 2024, un haut fonctionnaire chargé de la politique maritime de la France.

La prolifération des drones s'insère en effet dans ce qu'il convient d'appeler une « verticale du pouvoir technologique », c'est-à-dire une chaîne ininterrompue de machines se relayant des fosses marines jusqu'à l'espace (satellites) en passant par la surface de l'eau (flotteurs connectés, frégates) et les airs (drones aériens) afin de capter et de se transmettre des informations, et in fine d'offrir à l'homme la connaissance la plus acérée de la réalité des océans. « *La mer, aujourd'hui, c'est l'espace, l'atmosphère, la colonne d'eau et les fonds marins* », insiste M. Thierry Duchesne, directeur du département maritime de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), et toutes ces dimensions se révèlent complémentaires.

Ce continuum technologique livre un enseignement-clé : les mers ne se conquièrent désormais plus comme les marines l'ont fait durant des millénaires, c'est-à-dire en contrôlant des coordonnées géographiques faites d'une longitude et d'une latitude ; elles se colonisent dorénavant par des robots déployés à toutes les profondeurs et toutes les altitudes possibles. Disons-le autrement : l'océan est fondamentalement un espace vertical ; et il appartiendra aux armées qui l'appréhenderont comme tel.

GUILLAUME PITRON.

de l'empire

S'ajoutent entre 9 et 12 millions de dollars par an de mise en œuvre, et l'heure de vol dépasse les 40 000 dollars. Prévoyant des « cauchemars budgétaires », la Suisse, le Canada, l'Australie, et même le Danemark et l'Allemagne – inquiets de ces surcoûts incontrôlables ou échaudés par la géopolitique trumpienne –, ont dû réduire leurs commandes (4). L'Espagne et le Portugal ont même quitté le programme. Au sein de l'administration américaine, on estime ce dernier *too big to fail* (« trop grand pour échouer »). Sans pour autant oublier son surnom – « l'avion qui a dévoré le Pentagone » –, avec une dépense totale estimée à plus de 2 000 milliards de dollars d'ici à 2088 – date de fin de vie de l'appareil. Le « *pire rapport qualité-prix de l'histoire militaire* », selon M. Elon Musk, le patron américain de SpaceX et de Tesla.

La vassalisation à son comble

Le succès du F-35 à l'international a eu pour effet de ponctionner les budgets des pays clients et d'ancre une partie de leurs industries de défense dans la chaîne d'approvisionnement organisée par Lockheed Martin et le Pentagone, réduisant mécaniquement les possibilités de vente pour les appareils européens concurrents comme les Typhoon, Rafale ou Gripen. Quelques États, embarqués dans l'aventure dès le lancement du chasseur américain, en ont toutefois largement profité : le Royaume-Uni, seul « partenaire de premier niveau » ; les Pays-Bas et l'Italie, en second rang dans la chaîne de production ; ainsi que Singapour et Israël, en tant que membres de l'Agence américaine de coopération en matière de défense et de sécurité (DSCA). Israël jouit du privilège unique d'accéder à une partie des codes sources de l'appareil, afin d'intégrer ses propres armements et systèmes de guerre électronique, rebaptisant le F-35I « Adir » (puissant). L'armée de l'air israélienne avait été la première, dès 2018, à engager des F-35 – pour bombardier la Syrie et l'Iran.

Le centre névralgique d'Eglin a la main sur l'ensemble des capteurs du F-35. L'avion a ainsi acquis la réputation d'être désactivable à distance par un *kill switch* (« bouton d'arrêt ») dissimulé dans le maquis d'une dizaine de millions de lignes de codes. Démentie sans surprise par le Pentagone et Lookheed, cette possibilité d'un blocage sec – ou, à tout le moins, de pressions depuis les États-Unis (5) – ménage un espace d'incertitude chez des États clients : les F-35 danois se retrouveront-ils un jour neutralisés ou confrontés à ceux de l'exécutif américain, qui ne cesse de revendiquer sa souveraineté sur le Groenland ? Des pays d'Europe centrale ou de l'Est pourront-ils engager sans entrave leurs F-35 en défense ou attaque de forces russes si leur fournisseur et ex-protecteur américain privilégie une approche amicale avec Moscou ?

Grâce à son système de collecte centralisée de données, le F-35 fait figure de « *facilitateur de l'implication stratégique américaine, dans une logique de protection et de dépendance consentie* » de ses acquéreurs, estime le stratège Joseph Henrotin (6) : treize pays européens ayant lancé un renouvellement de leur flotte ont choisi le F-35, soit quelque six cents unités déjà en service ou livrables d'ici à 2035. La gestion américano-centrée assure un maximum d'interopérabilité pour cet appareil devenu de fait « l'avion de l'OTAN » ; mais elle corsete des pays qui croyaient s'assurer par ce coûteux investissement une protection américaine « automatique »... laquelle ne va plus de soi. Bien qu'échaudés, le Danemark, la Belgique, la Pologne ou l'Allemagne restent à bord du programme.

La vassalisation est à son comble lorsque, au titre de la « dissuasion nucléaire partagée » avec quatre armées de l'air ouest-européennes, Washington utilise cette coopération stratégique comme un vecteur de placement de son joyau volant. C'est en effet le seul appareil autorisé à emporter les bombes nucléaires américaines B61. Pour l'Allemagne ou la Belgique, les commandes de F-35 conditionnaient la continuité du lien organique au

système de dissuasion américain, quelle que soit l'ampleur du découplage stratégique à l'œuvre entre Américains et Européens : la pleine mise en application de l'« article F-35 », dénoncée en son temps par M^{me} Parly...

Quel avenir pour la concurrence ?

D'autres acteurs, comme la Turquie, ont au contraire été écartés. Pour avoir osé se fournir en systèmes russes de défense antiaérienne S-400, cet État membre de l'OTAN, qui avait d'ailleurs participé à la conception du F-35 dès 2002, s'est vu interdit d'acquisition par M. Donald Trump en 2019. En marge du sommet de l'Alliance atlantique à Ankara en juillet dernier, le président américain a promis à son homologue turc Recep Tayyip Erdoğan, dont le pays est jugé « *bien plus loyal que d'autres pays* », de faire sauter un jour cet interdit – au risque d'entamer l'avantage stratégique offert par le Pentagone à ses alliés israélien et grec face à ce grand rival régional.

Malgré sa furtivité avancée et son label « avion de l'OTAN », le F-35 n'a pas totalement écrasé la concurrence européenne. Si leur conception remonte aux années 1980-1990, le Gripen suédois, l'Eurofighter anglo-italo-hispano-allemand ou le Rafale français demeurent sur le marché. Après un développement laborieux, ce dernier a finalement été adopté par neuf pays ; plus de cinq cent cinquante machines ont été placées. Plus polyvalent que le F-35, il assure pour le même prix une disponibilité de 80 %, avec une heure de vol à 20 000 euros, et – comme Paris a une maîtrise souveraine de l'ensemble de la chaîne technologique – offre une plus large autonomie stratégique, et donc un certain « non-alignement » politique : cette dernière dimension a convaincu l'Inde et l'Égypte et, en Europe, la Grèce, la Serbie et la Croatie.

Pour les États européens, la perspective d'un futur appareil de sixième génération, franchement furtif, bardé d'intelligence artificielle (IA), voire dronisé, paraît lointaine au moment où pointent déjà des chasseurs turcs, coréens ou chinois prometteurs. D'autant que le projet franco-allemand et espagnol de système de combat aérien du futur (SCAF), qui comprenait un chasseur de cinquième/sixième génération associé à des drones, a été officiellement abandonné en juin dernier. Paris et Dassault comptent s'en tenir à un « Super Rafale », probablement en partenariat avec l'Inde. Et Berlin rêve d'échafauder un nouvel attelage multinational dont il prendrait la tête et assurerait l'essentiel du financement.

Autre pari sur les années 2035-2040 : le Global Combat Air Programme (GCAP), lancé en 2022 par le Royaume-Uni, l'Italie et le Japon, et possiblement le Canada. Comme le défunt SCAF, il se veut un « système de systèmes » autour d'un chasseur de cinquième/sixième génération baptisé « Tempest », coordonnant sur un théâtre d'opérations des drones, radars, tirs, actions au sol et en mer, etc. Mais le projet souffre d'un retard de plusieurs années et déjà de surcoûts que les gouvernements hésitent à endosser... L'idée d'une fusion entre ces programmes-phares paraît peu partagée. Le chancelier allemand Friedrich Merz, occupé à construire l'armée « *la plus puissante d'Europe* (7) », a douché cet espoir : « *Aurons-nous encore besoin dans vingt ans d'un avion de combat piloté ?* »

PHILIPPE LEYMARIE.

(4) « F-35, du plomb dans l'aile ? », Défense en ligne, <https://blog.mondediplo.net>, 21 mars 2025.

(5) Suspension ou retard de mises à jour, modification des règles et tarifs d'abonnement, interruption de l'accès à des pièces détachées, blocage de la communication avec le renseignement aérien...

(6) Joseph Henrotin, *Un avion pour les gouverner tous. Le F-35, prisme de la dépendance stratégique européenne*, Éditions du Rocher, Monaco, 2026.

(7) Lire Pierre Rimbart, « Le retour du refoulé », dossier « Une Allemagne "prête à la guerre" ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 2026.

Même en Pologne,

« J'ESPÈRE ne pas voir l'adhésion de l'Ukraine de mon vivant, et j'espère vivre longtemps. » Agriculteur à Pińczów, dans la voïvodie de Sainte-Croix, à quatre-vingts kilomètres au nord de Cracovie, M. Jerzy Plachta se tracasse. Sa femme, Renata, qui gère leur exploitation de céréales et de légumineuses, tempère : « Nous n'avons rien contre les Ukrainiens, qui s'adaptent bien. En 2022, nous avons proposé d'accueillir des réfugiés et nous avons donné de l'argent aux associations caritatives ou pour l'achat de drones. Nous les soutenons, mais leur pays est dangereux pour l'agriculture polonaise. »

Les blés sont déjà hauts et les premiers haricots rouges commencent à germer en cette fin mai dans les champs ouverts parsemés de petits bois de pins et de chênes noirs. Depuis l'entrée de leur pays dans l'Union européenne, en 2004, les Plachta vendent leurs produits à des groupes français implantés en Pologne : Auchan, Casino, Carrefour et surtout Leclerc, qui en importe également en France. M. Plachta raconte son parcours du combattant pour en arriver là : « Les entreprises françaises réclament un certificat IFS Food, une norme de sécurité et de qualité dont nous devons respecter toutes les exigences. Pour avoir les subventions européennes, il faut expliquer combien de fois on retourne la terre, nous conformer au type de semence, au rythme des semis, etc. Nous avons de plus en plus de choses à consigner dans des registres que les contrôleurs vérifient sur place chaque année. »

Jusqu'ici, le jeu en valait la chandelle, « mais, depuis la guerre en Ukraine, tous les prix ont baissé de moitié, souligne M. Plachta. Avec l'arrivée des produits ukrainiens, on a dû réduire nos coûts et le nombre de nos employés. Nous en avions dix en 2014... et plus que deux aujourd'hui. Dans le tiers des exploitations de notre région de Sainte-Croix, il y a des problèmes financiers. Beaucoup abandonnent. » En revenant vers son village, le paysan s'arrête devant le chantier de la maison que le couple fait construire pour l'un de ses enfants. Le confort de la bâtisse projetée démontre leur réussite. Il se lamente pourtant, car leur fils ne veut pas de cette vie à la campagne, préférant la ville, Cracovie.

Des coûts de production bien moins élevés

À quelques kilomètres de là, M. Marcin Biesaga a hérité de l'exploitation de ses parents, qui cultivaient tabac et tomates. En une vingtaine d'années, il est passé de 10 hectares à 200, ajoutant blé, céleri et pomme de terre à sa production. Son propos est plus radical : « La Pologne a trop donné pour l'Ukraine, aux dépens de notre économie. On importe beaucoup d'aliments ukrainiens non contrôlés, du colza ou du miel par exemple. » Lui aussi déplore l'effondrement des prix qui a suivi les exemptions de droits de douane pour les produits agricoles ukrainiens en 2022. En s'arrêtant devant un tas de tubercules, il nous explique que les intermédiaires lui achètent 0,75 euro le sac de quinze kilos... qu'il retrouve à 6 euros dans le commerce. Pour lui, « une adhésion rapide de l'Ukraine provoquerait une crise totale ».

Comme les Plachta, M. Biesaga a participé en mars 2023 au blocage du terminal de Złote Ziarno, où passe la seule voie de chemin de fer à écartement large du pays (1,52 mètre dans l'ex-URSS contre 1,435 dans le reste de l'Europe, hors Espagne, Finlande et Irlande). Cette ligne a permis d'acheminer les céréales ukrainiennes dans le cadre des « corridors de solidarité » improvisés par l'Union européenne au début de la guerre et des combats en mer Noire(1). Les grains devaient en théorie seulement « transiter » par l'Europe centrale, mais ils ont submergé les marchés régionaux. En urgence, la Pologne a interdit ces importations, suivie par la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie et la Bulgarie. Ancien président du Parti paysan, passé au parti Droit et justice (PiS, conservateur), M. Janusz Wojciechowski était à l'époque commissaire européen à l'agriculture. Il a géré la crise depuis Bruxelles. « C'était très difficile, nous confie-t-il. Mais la Commission a de facto légalisé l'embargo que la Pologne avait imposé en avril 2023 et qui était illégal, en autorisant cinq pays à interdire les produits ukrainiens sur leurs marchés. Il faut noter que Varsovie n'a jamais levé son embargo unilatéral, et la Commission n'a rien entrepris contre... »

* Journaliste, Varsovie.

Le débat géopolitique semble clos. L'Ukraine doit entrer dans l'Union européenne dès la guerre terminée. En réalité, cette promesse inquiète toute la région et comporte des risques pour la cohésion du Vieux Continent. En Pologne, alors que les élites soutiennent une telle adhésion de longue date, de plus en plus de citoyens renâclent devant ses conséquences économiques et sociales à court terme, comme face à l'arrogance de Kiev sur les questions mémorielles.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
PHILIPPE DESCAMPS ET FILIP MEYER *



MICHAŁ DYJUK. – Manifestation d'agriculteurs et de chasseurs réclamant l'arrêt des importations agricoles depuis l'Ukraine décidées par l'Union européenne, Varsovie, 2024

À cinq kilomètres de la frontière ukrainienne, on sent l'air de la guerre. Cultivateur à Żniatyn, M. Mieczysław Sroda a perdu deux amis en 2022, tués par la chute d'un missile de défense aérienne dans le village voisin de Przewodów. Lui aussi a hérité de l'exploitation de son père, qu'il a agrandie en rachetant un sovkhos (ferme d'État) pour produire blé, betteraves à sucre, colza et haricots. « La base serait que les Ukrainiens respectent les normes européennes ; ce n'est pas le cas aujourd'hui, assure M. Sroda en évoquant notamment l'usage de pesticides interdits. Mais, même s'ils se conformaient aux normes, ils sont trop concurrentiels, grâce à leurs sols de grande qualité [les fameuses terres noires ou tchernoziom] et à des conglomérats géants contrôlés par des étrangers. C'est d'ailleurs parce que des sociétés européennes y ont des intérêts qu'il a été difficile de lutter contre les importations déloyales. »

« Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'agriculture ukrainienne est plus mécanisée qu'à l'Ouest. La taille des exploitations fait la différence et permet d'amortir le coût des machines ultramodernes », complète M. Krzysztof Nykiel, président de l'Union nationale des cultivateurs de betteraves à sucre. « Si les prix restent à ce niveau, il y aura énormément de casse en Europe, s'alarme-t-il. Lorsque nous en parlons à Bruxelles avec les Français et d'autres, on s'inquiète d'être pris en étau par les accords passés également avec le Mercosur, l'Australie ou l'Inde, autant de pays qui cultivent une canne à sucre très bon marché. »

L'Ukraine est le premier pays agricole du continent après la Russie, avec 32,9 millions d'hectares de terres arables particulièrement riches en humus, soit le double de la France (16,9) et le triple de la Pologne (11,2)(2). Elle pourrait prétendre à une portion considérable du budget de la politique agricole commune (PAC). En 2021, l'Ukraine a produit 85 millions de tonnes de céréales ; la France, 53 ; et la Pologne, 35. En outre, plus de la moitié de la surface agricole utile (57 %) est gérée par des entreprises de plus de 1 000 hectares, tandis que la moyenne des exploitations est de 11 hectares en Pologne. Les conglomérats sont particulièrement imposants dans le grain et la betterave sucrière, avec une moyenne de 23 700 hectares par exploitation (1 763 fois la moyenne européenne). Conséquence : des coûts de production bien moins élevés.

En 2023, les agriculteurs n'étaient pas les seuls à manifester leur mécontentement. Fin novembre, les transporteurs routiers polonais ont bloqué la frontière avec l'Ukraine, immobilisant des milliers

de camions dans le sud-est du pays. Ils dénonçaient l'accord de libre circulation entre l'Ukraine et l'Union européenne, qui a supprimé à partir de juin 2022 le système de licences régulant jusqu'alors l'entrée des routiers ukrainiens. « Nous avions eu la promesse du gouvernement polonais qu'il ne serait pas reconduit », se souvient M. Waldemar Jaszczur, meneur des manifestations à l'époque. Mais, trois ans plus tard, le Parlement européen a voté pour une prolongation de l'accord. Le secteur s'enfoncé dans la crise.

Au premier rang sur le continent, avec environ 20 % du marché évalué en tonnes-kilomètres, dont les deux tiers hors du pays(3), le transport routier polonais perd du terrain au profit des entreprises ukrainiennes. Celles-ci offrent des tarifs bien plus attractifs grâce à des salaires deux fois plus bas et à l'absence de certains coûts liés aux normes européennes. Cette concurrence se ressent particulièrement dans les activités dites de « cabotage », soit les livraisons à l'intérieur d'un pays dont la compagnie n'est pas originaire. Bien qu'en théorie interdit aux entreprises ukrainiennes, il se répand au détriment des entreprises polonaises, qui réalisaient 44 % du cabotage au sein de l'Union avant 2022.

Outre les difficultés dans le transport vers l'ouest, les camionneurs polonais voient leurs perspectives se boucher à l'est. La Russie, ancienne direction prioritaire pour M. Jaszczur, est désormais sous sanctions. Le commerce avec l'Ukraine leur échappe aussi. « Nous ne sommes plus rentables », lâche M^{me} Marzena Fik, qui travaille pour l'entreprise de son père. Établie à Zamość, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière ukrainienne, la compagnie disposait en 2022 d'une flotte de dix camions livrant des fruits depuis les ports néerlandais vers Lviv, la ville principale de l'ouest de l'Ukraine. Aujourd'hui, il n'en reste plus que cinq. « Au début de la guerre, nos chauffeurs ne voulaient plus aller en Ukraine. Ils avaient peur », explique-t-elle. Ces semaines de flottement ont coïncidé avec une perte du marché. Les transporteurs polonais représentaient 38 % du trafic à la frontière en 2021, seulement 8 % en 2023, selon la douane polonaise.

Le premier bénéficiaire de fonds européens

À cette conjoncture délicate, il faut ajouter la hausse constante des salaires, des prix de l'énergie et la pénurie de main-d'œuvre, syndromes d'une économie de plus en plus comparable à celle de ses partenaires occidentaux. Conscient qu'il ne peut recruter qu'à l'étranger, M. Jaszczur réclame au gouvernement de « simplifier les demandes de visas ». Neuf de ses chauffeurs sur dix sont biélorusses. « Notre seule perspective : cesser notre activité d'ici à la fin de l'année », déplore de son côté M^{me} Fik. L'entreprise familiale subira le même sort que 1 500 autres du secteur depuis le début de 2025.

À ces préoccupations économiques et sociales s'ajoutent les querelles mémorielles, attisées par les réhabilitations par le président ukrainien Volodymyr Zelensky de nationalistes ayant collaboré avec l'Allemagne nazie durant la seconde guerre mondiale, massacrant Juifs et Polonais(4). Après la dernière provocation ukrainienne – le baptême d'une unité militaire en hommage à l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), responsable de crimes de masse en Volhynie –, le président polonais Karol Nawrocki a retiré le 19 juin à M. Zelensky l'ordre de l'Aigle blanc – la plus haute distinction du pays, qui lui avait été attribuée en 2023. Une crise diplomatique d'une ampleur inédite s'ouvre entre les deux pays, en dépit des gestes d'apaisement du président ukrainien, qui a ouvert les archives sur les massacres de Volhynie et autorisé des exhumations.

Résultat, les Polonais, qui célébraient la proximité des deux langues, des deux peuples, et figuraient parmi les appuis les plus fervents à l'Ukraine, s'en éloignent. Une enquête d'opinion montre qu'entre février 2024 et novembre 2025 les opposants au soutien militaire à l'Ukraine sont passés de

(1) Lire Corentin Léotard, « Des céréales ukrainiennes au goût amer », *Le Monde diplomatique*, septembre 2023.

(2) Chiffres de 2023 disponibles sur le site de la Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org>

(3) « Le transport routier de marchandises sous pavillons européens en 2024 », Service des données et études statistiques (SDES), Paris, 26 novembre 2025, www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

(4) Lire Catherine Gousseff, « Aux confins de la Pologne et de l'Ukraine, l'ombre des minorités effacées », *Le Monde diplomatique*, juin 2026.



MACIEK NABRDALIK. – Le dirigeant de l'Association des terres frontalières, qui fait un travail mémoriel sur les massacres perpétrés par les nationalistes ukrainiens dans les années 1940, 2023

À QUEL PRIX ?

le soutien à l’Ukraine se délite

26 % à 39 %, ceux qui y sont favorables n’étant plus que 44 %. Par ailleurs, 47 % pensent que « *l’État polonais aide trop les réfugiés ukrainiens* », et seulement 7 % « *trop peu* » (5). L’intégration de l’Ukraine à l’Union européenne ne recueillait plus que 50 % de soutien fin juillet 2026 (9 % des Polonais la souhaitant « *dès que possible* » et 41 % considérant que « *rien ne presse* »). Cette approbation était de 74 % en mai 2023 et de 90 % en mars 2022. Les opposants sont désormais 40 %, contre seulement 2 % après l’invasion russe de février 2022 (6).

Ce scepticisme ne cesse de grimper au fil des sondages, au point qu’à la droite du PiS, déjà très conservateur, émergent deux partis qui surfent sur ce mécontentement : Konfederacja Wolność i Niepodległość (Confédération liberté et indépendance, réunissant le Mouvement national et Nouvel Espoir) et Korona (Confédération de la Couronne polonaise). « *On assiste à une montée du sentiment antiukrainien*, nous assure par exemple M. Michał Wawer, vice-président du Mouvement national et député de Konfederacja. *Je suis presque certain que l’idée d’une adhésion de l’Ukraine serait perçue comme une anticipation d’une immigration encore plus importante et plus problématique. L’autre souci, bien sûr, est la crainte que cela n’entraîne la Pologne et toute l’Europe dans une guerre contre la Russie.* »

Signe d’un malaise grandissant, alors que les prochaines élections législatives auront lieu à l’automne 2027, tous les autres partis ont, en pratique, décliné notre invitation à s’exprimer sur le sujet. Même trouble du côté du vice-ministre des affaires étrangères, M. Marcin Bosacki, toujours ouvert à... différer le rendez-vous proposé. « *L’Ukraine ne peut pas être admise dans l’Union européenne tant qu’elle ne rejette pas complètement le courant qu’elle suit aujourd’hui* », écrivait le 4 juillet le chef du PiS, M. Jarosław Kaczyński, aux membres de son parti, en leur demandant d’utiliser tous les moyens disponibles pour « *bloquer les actions du gouvernement* [de M. Donald] *Tusk visant à intégrer l’Ukraine à des conditions privilégiées* ». Ce renversement prend des allures de paradoxe, alors que le gouvernement de Varsovie, dirigé à l’époque par le PiS, a encouragé l’Ukraine à déposer sa demande d’adhésion au début de la guerre. « *La Pologne s’est souvent retrouvée isolée dans ses propositions successives visant à offrir explicitement une perspective d’adhésion à l’Ukraine, alors que l’Europe occidentale se montrait réticente* », rappelle l’historien et politiste Łukasz Adamski. Le directeur du Centre Mieroszewski, consacré à l’étude des sociétés d’Europe centrale et orientale, ajoute : « *Le courage avec lequel l’Ukraine*



© MACIEK NABRDALIK - THE NEW YORK TIMES - REDUX-REA

MACIEK NABRDALIK. – Exposition d’affiches de graphistes ukrainiens et polonais en soutien à l’Ukraine, Wrocław, 2023

défend sa souveraineté contribue à notre sécurité. Cependant, la pression exprimée par certains responsables ukrainiens en vue d’une adhésion au plus vite reste inacceptable pour l’opinion publique polonaise. Celle-ci se souvient des efforts considérables que la Pologne a dû déployer pour se conformer aux normes européennes. »

En 1990, le produit intérieur brut de la Pologne (en parité de pouvoir d’achat) représentait moins de la moitié de celui de l’Ukraine (7). En 2024, il représentait trois fois plus. Le « rattrapage » économique saute aux yeux, des gratte-ciel de Varsovie aux autoroutes flambant neuves qui sillonnent le pays. Il se voit jusque dans le moindre village aux maisons cossues et bien entretenues. Depuis son adhésion à l’Union européenne en 2004, la Pologne connaît la plus forte croissance des Vingt-Sept. C’est aussi le premier bénéficiaire net de fonds européens, avec 261 milliards d’euros perçus les vingt premières années, soit trois fois plus que sa contribution (8).

Le maire de Zamość, M. Rafał Zwolak, nous propose de grimper sur le beffroi de l’hôtel de ville pour visualiser tout cela. À 52 mètres au-dessus de la place du marché et ses façades colorées, il fait le tour du propriétaire : « *Au début, notre ville de 57 000 habitants faisait partie des trois qui recevaient le plus de dons, jusqu’à 50 % de notre*

budget. Cela a permis de restaurer de nombreux bâtiments. Voyez l’Académie, la seconde plus vieille université de Pologne, puis la cathédrale, l’église franciscaine, les remparts... Grâce à ces restaurations, le tourisme a beaucoup progressé. Pour le zoo, par exemple, le nombre de visiteurs est passé de 20 000 personnes en 2004 à 250 000 aujourd’hui. »

Une fois la guerre terminée, le coût de la reconstruction de l’Ukraine dépasserait les 500 milliards d’euros, selon une évaluation internationale datant de février dernier (9). Dans une hypothétique Europe à trente-six, qui intégrerait tous les pays des Balkans, la Géorgie, la Moldavie et l’Ukraine, cette dernière capterait 41 % des fonds européens, selon une étude prospective (10).

Pour les plus optimistes, la réussite polonaise pourrait servir d’exemple à l’Ukraine tout en profitant à leur pays. « *C’est le grand voisin de la Pologne avec la culture la plus proche, une zone d’extension naturelle pour nos activités* », explique M. Jakub Karnowski, président-directeur général de Kredobank, une banque polonaise opérant sur le marché ukrainien. Il est aussi un ancien chef de cabinet de M. Leszek Balcerowicz, ministre des finances au sortir du communisme et principal artisan de la « thérapie de choc ».

Dans les couloirs en verre de la prestigieuse École des hautes études commerciales (SGH) de Varsovie, les étudiants ukrainiens portent tous la *vyshyvanka*, une broderie colorée et traditionnelle célébrée à la fin mai. Les discussions au tableau portent sur les défis macroéconomiques du pays. Diagrammes et recommandations à l’appui, l’Association étudiante pour la reconstruction de l’Ukraine présente son rapport. M. Karnowski encadre leurs travaux et suit leurs parcours. Selon lui, « *la majorité de ces jeunes vit en Pologne depuis plusieurs années et restera ici* ». Certains jeunes hommes ne sont pas retournés au pays depuis le début du conflit, pour éviter un enrôlement dans l’armée. C’est le cas de Danylo. « *Je ne sais pas, ça dépendra de l’évolution politique* », dit-il en hésitant quand on lui pose la question du retour.

En proie à des perspectives démographiques inquiétantes, l’Ukraine espère voir sa diaspora revenir. « *Les deux pays se retrouveront en compétition pour la main-d’œuvre* », prédit M. Karnowski. Car, de son côté, la Pologne fait face à des dynamiques similaires, avec une fécondité tombée à 1,03 enfant par femme. De nombreux chefs d’entreprise voient une occasion dans l’adhésion promise à l’Ukraine. « *Nous pourrions en profiter, comme l’Allemagne en a profité avec nous* », dit en souriant M. Dariusz Szymczycha, vice-président de la chambre de commerce polono-ukrainienne. Communiste durant toutes les années 1980, il a ensuite conseillé l’ex-président social-démocrate Aleksander Kwaśniewski et organisé le référendum sur l’adhésion à l’Union. « *Nous préparons déjà la reconstruction. Nous pouvons nous placer dans les secteurs du BTP, de l’énergie, de la banque ou des produits agricoles transformés* », énumère M. Szymczycha.

Consciente que la compétition sera féroce, la Pologne veut croire en ses arguments. « *Depuis le début de la guerre, très peu de nouveaux acteurs sont apparus sur le marché ukrainien. Les gagnants seront ceux qui étaient déjà là, et c’est notre cas* », avance M. Karnowski. « *La seule acquisition financière majeure en temps de guerre vient d’une entreprise polonaise* », note M. Szymczycha, en référence au rachat récent de la branche ukrainienne de MetLife par le géant des assurances PZU.

Outre l’aide humanitaire et des livraisons de matériel militaire, les liens économiques entre les deux pays se resserrent. La Pologne est le deuxième partenaire commercial de l’Ukraine et son premier marché d’exportation, selon la chambre de commerce polono-ukrainienne. Une partie du pétrole et du gaz transite notamment par les ports polonais. Certains travailleurs pourraient bénéficier de l’arrivée de l’Ukraine, reconnaît M. Bartosz Rydliński, professeur de science politique et responsable de la branche éducation de l’OPZZ, la principale confédération syndicale du pays. « *Pour les autres travailleurs, la logique du capitalisme mondial demeure, complète-t-il. Mes compatriotes polonais ont offert une main-d’œuvre bien moins chère au Royaume-Uni, à la Suède ou à l’Irlande lorsque nous avons rejoint l’Union européenne. Les Ukrainiens feront de même. C’est pourquoi les syndicats polonais et européens doivent s’engager à l’avenir pour informer les travailleurs ukrainiens sur leurs droits. Il faut les syndiquer et leur expliquer que le dumping social ne profite à personne en définitive.* »

Alors que M. Zelensky souhaite que son pays adhère à l’Union européenne dès 2027, le constat qu’il faudra du temps fait consensus... même chez les étudiants ukrainiens rencontrés à la SGH, qui estiment de concert que leur pays a d’abord besoin d’importantes réformes, notamment pour lutter contre la corruption et adopter les normes européennes. Ils regrettent les divisions récentes au sein de la Rada (le Parlement) qui ralentissent l’adoption des mesures attendues par la Commission européenne. « *Nos négociations ont duré quatre ans* », rappelle M. Szymczycha. Il espère que l’ouverture du premier chapitre de négociations le 15 juin (*lire ci-contre*), après la levée du veto hongrois par le gouvernement de M. Péter Magyar, « *donnera de l’air au camp réformateur à Kiev* ».

Un climat de défiance grandit en Europe centrale

« *L’Ukraine a les moyens de dominer le marché européen, notamment dans les céréales et la production animale* », reconnaît M. Wojciechowski, qui plaide pour que les conglomérats ne puissent jamais toucher d’aides européennes. Mais l’ancien commissaire européen à l’agriculture souligne la tâche qui incombe aux pays de l’Union : « *Pour nous préparer, nous devons muscler notre agriculture en suivant le modèle italien : des petites exploitations, souvent familiales, mais avec beaucoup de transformations locales, des agriculteurs très intégrés dans la chaîne de valeur, avec des labels, un investissement dans la qualité, du bio, etc.* » Selon lui, la Commission de Bruxelles devrait promouvoir une telle approche, en mesure de résister au modèle agro-industriel ukrainien. Mais c’est là que le bât blesse. « *Le prochain budget de la politique agricole commune prévoit de réduire la voilure de 30 %, déplore-t-il. Si c’est comme ça qu’on prépare l’avenir, on va perdre notre agriculture.* »

Réunie fin juin à Gdańsk, la cinquième conférence sur la reconstruction de l’Ukraine accordait à son intégration à l’Union européenne une place centrale. Dans son discours d’ouverture, M. Tusk, le premier ministre polonais, voyait dans le rattachement de son voisin au camp occidental « *une mission civilisationnelle* ». À cette occasion, la Commission européenne a par ailleurs acté le versement de la première tranche du prêt de 90 milliards d’euros, destiné à boucler le budget lourdement déficitaire de l’État ukrainien en guerre.

Mais, derrière la centaine de contrats et de lettres d’intention signés – sous réserve que la guerre prenne fin –, la conférence illustrait le climat de défiance qui grandit en Europe centrale. Ni le président Zelensky ni son homologue polonais n’ont fait le déplacement. Plusieurs accords entre les entreprises publiques des deux pays ont été annulés à la dernière minute, malgré les appels à la désescalade venus des milieux d’affaires. Aucun apaisement n’apparaîtra à l’horizon sans un travail sérieux sur les défis que posent l’adhésion de l’Ukraine et le retour de ses démons ultranationalistes.

PHILIPPE DESCAMPS ET FILIP MEYER.

(5) «Ukraine and Polish-Ukrainian relations as seen by Poles», Centre Mieroszewski, Varsovie, janvier 2026, <https://mieroszewski.pl>

(6) «Komunikat z Badań n° 80», sondage à propos de «l’opinion des Polonais sur l’aide internationale à l’Ukraine en guerre» publié par le Centrum Badania Opinii Społecznej (SBOS), Varsovie, 28 juillet 2026.

(7) «PIB (\$ PPA internationaux constants de 2011)», <https://donnees.banquemondiale.org>

(8) Aleksandra Krzysztożek, «La Pologne a triplé le “retour sur investissement” de son adhésion à l’UE», 2 mai 2024, <https://euractiv.com>

(9) «Ukraine : Fifth rapid damage and needs assessment», Banque mondiale, Union européenne, gouvernement d’Ukraine et Nations unies, février 2026, <https://documents.worldbank.org>

(10) Carlo Bastasin, «Want Ukraine in the EU? You’ll have to reform the EU, too», juillet 2023, www.brookings.edu

La tentation du coupe-file

« **I**l est désormais temps de faire avancer avec audace l’intégration de l’Ukraine à l’Union européenne grâce à des solutions innovantes constituant des étapes immédiates. » Le 21 mai dernier, le chancelier allemand Friedrich Merz proposait un statut intermédiaire pour l’Ukraine. En tant que « *membre associé* », elle pourrait participer de manière accélérée à toutes les institutions, mais sans avoir le droit de vote. Elle bénéficierait ainsi de la clause de défense mutuelle prévue à l’article 42 du traité de l’Union, en court-circuitant l’épineux processus d’adhésion prévu à l’article 49 du même traité. L’initiative de M. Merz rejoint les pressions de l’exécutif européen à Bruxelles. Ainsi la commissaire européenne chargée de l’élargissement, M^{me} Marta Kos, déclarait-elle le 17 mars qu’elle ouvrait tous les chapitres de la négociation de « *manière informelle* », avant même que les États se prononcent.

Inédit, un tel raccourci balaierait le débat sur les réformes jugées par beaucoup nécessaires avant tout nouvel élargissement, après les sept précédents qui ont fait passer l’Union de six à vingt-huit membres – vingt-sept depuis le retrait du Royaume-Uni en 2020. Le dispositif comprend normalement trois grandes étapes : la candidature, les négociations puis l’adhésion. Pour être candidat, il faut être un État situé en Europe (au sens géographique large, jusqu’en Transcaucasie), respecter et promouvoir les « *valeurs européennes* » et recueillir l’unanimité des membres. Aujourd’hui, neuf pays ont ce statut, dans l’ordre suivant : Turquie, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie, Albanie, Ukraine, Moldavie, Bosnie-Herzégovine et Géorgie. La candidature déposée par le Kosovo en 2022 n’a pas reçu l’approbation des Vingt-Sept, dont cinq pays ne le reconnaissent pas comme État indépendant. Le 29 août dernier, les Islandais ont rejeté par référendum la reprise des discussions avec l’Union, qui avaient été interrompues en 2013. Les Suisses ont refusé de rejoindre l’Union par une votation de 1992, ainsi que les Norvégiens à deux reprises, lors des référendums de 1972 et 1994.

Débutent ensuite les pourparlers, entamés par exemple par la Turquie dès 2005, mais officiellement au point mort depuis 2019. Avec l’Ukraine, le lancement formel des négociations a été possible fin 2023, lorsque le premier ministre hongrois a quitté la salle du Conseil européen afin de ne pas briser le consensus requis sans perdre la face. Mais jusqu’à sa défaite aux élections d’avril dernier, M. Viktor Orbán s’opposait à l’ouverture de discussions concrètes par « *chapitres* ». Son successeur, M. Péter Magyar, y a consenti en échange de l’engagement de l’Ukraine à rétablir les droits linguistiques et culturels de sa minorité hongroise. Le 15 juin dernier, les échanges ont commencé sur le premier groupe de chapitres : appareil judiciaire et droits fondamentaux, marchés publics, statistiques et contrôle financier. À cela s’ajoute, depuis le 14 juillet, celui concernant les relations extérieures. M. Magyar a toutefois déclaré vouloir prendre le temps nécessaire et ne pas autoriser les négociations sur tous les points en même temps.

La Commission mène les débats tout en informant le Conseil et le Parlement européens. On considère un chapitre « *clos* » lorsque le pays candidat a montré qu’il appliquait bien l’« *acquis communautaire* » ou que celui-ci serait mis en œuvre avant la date de l’adhésion. Des dispositions transitoires sont en général mises en œuvre par l’adoption de lois dans le pays concerné, encouragée par des subventions européennes suivant divers programmes que l’Union promeut pour les candidats. Plusieurs appréciations de la Commission suscitent des controverses. Par exemple quand celle-ci considère le système électoral ukrainien comme « *équitable et libre* » alors qu’aucune élection n’a pu avoir lieu depuis l’invasion russe en février 2022, ce qu’a récemment déploré le ministre de la défense démissionnaire Mykhailo Fedorov.

Une fois tous les chapitres clos, l’adhésion requiert encore l’approbation du Conseil (à l’unanimité des gouvernements) et du Parlement. Elle fait l’objet d’un traité qui doit être signé puis ratifié par le candidat et chacun des pays membres. En France, depuis 2005 (article 88-5 de la Constitution), le président peut choisir une ratification par référendum ou la convocation du Congrès, l’approbation du traité d’adhésion devant réunir dans ce cas une majorité de trois cinquièmes de l’Assemblée nationale et du Sénat réunis.

PH. D.

UNE DISPUTE QUI RACONTE UN PAYS EN GUERRE

Deux cousins russes

On avait d’abord cru à une brouille banale, du type de celles qui déchirent bien des familles à travers le monde. Comme souvent dans ces cas-là, on s’était dit qu’avec une petite incitation amicale une simple discussion permettrait de mettre les choses «à plat». Et de repartir du bon pied. Mais derrière la fâcherie, une fracture. Non pas celle d’une famille : celle d’un pays.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
HÉLÈNE RICHARD

Vladimir et Nikolaï étaient deux cousins complices. Que leurs évolutions de carrière respectives les aient séparés n’y avait longtemps rien changé. Le premier était «monté» à Moscou pour devenir consultant auprès de grandes sociétés étrangères ; le second était resté dans leur ville natale de Volgograd. Il dirigeait une petite entreprise individuelle fournissant des pièces de rechange aux industries locales.

Il y a vingt ans, on les avait accompagnés sur les traces du village d’origine de leur grand-mère, dans les environs de Saratov. Juché sur une colline, l’ancien kolkhoze où survivaient une dizaine d’habitants – sur les trois mille qu’avait comptés la localité dans les années 1980 – disparaissait sous la végétation. On y comptait encore un maire qui balayait chaque matin le «coin rouge», une ancienne salle des fêtes en parquet avec son estrade où les paysans faisaient autrefois du théâtre. Une fois tous les quinze jours, la camionnette d’un postier remontait la colline par le chemin de terre, pour y livrer le courrier et quelques produits de première nécessité. Les deux cousins avaient évoqué les souvenirs de leur enfance soviétique, comme on parlerait d’un pays perdu. Ce soir-là, ils avaient bu et beaucoup ri, à moins que ce ne soit l’inverse. Leur lien semblait indéfectible.

Au printemps 2026, toutefois, on comprend qu’une brouille les a éloignés, que nos discussions au téléphone ne permettent pas d’éclaircir. En pensant qu’il suffit parfois de l’intervention d’un proche pour apaiser les colères, on décide de leur rendre visite. C’est ainsi que nous atterrissons à Moscou, en dépit de la menace des missiles et drones ukrainiens.

«Cela nous renvoie à notre impuissance»

La ville ne ressemble pas à la capitale d’un pays mis à genoux par les sanctions occidentales. Alors qu’on la traversait auparavant tête baissée et bardé de courage, le promeneur peut désormais s’arrêter sur les trottoirs élargis sans gêner le passage, lever la tête, admirer la façade Art nouveau d’un bâtiment qu’il connaissait, sans l’avoir jamais vu. Entre 2015 et 2023, la municipalité a rénové 14 000 immeubles résidentiels et 380 bâtiments historiques(1). Les berges aménagées de la Moskova s’intègrent depuis 2022 dans un parcours piéton de quinze kilomètres reliant le quartier d’affaires Moscow City au Kremlin puis au parc Sokolniki, dans le nord-est de la ville.

Certes, quelques semaines plus tard, à la mi-juin, une attaque de drones ukrainiens fera exploser la raffinerie de Kapotnia, à une trentaine de kilomètres du centre de la capitale ; puis le ciblage à grande échelle des entrepôts et des infrastructures pétrolières du pays conduira à des pénuries locales de carburant et à des perturbations dans l’acheminement des marchandises dans presque toutes les régions à partir du mois de juillet. Mais, en ce jour de printemps, le rythme de la ville est plus apaisé que dans nos souvenirs d’avant la pandémie de Covid-19. Travaux de réaménagement, développement du métro... Ce calme tient aussi à l’effondrement du tourisme. Moins de 630 000 visiteurs étrangers se sont rendus en Russie au premier semestre 2025, soit trois fois moins qu’en 2019. Le nombre d’Allemands, d’Italiens, de Français a été respectivement divisé par sept, douze et vingt-deux... Autour du Kremlin, les grosses cylindrées chinoises Haval, Chery ou Tank ont remplacé les marques occidentales. Sur la place Rouge, on n’entend parler qu’en russe, même en tendant bien l’oreille.

Vladimir nous attend dans un parc de la capitale, à l’heure de promener son chien. Après les embrassades, on évite d’abord de se précipiter sur la question de la dispute, dont on pressent qu’elle est profonde. «Alors, comment vas-tu?» Tout de suite, la guerre, dont on aurait pu oublier le fracas depuis notre arrivée, refait son apparition. Depuis l’annexion de la Crimée en 2014, le nombre des contrats de

Vladimir avec les sociétés étrangères a baissé, avant de se tarir en 2022. Il tirait de sa position de pont entre la Russie et l’Occident des revenus confortables et un statut social envié. Les études de marché qu’il réalise désormais pour le compte de sociétés russes ne compensent pas le manque à gagner.

«Lorsque l’invasion a commencé, j’ai passé quelques heures en état de choc, littéralement. Je suis resté prostré à l’idée qu’on puisse se lancer dans une folie pareille.» Plusieurs années ont passé, mais Vladimir est resté marqué. Pendant que son chien observe les canards barboter, il poursuit : «Tu te souviens qu’on a une tante en Ukraine ? Je l’ai tout de suite appelée. J’étais dévasté... Elle aussi, évidemment.» Il reste en contact avec elle et lui téléphone deux fois par semaine. «Nous parlons de la vie quotidienne, des coupures d’eau et de chauffage, mais très peu de politique. C’est ma manière de la soutenir.»



NANNA HEITMAN. – Préparation d’un défilé de mode sous une affiche de recrutement de l’armée russe, Moscou, 2023

On commence alors à deviner que la brouille n’est peut-être pas sans rapport avec la guerre. «Et Nikolaï, tu sais ce qu’il en dit de la guerre, lui ? – Nikolaï ? Il est pour ! Lui aussi, il a appelé notre tante, mais pour lui dire de rester calme, que tout rentrerait bientôt dans l’ordre. C’était il y a quatre ans !» Vladimir avait alors appelé son «frère» pour manifester son désaccord, comme on le fait entre cousins proches. La dispute a été mémorable. «Notre tante ne veut plus lui parler, et je la comprends.»

Vladimir tente de se persuader que la lassitude gagne des couches de plus en plus larges de la société. Les motifs, aussi nombreux que contradictoires, qui justifient cette guerre – défendre les russophones du Donbass, empêcher l’Organisation du traité de l’Atlantique nord (OTAN) d’avancer ou lutter contre le nazisme supposé du gouvernement ukrainien – ne convaincraient plus personne. Mais, au fond, il se sait isolé dans une société qui, majoritairement, accepte ce conflit sans le désirer. De la fatigue de la guerre, perceptible en effet dans les sondages, à la critique publique de sa poursuite, il y a un pas. Et plus personne, ou presque, ne souhaite le franchir. «Ceux qui comme moi étaient contre cette guerre se sont tus : pourquoi ressasser les mêmes plaintes ? Cela nous renvoie à notre impuissance.» Les deux enfants de Vladimir ont quitté le pays.

La gare de Paveliets, dans le sud-est de Moscou, est bondée en cette fin de journée du mois d’avril. Une colonne de jeunes appelés serpente entre les voyageurs, avant de s’aligner le long du quai, où le train couchettes pour Volgograd est déjà

garé. Dans la cabine de quatre places, un couple de retraités occupe les banquettes du bas. Il ne faut pas échanger plus de trois phrases avec eux avant qu’ils évoquent leur fils, qui a combattu sur le front ukrainien entre 2022 et 2024. «Il est revenu traumatisé, avec des problèmes psychologiques, nous confie la femme. Quant à moi, je n’ai pas dormi pendant deux ans.» En veut-elle à son gouvernement ? «Non, qu’est-ce qu’il pouvait faire ? En Occident, vous ne connaissez qu’une chose de ce conflit : c’est Poutine l’agresseur», conclut-elle, d’un ton plus affligé qu’agressif.

Passé Tambov, le train traverse des paysages de steppes monotones qu’on aperçoit par intermittence entre les arbres qui bordent la voie ferrée. La désolation des villages frappe : isbas en bois effondrées, maisons aux carreaux cassés. Entre les deux recensements de 2010 et 2021, la population rurale a chuté de 15 % au bénéfice des métropoles régionales et de la capitale(2).

Après vingt heures quarante-trois minutes et mille kilomètres, le train ralentit à l’approche de la gare de Volgograd. Les historiens racontent que ce nœud de communication stratégique changea quinze fois de mains durant la bataille de Stalingrad, l’ancien nom de la ville, qu’elle reprend à l’approche des célébrations du 9-Mai. Par la fenêtre, on aperçoit le kourgane Mamaïev, colline où se dresse l’Appel de la Mère-Patrie. Construit entre 1959 et 1967, ce monument du réalisme socialiste de 85 mètres de haut, tout de béton et d’acier, est devenu le symbole de la ville. On retrouve cette sorte de déesse de la victoire tenant un glaive en l’air, regardant derrière son épaule, comme invitant à la suivre, sur les aimants ou les mugs vendus aux touristes.

d’une «guerre civile» que les Occidentaux ont provoquée entre «frères russes et ukrainiens» pour affaiblir Moscou.

Avec sa femme, Katia, Nikolaï habite une maison individuelle dans un quartier périphérique de la ville, dans le nord de l’arrondissement Vorochilovski. En bifurquant depuis l’avenue, la voiture s’engage d’abord entre des tours d’habitation. Les espaces verts sont jonchés d’ordures et d’encombrants ; on y circule au pas sur des chemins défoncés, qui contrastent avec le supermarché flambant neuf où l’on s’arrête pour acheter quelques provisions. Plus loin, le lotissement de Nikolaï semble presque avoir surgi par erreur. Sur les rues non goudronnées, les roues du véhicule s’enfoncent dans des mares d’eau stagnante jusqu’aux jantes : le semi-remorque de graviers que lui et ses voisins ont fait venir en se cotisant n’a pas suffi... Depuis, Nikolaï et Katia attendent que la mairie réponde à la pétition que les habitants lui ont adressée pour qu’elle réalise des travaux.

Obliger des conscrits à signer des contrats d’engagement

Autour de la table, Katia fait défiler sur son iPhone dernier cri les photographies de ses vacances avec une amie à Dubaï. Avant la guerre, elle avait conservé quelques copines d’une enfance passée à Jitomir, en Ukraine soviétique, où son père, militaire de carrière, avait été muté dans les années 1980. Elle s’était promis d’y retourner, mais la guerre a rompu les liens. «J’ai essayé de ne pas aborder les questions qui fâchent, mais elles se sont mises tout de suite en colère, comme si on leur avait mis dans la tête que les Russes étaient des affreux, tous sans exception.» Le couple appartient à cette classe moyenne supérieure qui s’accommode d’un conflit qui lui semble lointain. Mais le restera-t-il longtemps ?

Leur fils Viktor achève son lycée technique. Ce cursus ne lui permet pas d’accéder à l’université, et donc de repouser son service militaire. A-t-il peur ? Oui, répond sans hésiter l’adolescent. Dans son établissement, des récits circulent au sujet d’intimidations qu’exercerait la hiérarchie «les armes à la main» pour obliger des conscrits à signer des contrats d’engagement. Sa mère s’inquiète de certaines dates de naissance sur les tombes de soldats au cimetière. «18, 19, 20 ans, ce sont des enfants.» Parmi les soldats russes morts formellement identifiés par le site Mediazona (en partenariat avec le service russe de la BBC), la part des 18-20 ans atteint à peine 3 % (4). Mais ce chiffre, établi plusieurs mois après le décès des intéressés, pourrait être en réalité plus élevé. Avec l’enlèvement du conflit et la crainte d’une nouvelle mobilisation forcée, les pressions pourraient s’être accentuées au cours des derniers mois.

En dépit du fossé qui sépare les deux cousins, la visite d’une amie commune leur impose d’échanger quelques messages. Nikolaï semble disposé à faire un pas. De retour à Moscou, on sonde son cousin. «Ce que Nikolaï a dit en 2022, la position qu’il a prise, il faut qu’il l’assume, tranche-t-il. Nos liens sont abîmés.» Car Vladimir est sans doute celui qui a le plus perdu. Sa thèse en sciences sociales, sa vie dans la capitale, ses voyages fréquents en Europe ou aux États-Unis, ses accès à certains cercles du pouvoir même, tout cela le plaçait en haut de la hiérarchie sociale. La guerre l’a privé de cette position. Nikolaï, lui, a vu sa situation économique continuer à s’améliorer en dépit du conflit. Il n’accable pas Vladimir de mots trop durs, mais lui attribue la responsabilité de la rupture et regrette que ce dernier se soit mis en marge du consensus patriotique que lui épouse.

On voulait tenter de contribuer à la réconciliation de deux cousins. On a trouvé un pays marqué par la guerre et des familles déchirées par les renversements qu’elle impose. Dans le domaine des valeurs comme dans celui des hiérarchies sociales.

(1) Selon le site du complexe d’économie communale de la ville de Moscou (en russe), <https://kgh.moscow/kr>

(2) Anastasia Chaplitskaya *et al.*, «Rural-urban migration within Russia : Prospects and drivers», *Regional Science Policy & Practice*, vol. 16, n° 9, Oxford, septembre 2024.

(3) Lire «Loïn du front, la société ukrainienne coupée en deux», *Le Monde diplomatique*, novembre 2023.

(4) Cf. «Russian losses in the war with Ukraine. Mediazona count, updated», <https://en.zona.media> (consulté le 2 septembre 2026).

LES TRUMP PRIS DANS UNE VOLÉE DE « FLAMANTS ROSES » ALBANAIS

Des Balkans en voie d'accaparement

Encore préservées du béton, les côtes albanaises de l'Adriatique sont rattrapées par les conséquences du tourisme, lequel conduit à détruire ce que l'on vient admirer. Le phénomène se répand d'autant plus vite qu'il peut rapporter gros à ceux qui s'approprient les meilleurs sites. Pour gagner l'allégeance des responsables politiques du cru, la tâche est d'autant plus facile quand on s'appelle Trump.

PAR ANA OTAŠEVIĆ *

FASCINÉ par les montagnes striées de torrents, les plaines fertiles et l'hospitalité de leurs habitants lors de sa traversée du sud de l'Albanie en 1809, lord Byron a célébré une nature d'autant plus belle « dans ses formes sauvages » que « rien d'humain n'ose souiller ses asiles ». Voyageant à cheval, il a gagné Tepelena, sur les rives de la Vjosa, où Ali Pacha, gouverneur défiant l'autorité ottomane, lui a réservé un accueil fastueux.

Deux siècles plus tard, en juillet 2021, M^{me} Ivanka Trump (fille du président des États-Unis) et son époux, M. Jared Kushner, découvrent à leur tour la région, en débarquant sur l'île de Sazan depuis le yacht de leur ami, le financier britannique Nathaniel Rothschild. Lieu stratégique, situé à l'entrée de l'Adriatique et de la baie de Vlora, cet ancien avant-poste ottoman et vénitien permet de contrôler le détroit d'Otrante. Il abrita des forces italiennes et allemandes pendant la seconde guerre mondiale, puis des sous-marins soviétiques jusqu'à 1961, date de la rupture avec le régime communiste d'Enver Hodja (au pouvoir de 1944 à sa mort, en 1985), qui a couvert l'île de mini-casemates par la suite.

Sur l'autre rive de la baie s'étend l'aire protégée de Vjosa-Narta, qui englobe lagune, littoral et embouchure de la Vjosa, l'un des derniers fleuves sauvages d'Europe, classée parc national depuis 2023. Situés sur un important axe de migration entre l'Afrique et l'Europe, ces étangs, dunes, pinèdes et plages abritent près de 250 espèces d'oiseaux, dont des flamants roses et des pélicans.

Sur le chemin du Monténégro, au port de Durrës, le premier ministre albanais, M. Edi Rama, rejoint ces visiteurs de marque à bord et leur parle du développement de l'Albanie, qu'il entend fonder sur le tourisme. M^{me} Trump a flairé la bonne affaire : bâtir sur l'île et la côte des complexes de luxe avec plages privées. Un an plus tard, M. Kushner explore davantage la région de Vlora, où un nouvel aéroport est en construction. Il revoit

M. Rama à Davos et lui propose d'investir dans le pays. M. Rama s'emploie à lever rapidement les obstacles législatifs.

« C'était la saison de nidification. Nous suivions les oiseaux nicheurs lorsqu'une collègue nous a signalé la présence d'engins sur place », raconte M. Joni Vorpsi, ornithologue au sein de l'Association pour la protection et la préservation de l'environnement naturel en Albanie. Le 6 mai dernier, en présence de représentants du réseau BirdLife International, il découvre un chantier déjà avancé : dunes éventrées, arbres abattus, route ouverte, canal reliant la lagune à la mer modifié. « Dans une zone protégée, sans autorisation environnementale, c'est une grave infraction : tout l'écosystème est menacé », dénonce à son tour M. Olsi Nika, directeur du Centre pour la protection des écosystèmes en Albanie, EcoAlbania. Le 16 mai, quelque trois cents habitants et militants se mobilisent sur place.

Les neuf villages alentour vivent de la pêche, de l'agriculture et du tourisme estival. Leurs habitants ne veulent pas devenir les larbins de riches clients d'hôtels bâtis sur ces lieux uniques. Lorsque des clôtures coupent l'accès aux terres et aux plages, certains tentent d'arracher le grillage. Des vigiles frappent un manifestant et le traînent au sol sous le regard de la police. Le premier ministre Rama révèle alors que ce projet est lié à la famille Trump. Loin de désarmer les critiques, ce patronyme attise la colère. « Il pensait sans doute que, dans un pays très proaméricain, on hésiterait à se révolter. L'effet a été inverse », observe Ola Xama, journaliste de MCN TV, une chaîne privée de Tirana. Les manifestations ont tourné à l'affrontement avec la police, qui n'a pas manqué d'utiliser la force. Baptisé « révolution des flamants roses », ce soulèvement rassemble plusieurs centaines de milliers de personnes dans les rues de la capitale en juin dernier, avant de gagner la diaspora, des États-Unis à l'Australie.

Des enclaves de luxe

Avec ses montagnes, oliveraies et plages sauvages de l'Adriatique comme ses vestiges romains, byzantins ou ottomans, l'Albanie attirait jusqu'à présent un tourisme de baroudeurs, loin des amateurs de confort retranchés dans des enclaves de luxe. « Malgré l'absence d'infrastructures, parfois même

de routes, les habitants ont développé un tourisme fondé sur l'accueil, les produits agricoles et les traditions. Les grands complexes de luxe menacent cette fragile économie », souligne Doriana Musaj, architecte et urbaniste.

Le projet des époux Kushner s'appuie sur une loi de 2015 relative aux investissements stratégiques, qui autorise des procédures accélérées, un accès privilégié au foncier public et des exonérations fiscales. L'État finance les routes, l'eau, les égouts et l'électricité. Les investisseurs privés amortissent le coût des travaux par la vente anticipée d'appartements ou de villas. La proximité avec le pouvoir facilite l'avancement des dossiers.

À Durrës, par exemple, la société Eagle Hills, dirigée par le promoteur émirati Mohamed Alabbar, transforme une partie du port en marina et complexe résidentiel, hôtelier et commercial. Le groupe détient 67 % du projet, contre 33 % pour l'État, qui apporte le foncier et accorde des avantages fiscaux. Déjà contesté au Monténégro, M. Alabbar l'est désormais en Albanie, où les premiers immeubles se sont affaissés dans le sable jusqu'à vingt-huit centimètres



©ENDRI DANI - MUSEUM, MARSEILLE

ENDRI DANI. – « Palimpsest 01 », 2010

par endroits. Mais ce qui se joue à Durrës n'est qu'un volet d'une politique d'accaparement des espaces les plus convoités par des investisseurs proches du pouvoir. Une enquête journalistique du média indépendant albanais Citizens.al a recensé sur dix ans 252 décisions du Conseil national du territoire, présidé par M. Rama, portant au total sur 11,27 millions de mètres carrés de terrains et 5,49 millions de mètres carrés de surface de plancher, soit près d'une fois et demie les surfaces de bureaux du quartier de La Défense, près de Paris.

À la suite de manifestations, le Parlement européen a adopté, le 7 juin, une résolution appelant à un moratoire sur toute nouvelle construction dans les zones protégées et rappelé, en citant Vjosa-Narta, que le respect des normes environnementales conditionnait l'adhésion à l'Union européenne, que l'Albanie voudrait rejoindre. Quelques jours plus tôt, M. Rama assurait pourtant que le projet ne serait « pas annulé tant [qu'il serait] premier ministre ». Aujourd'hui, il cherche surtout à gagner du temps en espérant l'épuisement du mouvement.

Derrière le projet de Vjosa-Narta se dessine un montage financier opaque. À partir de 2021, South Adriatic Development, contrôlé par l'homme d'affaires albanais Redi Struga, a acquis environ 1,2 million de mètres carrés de terrains. Le foncier et les permis de construire ont ensuite été répartis entre plusieurs sociétés relevant de Sazan Real Estate Development (SRED). Établie au Qatar, l'entreprise est contrôlée à 70 % par les frères Moutaz et Ramez Al-Khayyat. Les bénéficiaires des 30 % restants, détenus par l'intermédiaire de sociétés au Luxembourg et dans le Delaware, demeurent inconnus (1).

Le parquet spécial albanais chargé de la lutte contre la corruption et le crime organisé (SPAK) soupçonne le vendeur de plusieurs parcelles, M. Artur Shehu, de blanchiment d'argent et de falsification de documents. Son nom apparaissait dès 2019 dans une enquête européenne sur des rencontres de narcotrafiquants présumés à Aruba (Antilles). Ces réunions auraient porté sur « des projets immobiliers potentiellement financés par des fonds illicites et soutenus par les autorités politiques ». À Zvërnec, il aurait acquis des terrains grâce notamment à un registre ottoman contrefait. Dès septembre 2024, des habitants avaient demandé à M. Kushner de renoncer à « des actions portant atteinte aux droits de propriété immobilière du village » (2).

Le SPAK enquête alors sur la concession de l'aéroport de Vlora, dont les travaux ont commencé en novembre 2021 dans la zone protégée de Vjosa-Narta, avant son déclassement en 2022. Le chantier s'est poursuivi malgré les objections européennes, tandis qu'un conflit oppose les concessionnaires, M. Behgjet Pacolli, ancien président du Kosovo (du 22 février au 1^{er} avril 2011), et M. Valon Ademi, ancien consul honoraire d'Albanie au Kosovo.

Cette affaire, comme bien d'autres, met en lumière un chaos foncier. Abolie sous Enver Hodja, la propriété privée embrase la Serbie depuis novembre 2024. L'Union européenne ou les États-Unis suscitent une défiance croissante par leur faible soutien aux mouvements populaires et leurs accords avec les dirigeants locaux, comme M. Rama, qui a aussi multiplié les gestes à l'égard de M. Trump (3).

Cette affaire, comme bien d'autres, met en lumière un chaos foncier. Abolie sous Enver Hodja, la propriété privée embrase la Serbie depuis novembre 2024. L'Union européenne ou les États-Unis suscitent une défiance croissante par leur faible soutien aux mouvements populaires et leurs accords avec les dirigeants locaux, comme M. Rama, qui a aussi multiplié les gestes à l'égard de M. Trump (3).

Résistance des petits peuples

La colère contre les politiques néolibérales qui nourrissent corruption et crime organisé traverse aujourd'hui les Balkans. Le soulèvement albanais rappelle celui qui embrase la Serbie depuis novembre 2024. L'Union européenne ou les États-Unis suscitent une défiance croissante par leur faible soutien aux mouvements populaires et leurs accords avec les dirigeants locaux, comme M. Rama, qui a aussi multiplié les gestes à l'égard de M. Trump (3).

Ces mouvements de contestation dessinent une dynamique nouvelle dans une région longtemps divisée. Dominant la scène politique de leurs pays depuis plus d'une décennie, le premier ministre albanais Rama et le président serbe Aleksandar Vučić recourent à des méthodes similaires. « Par-delà leurs étiquettes idéologiques, ces dirigeants utilisent les grands projets urbains et

non-remplacement des postes laissés vacants par la lutte contre la corruption a paralysé les tribunaux, qui ne peuvent faire face à tous les contentieux fonciers.

Fin mai, alors que la colère des Albanais gagne la rue, la fille de M. Donald Trump affirme encore travailler avec « certains des plus grands architectes de notre époque » à l'aménagement de Sazan, l'« aboutissement de toute [son] expérience dans l'immobilier ». Mais, quand la controverse s'amplifie, Affinity Partners, le fonds de M. Kushner, prend ses distances, affirmant que les investisseurs liés au projet interviennent « à titre personnel ».

Avant l'arrivée du couple Trump-Kushner, les mobilisations contre l'accaparement du littoral restaient largement ignorées par des médias, dont les principaux propriétaires ont eux-mêmes des intérêts dans la construction et le tourisme. Aujourd'hui, à l'endroit où la statue d'Enver Hodja a été déboulonnée en 1991, les manifestants scandent tour à tour : « Rama en prison, Berisha [ancien président et premier ministre, Parti démocrate] en prison », « L'Albanie n'est pas à vendre ». « Cette mobilisation exprime trente-cinq ans de colère. La démocratie et le libéralisme promis devaient améliorer la vie ; les Albanais ont découvert un système dont ils se sentent exclus », explique Gresa Hasa, doctorante au Centre d'études de l'Europe du Sud-Est de l'université de Graz.

Le Parti démocrate de M. Sali Berisha, principale formation d'opposition, soutient aussi les projets liés à la famille Trump. « Le Parti socialiste est l'ancien Parti communiste, rebaptisé après la chute du régime. Pour beaucoup d'Albanais, il prolonge l'ancienne nomenclatura, qui a conservé ses privilèges », estime M. Redi Muçi, premier député de Lëvizja Bashkë (« Ensemble »), mouvement de gauche engagé dans les mobilisations de Zvërnec.

immobiliers comme des instruments de pouvoir politique et économique », observe M. Lutfi Dervishi, enseignant à l'université de Tirana. De ces mobilisations sont nés des liens entre organisations étudiantes, syndicales et écologistes de toute la région.

Dans son exaltation romantique des Albanais, Byron célébrait la résistance des petits peuples aux grandes puissances. Deux siècles plus tard, cette aspiration reste vive dans les Balkans.

(1) Lire Tristan Coloma et Lindita Çela, « Géopolitique des hôtels de luxe », *Le Monde diplomatique*, août 2026.

(2) Eliot Brown et Vladimir Karaj, « The suspected gangster causing headaches for Kushner's Albania deal », *The Wall Street Journal*, New York, 8 août 2026.

(3) Lire « De Belgrade à Tirana, ces chefs d'État qui vénèrent M. Trump », *Le Monde diplomatique*, juillet 2026.

* Journaliste et réalisatrice, Belgrade.

L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VERT®

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 81 %.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Ecolabel européen sous le n° FI/37/001.

Eutrophisation : Ptot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0529 D 86051
ISSN : 0026-9395
IMPRIMÉ EN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, notre numéro de téléphone vert : 0805 050 147.

TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »
depuis 1954

✱ plus de 800 numéros du journal
✱ plus de 2500 cartes
✱ plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

www.monde-diplomatique.fr/archives | **ABONNEZ-VOUS !**

LE MAROC FAIT-IL LE JEU DE LA DROITE ESPAGNOLE ?

Ceuta, une crise instrumentalisée

Drame humain, crise de l'accueil et tensions diplomatiques avec Bruxelles et Rabat : l'afflux migratoire exceptionnel dans l'exclave espagnole en Afrique du Nord et ses suites ont semblé affaiblir le président du gouvernement. Critiqué par ses alliés, il aborde la fin de son mandat sous la pression de la droite, et de l'extrême droite qui poursuit son ascension.

PAR HUBERT PERES *

SEUL M. Felipe González (1982-1996) a fait mieux. Aucun autre président du gouvernement de l'Espagne démocratique n'a exercé le pouvoir aussi longtemps que le socialiste Pedro Sánchez. Les recompositions de la scène partisane entraînées par la fragmentation du champ électoral, l'émergence et la consolidation du parti d'extrême droite Vox, ainsi que par le rôle charnière joué dans la vie politique nationale par les partis nationalistes basques et catalans contrarient la reconquête du pouvoir par les conservateurs espagnols. Le dirigeant du Parti populaire (PP, droite) Alberto Feijóo, premier opposant, n'a d'autre ressource qu'un sempiternel appel à la démission de M. Sánchez ou de claironner qu'il va bientôt tomber dans les filets de la justice. En vain jusqu'à présent (1).

M. Sánchez a maintes fois démontré son aptitude à prendre des risques calculés pour se dépêtrer de situations critiques. Mais, cette fois, l'afflux de candidats à l'émigration sur les plages de Ceuta semble l'avoir piégé. Le 31 juillet, en visite dans la minuscule enclave espagnole en territoire marocain, M. Sánchez définit la situation comme « une violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne », tout en se félicitant paradoxalement de la collaboration avec les autorités du pays frontalier. Ce n'est qu'à la fin de

son discours qu'il évoque brièvement le contexte migratoire et ses effets sur la vie des habitants de la cité autonome.

Le lendemain, il minimise l'impact de cette crise dans une lettre adressée à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Si « autour de 50 000 migrants sont entrés de manière irrégulière et inattendue » à Ceuta, affirme M. Sánchez, « en moins de quarante-huit heures [son] gouvernement a réussi à rétablir complètement le contrôle de la frontière, fournir une importante assistance humanitaire et renvoyer pratiquement tous les migrants entrés irrégulièrement ».

MARIAM ABOUZID SOUALI.
– « Poussière d'étoiles », 2024



© ADAGR, PARIS, 2026 - MARIAM ABOUZID SOUALI -
COURTESY GALERIE CÉCILE FAKHOURY, PARIS

La gauche de la coalition gouvernementale a déploré qu'il n'accorde pas assez d'attention à la dimension humanitaire des événements. Par ailleurs soutien de la cause sahraouie, Sumar a reproché à M. Sánchez de ne pas mettre en cause le Maroc, tandis que Podemos exigeait une rupture des relations diplomatiques avec le voisin maghrébin. M^{me} Ione Belarra, secrétaire générale du parti, a sommé le chef de l'exécutif d'expliquer pourquoi, selon elle, il « protégeait » le royaume chérifien. De manière implicite, elle n'a pas hésité à faire écho à l'hypothèse, lancée par des responsables du PP et de Vox, d'un chantage que Rabat exercerait sur lui à l'aide d'informations compromettantes obtenues par ses services secrets.

Deux ministres socialistes, celle de la défense, M^{me} Margarita Robles, et celui de l'intérieur, M. Fernando Grande-Marlaska, ont fait étalage de leurs divergences au sujet des informations communiquées ou non par leurs administrations sur l'imminence et la portée d'une crise migratoire à Ceuta. Pour mettre fin à cette cacophonie ainsi qu'aux accusations de dirigeants du PP selon lesquelles M. Sánchez savait et n'aurait rien fait, voire aurait encouragé l'arrivée des migrants, le gouvernement

a déclassifié et publié le 9 septembre dernier une quarantaine de documents échangés entre les organes de sécurité de l'État. Mais cette publication a redoublé la polémique en permettant à l'opposition de soutenir que les autorités n'avaient pas correctement pris en compte des avertissements, notamment ceux du Centre national du renseignement (CNI).

Président treize des dix-sept communautés autonomes du pays, ainsi que les villes de Melilla et, précisément, de Ceuta, le PP a déjà annoncé qu'il s'opposerait au transfert de migrants, y compris les mineurs, vers la péninsule. La crise pourrait affaiblir durablement un président cerné par les affaires de corruption impliquant des proches et critiqué à l'intérieur même de son parti. Mais sans lui coûter son poste : le mécanisme constitutionnel de la « défiance constructive » qui oblige les oppositions à s'accorder sur le nom d'un futur président de gouvernement avant de voter la censure protège M. Sánchez.

Ensemble pour la Catalogne (Junts, le parti catalan de M. Carles Puigdemont) et le Parti basque (PNV) ont beau suggérer l'organisation d'élections anticipées, il paraît exclu que les deux formations s'allient avec le PP pour renverser le gouvernement. Logiquement, la législature devrait, comme le chef des socialistes l'a dit et répété, aller à son terme, et les prochaines élections se dérouler au plus tard fin août 2027. D'ici là, la gauche dans son ensemble aura beaucoup de mal à éviter que la hantise de l'invasion migratoire, montée en épingle avec la crise de Ceuta, ne domine le débat politique, au profit du PP et de son associé-rival d'extrême droite Vox.

(1) Lire « L'inamovible M. Sánchez », dans « Les paradoxes de l'Espagne », *Manière de voir* n° 204, décembre 2025-janvier 2026.

(2) Selon l'agence EFE, 18 septembre 2026, <https://efe.com>

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

LES AMIS FÊTENT LEURS 30 ANS

Rendez-vous à Narbonne le 10 octobre au domaine de Montplaisir pour fêter les 30 ans de l'association ! Avec Laurent Dauré, Lauréline Fontaine, Christine Pintus, Grégory Rzepski et un concert de La Mal Coiffée.

Plus d'informations et inscription sur notre site : www.amis.monde-diplomatique.fr

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ANNECY. Le 12 octobre, à 19 heures, espace coworking de l'hôtel Moxy : « café-Diplo » autour de l'article de Thomas Jusquiamé « L'offensive culturelle de l'armée française » (septembre). (cafediplo74@gmail.com)

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

VESOUL. Le 21 octobre, à 20h15, au cinéma Majestic : projection du documentaire de Gilles Balbastre *Ceux qui tiennent la laisse*, suivie d'un débat avec le réalisateur. (odile-mangeot@wanadoo.fr)

BRETAGNE

BREST. Le 3 octobre, à 15 heures, à la Maison du peuple (salle des syndicats) : rencontre sur le thème de l'abolitionnisme pénal et carcéral, avec Shaïn Morisse et Raphaël Kempf. Le 6 octobre, à 18h30, au bar Le Grabuge : « café-Diplo » autour de plusieurs articles, « L'offensive culturelle de l'armée française »

de Thomas Jusquiamé et le dossier « Une Allemagne "prête à la guerre" ? » (septembre). (amd.brest@proton.me)

QUIMPER. Le 27 octobre, à 18h30, à la médiathèque d'Ergué-Armel : « café-Diplo » autour de deux articles, « "Grand jeu" dans le Pacifique sud » de Géraldine Giraudeau (août 2024) et « Pourquoi le Groenland ? » de Philippe Descamps (février). (amd29quimper@gmail.com)

RENNES. Le 6 octobre, à 18h45, à La Cale : « café-Diplo » autour du dossier « Une Allemagne "prête à la guerre" ? » (septembre). Le 22 octobre, à 18h30, au Café associatif des gallets : rencontre avec Philippe Descamps, coordinateur de *Manière de voir*, n° 207, « Canada. Le "meilleur pays du monde" au scalpel » (juin-juillet). (amd.rennes@gmail.com)

SAINT-BRIEUC. Le 4 octobre, à 16 heures, au bar Le Cessonnais : projection du film *À demain mon amour*, de Monique et Michel Pinson-Charlot. (amd.saintbrieuc@proton.me)

CENTRE-VAL DE LOIRE

TOURS. Le 20 octobre, à 18 heures, au bar Le Serpent volant : rencontre avec Timothée de Rauglaudre autour de son article « Lourdes, l'économie du miracle » (septembre), en partenariat avec la Maison internationale populaire (MIP). Le 23 octobre, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat : réunion des Amis et lecteurs de la région sur le thème des services publics. (pjc.arnaud@orange.fr).

GRAND EST

METZ. Le 8 octobre, à 19h30, au cinéma Le Klub : projection du documentaire de Nicolas Défossé *Un lugar más grande*, suivie d'un débat avec le réalisateur. Le 17 octobre, à 16 heures, au forum de l'institut régional du travail social (IRTS) de Lorraine, au Ban-Saint-Martin : « Les nouvelles logiques de l'emprise : de la dé-civilisation au technofascisme », avec Roland Gori. (pollmann5@univ-lorraine.fr)

GUADELOUPE

LE MOULE. Le 20 octobre, à 19 heures, au cinéma Robert-Loyson : dans le cadre de « Cash diplomatique », projection du documentaire de Valentine Oberti et Luc Hermann *Media Crash. Qui a tué le débat public ?*, suivie d'un débat. (amd.guadeloupe@gmail.com)

HAUTS-DE-FRANCE

LILLE. Le 5 octobre, à 18 heures, à Sciences Po Lille : « Multilatéralisme, rôle de l'ONU dans un monde de plus en plus fragmenté », avec Anne-Cécile Robert. Le 13 octobre, à 18 heures, auditorium du palais des Beaux-Arts : rencontre avec Gilbert Achcar à propos de son livre *Gaza, génocide annoncé. Un tournant dans l'histoire mondiale* (La Dispute). Le 16 octobre, à 18h30, à l'Espace Marx, à Hellemmes : « La guerre, comment en sortir ? L'ONU, son rôle aujourd'hui ? », avec Jacques Fath. En partenariat avec le comité de Ville-neuve-d'Ascq et environs du Mouvement de la paix. Le 31 octobre, à 17 heures, au théâtre La Verrière, à Lille : rencontre avec Anthony Galluzzo à propos de son livre *Manuel de management décomplexé. L'art capitaliste de discipliner le travail* (La Découverte), dans le cadre de Citéphilo. (amdndord@yahoo.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Le 17 octobre, à 16 heures, à l'Académie du climat : « Enfance en danger, une politique en miettes », avec Laetitia Delhon (avril). (amis.diplo.75@gmail.com)

YVELINES. Le 3 octobre, à 14 heures, hôtel de ville (salle Montgolfier), à Versailles : rencontre avec Hélène Tordjman à propos de son livre *La Croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande* (La Découverte). Le 8 octobre, à 19 heures, librairie coopérative J.M.S., à Fontenay-le-Fleury : rencontre avec Francis Dupuis-Déri à propos de son livre *La Crise de la masculinité. Autopsie d'un mythe tenace* (Points), en lien avec l'article d'Hélène Fiche « Hommes au bord de la crise de nerfs » (octobre 2025). (eveleveque@wanadoo.fr)

NORMANDIE

BERNAY. Le 2 octobre, à 19 heures, à la librairie Le Rouge et le Noir : « café-Diplo » autour de trois articles, « Le retour du refoulé » de Pierre Rimbart, « Pékin à la conquête de l'espace » de Lucie Sénéchal-Perrouault, « Femmes journalistes, ces pionnières des années 1930 » d'Anne Mathieu (septembre). (lesamd27@gmail.com)

HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR. Le 8 octobre, à 19 heures, au café du Ciné, au cinéma Café des images : « café-Diplo » autour de deux articles,

« L'offensive culturelle de l'armée française » de Thomas Jusquiamé et « La faim qui vient » de Mohamed Larbi Bouguerra (septembre). (amd.caen@protonmail.com)

NOUVELLE-AQUITAINE

LA ROCHELLE. Le 16 octobre, à 18 heures, à la médiathèque Michel-Crépeau : rencontre avec Constantin Brissaud à propos de son livre *Le Prix de la santé* (Éditions du Croquant), et de son article « L'invention du "trou de la Sécu" » (mars). (josee.dacunha5@free.fr)

LIBOURNE. Le 23 octobre, à 20 heures, à la Maison des associations : « café-Diplo ». (amis.diplolibournais@gmail.com)

MOURENIX. Le 29 octobre, à 20h30, au cinéma Ciné M : projection-débat autour du documentaire de Yanis Mhamdi *Alice au pays des colons*. (fparrabieaubies@free.fr)

POITIERS. Le 1^{er} octobre, à 20h30, au TAP Cinéma : projection du film de François Perlier *Les Âmes bossales*. En partenariat avec le comité poitevin de France-Amérique latine. (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

SAINT-JUNIEN. Du 10 au 25 octobre : films, expositions et débats au festival « Foutez-nous la paix ! ». (danimaginaire@yahoo.fr)

SAINT-MÉDARD-EN-JALLES. Le 2 octobre, à 20 heures, au centre Pierre-Mendès-France : rencontre avec Anne-Cécile Robert à propos de son livre *La Stratégie de l'émotion* (Lux). (amis.diplo33@gmail.com)

OCCITANIE

AUDE. Le 8 octobre, à 18 heures, salle polyvalente de Monze : rencontre avec David Grosclaude autour de son livre *La Diversité pour survivre* (Adeo). Le 11 octobre, à 15h30, au foyer d'éducation populaire (FEP), parc municipal d'Alzonne : « État de droit et droits fondamentaux », avec Sophie Mazas, suivi d'une représentation de la pièce de théâtre *C.R.A.S.H.* à 17 heures (Compagnie Hors Jeu). Le 23 octobre, à 18 heures, à la médiathèque de Conques-sur-Orbiel : rencontre avec Marmar Kabir, codirectrice de l'édition en persan du *Monde diplomatique* et contributrice de *Manière de voir*, n° 209 « Iran. Guerres, révoltes, espérances » (octobre-novembre). (contact@amisdiplo11.org)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19h15 au Casal de Perpinyà. (amisadiplo66@gmail.com)

TOULOUSE. Le 16 octobre, à 18h30, salle San Subra : « Peut-on garantir des comportements de l'IA conformes à nos objectifs et nos valeurs ? », avec Malik Ghallab. (amdtoul@gmail.com)

PAYS DE LA LOIRE

LA ROCHE-SUR-YON. Le 3 octobre, à 10 heures, Ô Bell' Endroit : « café-Diplo » autour de trois articles, « L'offensive culturelle de l'armée française » de Thomas Jusquiamé, « La faim qui vient » de Mohamed Larbi Bouguerra et « Dans le Pacifique sud, un combat pionnier pour la justice climatique » d'Éric Wittersheim (septembre). (michelmerel54@laposte.net)

LAVAL. Le 13 octobre, à 19 heures, au café L'After Work : « café-Diplo » autour de l'article de Serge Halimi « Donald Trump contre le péril rouge » (septembre). (jpmdiplo@laposte.net)

NANTES. Le 15 octobre, à 19 heures, au café La Perle : « café-Diplo » autour de trois articles, « La faim qui vient » de Mohamed Larbi Bouguerra, « Dans le Pacifique sud, un combat pionnier pour la justice climatique » d'Éric Wittersheim et « Xenia Fedorova et le journalisme d'état-major » de Serge Halimi et Pierre Rimbart (septembre). (claudie.desfosses@orange.fr)

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

MARSEILLE. Le 20 octobre, à 18h30, au Grand Bar du Chapitre : « café-Diplo » autour de l'article de Serge Halimi « Donald Trump contre le péril rouge » (septembre). Le 28 octobre, à 19 heures, à la librairie Transit : rencontre avec Akram Belkaid, coordinateur de *Manière de voir*, n° 209, « Iran. Guerres, révoltes, espérances » (octobre-novembre). (marseilleamd@gmail.com)

NICE. Le 8 octobre, à 19 heures, aux Petits Farcis : « café-Diplo » autour du numéro d'octobre du *Monde diplomatique* et de l'article de Ziad Majed « Recomposition stratégique majeure au Proche-Orient » (septembre). (diplo@geller-conseil.eu)

DES CENTAINES DE MILLIERS D'ÉTRANGERS SOMMÉS DE QUITTER L'AFRIQUE DU SUD

Pretoria saisi par l'« afrophobie »

Les images ont fait le tour du monde : pillages, commerces incendiés, migrants fuyant en masse, assassinats. Si l'Afrique du Sud a déjà connu des flambées xénophobes, le mouvement du printemps 2026 frappe par son ampleur et sa résonance internationale. Alors qu'elle s'enfonce dans une profonde crise sociale, la « nation arc-en-ciel » subit des attaques inédites, notamment des États-Unis.

PAR AIMEE-NOEL MBIYOZO *

EN décembre 2025, des collectifs antimigrants ont sommé tous les étrangers en situation irrégulière de quitter l'Afrique du Sud avant la « date butoir » du 30 juin 2026. Cet ultimatum, sans le moindre caractère officiel, faisait suite à plusieurs mois de manifestations violentes qui avaient causé de lourds dégâts matériels, contraint des centaines de milliers de personnes à l'exode et fait au moins quatre morts. La journée du 30 juin s'est finalement déroulée sans débordement majeur, en partie grâce aux 600 millions de rands – environ 32 millions d'euros – débloqués par le ministère de la police pour financer des opérations de contrôle dans les neuf provinces du pays. Chef de file de la mobilisation, le mouvement March and March a repoussé l'échéance au 30 septembre, intimant aux entreprises de cesser d'employer des personnes sans papiers d'ici là.

Selon les autorités sud-africaines, plus de 80 000 étrangers ont fait l'objet de procédures de rapatriement ou d'expulsion entre le 14 juin et le 20 août 2026. D'autres ont pris le chemin du retour par leurs propres moyens. Près de 115 000 Zimbabwéens, 56 000 Malawiens et des milliers de Nigériens, de Ghanéens, de Lésothans, de Mozambicains auraient ainsi regagné leur pays d'origine.

Affirmant ne s'opposer qu'aux flux migratoires « illégaux », la mouvance nativiste (1) nie toute xénophobie et réclame une politique donnant la priorité aux Sud-Africains. Pourtant, d'innombrables témoignages font état de milices allant de porte en porte agresser des étrangers, piller leurs biens ou s'en prendre à des commerces tenus par des immigrés (2). Certains groupes ciblent même des concitoyens jugés « trop noirs » ou des Sud-Africains portant

le hidjab. Ces intimidations et exactions relèvent de l'« afrophobie », puisqu'elles visent essentiellement des étrangers africains et, marginalement, des ressortissants de pays d'Asie du Sud, en particulier les vendeurs ambulants et les petits commerçants des zones déshéritées. Les centaines de milliers d'immigrés européens, qui résident pour la plupart dans des quartiers aisés, sont, eux, épargnés.

Les organisateurs du mouvement accusent le gouvernement de laisser affluer sans contrôle des migrants originaires de pays voisins, auxquels ils reprochent de venir « voler » les emplois des Sud-Africains, d'alimenter la flambée de la criminalité, de ne pas payer d'impôts et de saturer les hôpitaux et le système éducatif. Pourtant, on est loin de toute submersion migratoire : lors du dernier recensement, en 2022, le pays comptait 2,4 millions d'immigrés, tous statuts confondus, soit 3,9 % de la population totale. Leur nombre a culminé à 3,2 millions en 2015, mais n'a – selon le département des affaires économiques et sociales de l'ONU – cessé de diminuer depuis. D'après ces mêmes données, près de 90 % des migrants vivant en Afrique du Sud seraient originaires de quatre pays voisins : le Zimbabwe (48,5 %), le Mozambique (20 %), le Lesotho (10,9 %) et le Malawi (9,5 %). En outre, de nombreuses études montrent que l'immigration profite à l'économie sud-africaine : elle génère 9 % du produit intérieur brut (PIB), et chaque travailleur immigré suscite en moyenne deux emplois (3). Les personnes sans papiers ne représentent par ailleurs que 2,3 % de la population carcérale. Enfin, selon le ministère de l'éducation de base, les élèves étrangers ne constituent que 1,8 % des effectifs de l'enseignement public.

chômage, aux inégalités sociales et aux carences des services publics, mais aussi plus susceptibles de côtoyer des migrants africains au quotidien.

Le taux de chômage officiel s'élève à 33,6 % et grimpe à 47,4 % chez les jeunes. Le PIB par habitant stagne depuis quinze ans (6). À ces difficultés économiques s'ajoutent de profondes fractures sociales : l'Afrique du Sud est l'un des pays les plus inégalitaires qui soient, et affiche un indice de criminalité parmi les plus élevés du monde (7). La corruption est par ailleurs endémique à tous les échelons du pouvoir. Selon un rapport récent du Bureau de l'auditeur général d'Afrique du Sud (AGSA), les dépenses irrégulières cumulées sur cinq ans par l'État, les provinces et les municipalités atteignent 1 400 milliards de rands, soit environ 75 milliards d'euros (8). L'administration a été épinglée pour avoir transformé le système migratoire en un véritable « marché » et entravé délibérément l'accès à l'asile.

De nombreux responsables politiques sont parvenus à détourner l'attention de leurs propres échecs en faisant des migrants les boucs émissaires des difficultés économiques et sociales du pays. Ce phénomène n'est pas nouveau (9). En 2008, soixante-deux personnes avaient été tuées lors d'émeutes antimigrants essentiellement dirigées contre les propriétaires des *spaza shops*, jalouxés pour leur réussite supposée. D'autres violences ont éclaté en 2015, 2016, 2019 et 2021, le plus



FAHAMU PECOU. – « End of Safety : Illusion » (La fin de la sécurité : une illusion), 2023

souvent avec l'assentiment tacite des partis au pouvoir, qui ont refusé de reconnaître le caractère xénophobe ou afrophobe de ces agissements, trouvant là une diversion opportune qui reléguait leurs propres manquements au second plan.

Cette nouvelle flambée est toutefois d'une nature un peu différente. Alors que les épisodes précédents avaient des origines locales bien identifiées, l'ampleur et le degré d'organisation de la mobilisation actuelle soulèvent de nombreuses questions sur son financement et ses soutiens. Selon les observateurs, la mouvance antimigrants a recueilli 3,6 millions de mentions sur les réseaux sociaux entre janvier et juin 2026, pour une portée potentielle de plusieurs milliards. Des influenceurs ont amplifié les contenus liés aux manifestations, aux rapatriements et aux violences des milices, tandis que des mots-clés tels que #Mabahambe (« Laissez Les Partir » en isiZulu), #June30 (#30Juin), #PutSouthAfricansFirst (#lesSudAfricainsDabord) et #ImmigrationFraud (#FraudeMigratoire) ont largement circulé à l'approche du 30 juin afin de faire monter la pression (10). Parallèlement, des comptes rémunérés ont systématiquement relayé les publications des organisateurs de March and March dans le cadre d'une action concertée. Autre particularité de cette nouvelle vague : son retentissement international.

L'Afrique du Sud est dirigée par un gouvernement d'union nationale constitué au lendemain des élections de 2024, lorsque le Congrès national africain (ANC) a perdu la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour la première fois depuis la fin de l'apartheid. Contraint de former une coalition, l'ANC s'est allié à son principal adversaire politique, l'Alliance démocratique (DA), ainsi qu'aux nationalistes zoulous du Parti Inkatha de la liberté (IFP). L'ANC et la DA ont dénoncé les manifestations, appelé au calme et mis en garde contre les agissements des milices. L'IFP, en revanche, a pris part aux rassemblements.

Le collectif March and March affirme n'être affilié à aucun parti politique. Son trésorier a toutefois été candidat sous l'étiquette Umkhonto we Sizwe (MK), formation issue d'une scission de l'ANC reprise en main par l'ancien président Jacob Zuma, poursuivi notamment pour corruption, fraude, racket et blanchiment d'argent. Pour sa part, Operation Dudula, autrefois fer de lance de la nébuleuse antimigrants, avait d'abord été un collectif de citoyens avant de se constituer en parti en 2023 et de se présenter aux élections provinciales et nationales de 2024. D'autres responsables de petites formations d'opposition ont par ailleurs contribué à légitimer les discours anti-immigration et tenté d'en tirer profit en se rapprochant de la mouvance. C'est le cas des dirigeants de MK, de l'Alliance patriotique (PA) et d'ActionSA. En août, March and March a annoncé la création d'un groupe de travail conjoint avec AfriForum, une organisation qui affirme défendre les droits civiques, mais est largement perçue comme un mouvement identitaire afrikaner promouvant la thèse du « génocide blanc ».

Si les liens entre certains partis sud-africains et la rhétorique antimigratoire sont faciles à établir, l'ampleur de la campagne actuelle dépasse largement leurs capacités et leurs moyens financiers. Les spéculations vont bon train quant à d'éventuelles influences étrangères qui chercheraient à ternir l'image de l'Afrique du Sud sur la scène internationale. La Russie et M. Elon Musk sont régulièrement évoqués, tout comme Israël, en raison de la plainte pour génocide déposée devant la Cour internationale de justice (CIJ). L'Afrique du Sud se trouve aussi dans le collimateur du président Donald Trump, qui a repris à son compte l'accusation de « génocide blanc » dont seraient victimes les fermiers afrikanners, auxquels il réserve dix mille places de « réfugiés ». Les tensions avec Israël se sont traduites par l'expulsion mutuelle de diplomates de haut rang.

Pour l'Afrique du Sud, en tout état de cause, la facture est lourde. L'État a dépensé 341,2 millions de rands (18 millions d'euros) afin d'organiser le rapatriement « volontaire » des migrants par cars vers leur pays d'origine, construire des centres d'évacuation et rémunérer les heures supplémentaires des agents publics chargés des formalités. Les autorités ont également affrété des avions à destination de la République démocratique du Congo (RDC), de l'Éthiopie et du Nigeria. Ce montant n'inclut ni les 600 millions de rands (32 millions d'euros) alloués au dispositif policier du 30 juin, ni les coûts juridiques ou économiques.

L'Union africaine et plusieurs pays du continent ont condamné les manifestations, déconseillé les déplacements non

essentiels en Afrique du Sud et organisé des opérations de rapatriement. Pretoria aurait exigé du Malawi, de l'Éthiopie et du Nigeria le remboursement des sommes engagées pour l'hébergement et le transport de leurs ressortissants, attisant les tensions diplomatiques. Abuja envisagerait de réclamer des dédommagements et a suspendu les visites officielles. Le Ghana a quant à lui saisi l'organisation panafricaine, plaidant pour un débat consacré aux violences visant les ressortissants africains en Afrique du Sud. Des organisations de la société civile ont par ailleurs appelé les autorités ghanéennes à révoquer les licences des entreprises sud-africaines.

En 2024, l'Afrique du Sud a exporté pour 568 milliards de rands (30 milliards d'euros) de marchandises vers d'autres pays africains, soit près de 30 % de ses exportations totales, une proportion qui atteindrait 35 % si l'on prenait en compte le commerce informel. Les entreprises sud-africaines sont fortement implantées sur l'ensemble du continent, notamment dans les secteurs des mines, du commerce de détail et des télécommunications. Les investisseurs étrangers en Afrique du Sud, parmi lesquels de nombreux Africains, s'inquiètent eux aussi de l'incertitude engendrée par les troubles.

Les commerçants transfrontaliers du secteur informel originaires des six pays limitrophes de l'Afrique du Sud dépensent près de 600 millions de dollars (523 millions d'euros) par an pour s'y approvisionner en marchandises, qu'ils revendent ensuite chez eux. Beaucoup n'osent désormais plus franchir la frontière, et leur activité s'est effondrée.

Vers une recrudescence des violences

LE 7 juin dernier, le président Cyril Ramaphosa s'est adressé aux Sud-Africains. Tout en se disant conscient des préoccupations liées à l'immigration irrégulière, il a rappelé que les personnes sans papiers ne pouvaient être tenues responsables de toutes les difficultés sociales et économiques du pays. Il a présenté un plan d'action articulé autour de cinq priorités : renforcer la lutte contre les infractions aux lois sur l'immigration et le travail ; prévenir les entrées irrégulières par un contrôle accru aux frontières ; éradiquer la corruption dans le système migratoire ; consolider le cadre législatif et les politiques migratoires ; et améliorer la coordination avec les autres pays africains en matière d'immigration. Devant l'assemblée de l'Union africaine, le 28 juillet 2026, M. Ramaphosa en a également appelé à une coordination continentale face au « défi de l'immigration ».

Ces promesses n'ont pas réussi à désamorcer la mobilisation contre les migrants. Dans un pays où les discours xénophobes occupent une place centrale dans les campagnes électorales depuis près de vingt ans, la perspective des élections municipales du 4 novembre fait craindre une recrudescence des violences et des intimidations. Ces promesses n'ont pas davantage permis de recentrer le débat national sur les véritables problèmes de la société

sud-africaine. Engloutir des sommes considérables d'argent public dans la sécurisation des frontières ou accentuer la pression policière sur les plus vulnérables, plutôt que de consacrer ces moyens à la lutte contre la criminalité, n'améliorera pas les conditions de vie des Sud-Africains.

(Traduit de l'anglais par Virginie Ebongué.)

(1) Lire Achille Mbembe, « Le “lumpen-radicalisme” du président Jacob Zuma », *Le Monde diplomatique*, juin 2009.

(2) Kimberly Mutandiro, « Immigrant families live in fear in this Joburg community », 31 août 2026, <https://groundup.org.za>

(3) « Migration profile report for South Africa. A country profile 2023 », 2024, Statistics South Africa, www.statssa.gov.za

(4) Cf. « The rise and rise of township economy », Business Tech, 2023.

(5) « South African social attitudes survey (Sasas) 2003 », Human Sciences Research Council, <https://hsrc-repository.figshare.com>

(6) « PIB par habitant (\$ US courants) – South Africa », Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org>

(7) Avec environ soixante personnes tuées chaque jour selon *Le Monde* (23 septembre 2026).

(8) « Consolidated general report on national and provincial audit outcomes 2024-2025 », Pretoria, Auditor-General South Africa, www.agsa.co.za

(9) Lire Paul Boyer et Rémi Carton, « Lusaka, plaque tournante des migrations africaines », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024.

(10) Karen Allen, « Lucrative online influence detected during South Africa's 30 June protests », Institute for Security Studies, 2 juillet 2026, <https://issafrica.org>

* Chercheuse à l'Institut d'études de sécurité (ISS) à Pretoria, en Afrique du Sud.

Géopolitique, le



Les extraits de cartes de cette double page proviennent du *Manuel d'autodéfense intellectuelle - Géopolitique*. Vous les y retrouverez entières.

(Suite de la première page.)

Après quatre ans et demi d'un conflit sanglant, la Russie a vraisemblablement réussi à écarter cette possibilité d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, mais au prix d'un triple échec, militaire (son offensive initiale s'est enlisée), stratégique (la Finlande et la Suède ont rejoint l'Alliance en 2023 et 2024), géopolitique (Moscou a accru sa dépendance à Pékin). Placé sous perfusion économique et militaire occidentale, Kiev a, de son côté, perdu malgré une résistance acharnée 20 % de son territoire, des centaines de milliers de jeunes tués ou blessés au combat, une part significative de sa population exilée ou restée sur les territoires conquis, et nombre de ses infrastructures. Si les conflits au Proche-Orient ont profité à la Russie en détournant l'attention internationale et les munitions sol-air, aucune évolution décisive n'a bouleversé la ligne de front.

Faire passer la pilule

CAR, depuis le retour de M. Trump à la Maison Blanche en janvier 2025, les exécutifs européens les plus bellicistes – États baltes, France, Allemagne, Pologne... –, épaulés par la Commission européenne, ont réorienté la politique de l'Union vers un unique objectif à court terme : infliger à Moscou une défaite sur le terrain ukrainien. Initialement promue comme l'enfant de la paix et du marché, l'Europe redéfinit désormais son identité autour du combat des démocraties libérales contre les régimes autoritaires. Son industrie, qui ambitionnait à la fin des années 1990 de rattraper la Silicon Valley dans la course à « l'économie de la connaissance », se reconvertit dans la production de missiles intercepteurs, de chars et de drones. Sa stratégie, naguère axée sur l'idée de puissance d'équilibre teintée d'un occidentalisme tempéré, se recentre sur l'exigence d'opposer un contrefort militaire et moral à la menace russe. Sans qu'aucun dirigeant ait reçu de mandat populaire en ce sens, les gouvernements européens ont agi face à M. Trump contre leurs propres intérêts

nationaux afin de ménager temporairement les humeurs du président américain, peu sensible au sort de Kiev : acceptation du chantage sur les tarifs douaniers, absence de condamnation des violations américaines du droit international à Gaza (projet de Riviera), impassibilité face à l'enlèvement du président vénézuélien, soutien initial aux attaques israélo-américaines en Iran... Enfin, l'Union européenne et plusieurs de ses États membres ont adapté leurs politiques financières et budgétaires afin de soutenir le poids des dépenses guerrières et des aides à l'Ukraine – 220 milliards d'euros depuis 2022 (5).

Comment penser une paix et les concessions qu'elle implique lorsqu'on a gagé son avenir sur une victoire totale de Kiev ? Un cycle infernal s'enclenche : pour aiguillonner l'optimisme et la générosité de ses donateurs européens, l'Ukraine multiplie les audaces militaires, comme les bombardements d'infrastructures en profondeur sur le territoire russe, tout en sachant que son adversaire répliquera avec des moyens

très supérieurs. Les médias occidentaux répercutent chacun de ces succès avec des râles de bonheur, en exagèrent la portée et alimentent l'idée que Kiev, s'il est suffisamment soutenu, pourrait gagner la guerre.

Quand les dommages infligés par les projectiles russes asphyxient la capitale ukrainienne, le président Volodymyr Zelensky réclame une nouvelle tranche d'aide (27 milliards de dollars demandés le mois dernier)(6) et les commentateurs européens embrayent pour faire passer la pilule sur l'imminence et la gravité de la menace russe. De Varsovie à Rome, de Tallinn à Athènes, la vie de centaines de millions d'individus bat désormais au rythme des informations souvent alarmistes sur les sabotages russes, et des coupes concomitantes dans les services sociaux, sanitaires et éducatifs : la prodigalité martiale appelle l'austérité sociale. A contrario, sur la balance des préoccupations morales européennes, le sort des Palestiniens de Gaza pèse moins qu'une plume.

Un fait majeur tient à ce qu'aucune de ces transformations qui engagent la sécurité du continent et le destin de ses habitants n'a été soumise au suffrage universel ni même ouverte au débat public. La guerre et sa préparation, les relations internationales et la géopolitique : domaines réservés ! Ou plutôt : domaines confisqués – soustraits à l'examen démocratique par une coterie d'experts autoentrepreneurs, de généraux retraités réengagés sur les plateaux de télévision, d'ex-diplomates reconvertis en influenceurs de réseaux sociaux, de journalistes et d'éditorialistes qui rivalisent à qui présentera avec le plus d'emphase la guerre comme nécessaire. Tout en s'employant à marginaliser ou à bannir les infidèles à la nouvelle foi néoconservatrice européenne.

Dans les démocraties libérales, la mise au pas de l'information internationale prend plusieurs formes. Celle, d'abord, d'un combat paradoxal contre les *fake news*, entendues comme toute information qui contredit le discours occidental. Évoquant l'Ukraine un mois avant son invasion par Moscou, le *New York Times* jugeait ainsi que la désinformation ne se résumait pas seulement à l'énoncé d'assertions fausses, mais aussi à des affirmations « *vraies mais sans lien direct avec le sujet* » (25 janvier 2022). Ainsi, rappeler l'hostilité de Kennan à l'élargissement de l'OTAN, les ingérences occidentales en Ukraine pour installer au pouvoir des gouvernements « amis », l'influence d'éléments d'extrême droite ou néonazis dans l'armée ukrainienne, etc., relèverait désormais de la désinformation puisque ces trois faits, quoique vrais et démontrables, ne présentent pas de lien direct avec la propagande euroatlantique et semblent appuyer celle du Kremlin. Ironie du journalisme d'état-major : chacun d'entre eux avait fait l'objet d'articles détaillés dans... le *New York Times*.

Dès lors, le président ukrainien n'a pas tort d'estimer que *« le meilleur moyen de convaincre les gouvernements occidentaux qu'ils font le bon choix [en livrant des armes à l'Ukraine] est de faire pression sur eux via les médias(7) »*.

L'information sur les conflits en cours souffre également de son confinement institutionnel : du ministère des affaires étrangères français – où les jeunes loups néoconservateurs ont depuis la présidence de M. Nicolas Sarkozy largement remplacé les derniers garknards gaullistes(8) – aux cercles de réflexion stratégiques et géopolitiques subventionnés par l'État, l'analyse de la guerre russo-ukrainienne et de celles au Proche-Orient converge vers une pensée unique qui rappelle celle des commentateurs libéraux des années 1990 béats face à la mondialisation. Les nouveaux acteurs de ce petit jeu ne risquent pas de tirer un coup de pistolet pendant la messe. Nouvelle coqueluche des médias centristes, *Le Grand Continent*, site et revue fondés en 2019 à l'École normale supérieure (ENS), professe un macronisme europhile et russo-phobe attentif à la menace populiste – une version élégante et polyphonique des chroniques géopolitiques de France Inter. De son côté, Sciences Po, remise au pas de

l'oe par son directeur Luis Vassy, ancien chef de cabinet du ministre des affaires étrangères macroniste Stéphane Séjourné, ambitionne tout à la fois de lancer un institut de stratégie, le Centre for Global Security and Governance (ici, on parle la langue des maîtres), calqué sur les approches américaines, et d'installer un campus à Bruxelles où sera inculquée (toujours en anglais) une vision eurocentrée en rupture avec les approches critiques. Le pluralisme se déploie dans l'espace, aussi épais qu'une feuille de papier à cigarettes, qui sépare ces deux institutions.

De ces pépinières percole un troisième élément du quadrillage de l'information internationale : les directions des médias traditionnels, leurs éditorialistes et leurs invités. Les premières façonnent une représentation mutilée des relations internationales, concentrée autour de thèmes obsessionnels comme actuellement la menace russe et les errements de M. Trump qui empêcheraient de la conjurer. Très suivie par les enseignants, l'émission de France 5 « C dans l'air » illustre bien cette vision du monde. Sur les cinquante-trois derniers épisodes diffusés du 29 juin au 14 septembre 2026, trente-quatre étaient consacrés à l'actualité internationale, dont quinze aux vilénies du président Vladimir Poutine ou à l'affrontement Russie-OTAN, et dix-neuf à celles de son homologue américain. M. Benjamin Netanyahu n'apparaît pas au sommaire, pas plus que Gaza, la Cisjordanie, l'Afrique, l'Amérique latine...

À cheval entre universités, chancelleries, groupes de réflexion et chaînes d'information, le milieu des experts en géopolitique fonctionne en vase clos. Une fois l'ancien chroniqueur géopolitique de France Inter devenu eurodéputé macroniste, son successeur, par ailleurs président de Reporters sans frontières et éditorialiste au *Nouvel Obs*, a admis avoir lui aussi « voté Macron au premier et au deuxième tour » (9). Le statut convoité d'intervenant permanent



LUIGI SERAFINI. – Image extraite

suppose de cocher trois cases : atlantiste, pro-européen, adepte d'un idéalisme qui fait de la supériorité morale de l'Occident le fondement de la politique étrangère. Sitôt ces gages donnés, de préférence avec l'aplomb et la gravité d'un évêque, les clients se précipitent. L'essayiste pro-Israélien Frédéric Encel intervient par exemple sur TFI, LCI, France Info, France Inter, France Culture, Europe 1, RMC, BFM TV, RTL, Arte, la Radio télévision suisse (RTS), mais aussi dans *Libération*, *Marianne*, *Le Figaro*, *L'Express*, *Sud-Ouest*, *La Voix du Nord* (10). En cas d'indisponibilité, les rédactions se rabattent sur un clone (Dominique Reynié, Nicolas Tenzer, etc.) ou sur les éditorialistes néoconservatrices Sylvie Kauffmann (*Le Monde*), Laure Mandeville et Isabelle Lasserre (*Le Figaro*). De temps à autre,

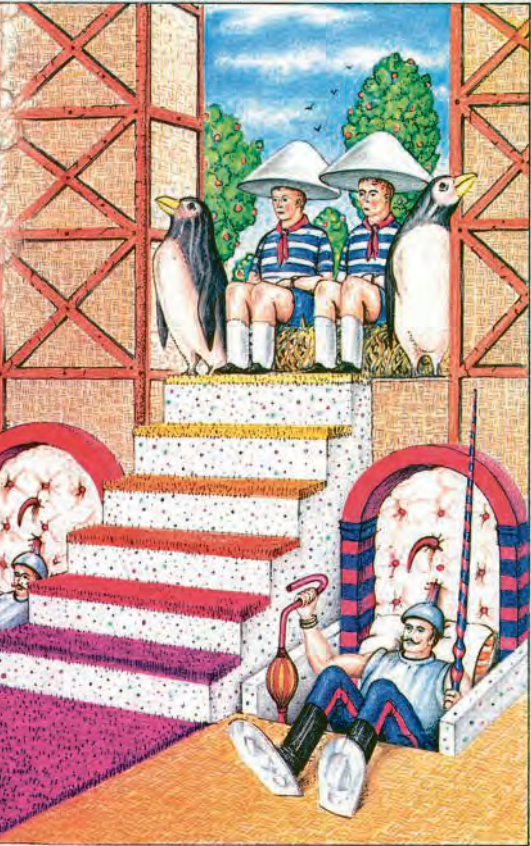


OLIVIER DONNARS. – De la série « R.I.P. (Rest in Pieces) » (Repose en pièces),
salon de l'armement du Bourget, 2025



BRISER L’ENCERCLEMENT IDÉOLOGIQUE

domaine confisqué



du « Codex seraphinianus », 1981

de nouvelles têtes rajeunissent la troupe : Gilles Gressani, directeur du *Grand Continent*, au pôle intello-macroniste; Aurélien Duchêne au pôle néoconservateur radical.

À l’horizon, cet aréopage ne distingue qu’une issue : la guerre. Quand un invité politique de BFM TV comme M. Fabien Roussel suggère qu’il serait plus opportun de construire des hôpitaux et des écoles que des bombes, la présentatrice Apolline de Malherbe réplique aussitôt : « *Et si les bombes tombent sur nos hôpitaux et nos écoles ?* » (16 septembre 2026)... « *Il n’y a d’autre option pour nous, et j’en suis navré, que la guerre* », assène Pierre Servent, éditorialiste géopolitique de LCI (26 février 2026). Le déraillement d’un transport express régional (TER) entre les gares de Tourville et d’Elbeuf-Saint-Aubin (Seine-Maritime), un drone en panne ou un graffiti suspect suffit pour qu’une nuée d’« experts » se ruent sur X : « *Il faut le dire avec gravité mais avec fermeté, nous sommes en guerre avec la Russie* » (Cyprien Ronze-

Spilliaert, 15 septembre 2026). Avec sa soudaine inclination pour la paix en Ukraine et sa passion pour Xenia Fedorova, CNews/Europe 1 ne propose pas une approche « non alignée », mais une autre modalité du même alignement : si les médias du milliardaire Vincent Bolloré admirent l’oligarchie conservatrice et religieuse sur laquelle le président russe assoit son pouvoir, la montée en puissance d’États du Sud, l’épuisement de l’Occident et l’affaiblissement de l’axe américano-israélien au Proche-Orient les révoltent.

Trente-cinq ans après l’effondrement de l’Union soviétique et la première guerre du Golfe (1990-1991), le débat public sur la politique étrangère française connaît paradoxalement sa grande glaciation. Cette confiscation reflète la peur d’exécutifs contestés, tant en France, au Royaume-Uni, en Allemagne qu’à Bruxelles, et qui cherchent dans la mobilisation contre un ennemi extérieur la source d’une cohésion que leur action politique contredit. Mais l’infantilisation des populations à qui l’État et les médias de cour prétendent dire quoi penser, qui écouter, qui censurer, a-t-elle la moindre

chance de rétablir l’ordre quand quiconque peut accéder en ligne ou en librairies à des points de vue différents ?

En France, les voix dissidentes en matière de politique étrangère sont si rarement sol-

licitées par la presse dominante que chacune des interventions d’Emmanuel Todd, de Pascal Boniface ou de John Mearsheimer suscite un vif intérêt. Seront-elles bientôt prosrites – ou sanctionnées, au nom de la « lutte » contre ceux qui « *méprisent nos valeurs et veulent briser l’unité européenne* » menée par M^{me} Ursula von der Leyen (11) ? Version actualisée de l’Inquisition, les campagnes de rectification idéologique lancées par l’Union européenne sous des appellations orwelliennes (« bouclier européen de la démocratie ») au prétexte de combattre la désinformation traduisent la décomposition du modèle libéral des Lumières. La démocratie représentative postulait que des citoyens instruits et informés forgeaient rationnellement leurs jugements et feraient leur miel de la liberté d’opinion. Deux siècles plus tard, les dirigeants se réinventent en directeurs de conscience, voire en inquisiteurs. Et, comme au temps des chaires à prêches, sermonnent des masses qu’ils jugent vulnérables, immatures, influençables, et toujours enclines à céder aux mauvaises pensées.

Pour préserver la paix

le jugement d’Étienne Bonnot de Condillac sur ses adversaires philosophiques : « *Ils doivent leur réputation à l’importance des sujets dont ils s’occupent plutôt qu’à la manière dont ils les traitent.* » Si le catéchisme néolibéral des années 1980-1990 a nourri un puissant mouvement international de contestation, l’altermondialisme, l’évangile guerrier des néoconservateurs européens n’a pas encore heurté pareil obstacle. Or deux facteurs cruciaux concourent à faire de la paix et de la coopération internationale, plutôt que du réarmement et de la guerre, l’approche la plus réaliste de notre époque : l’échec des conflits armés pour ceux qui les provoquent, d’une part; la menace d’un anéantissement de la planète par le réchauffement climatique, une escalade nucléaire ou l’intelligence artificielle (IA), d’autre part.

En Ukraine, à Gaza, en Iran ou au Liban, des États envahissent, bombardent, menacent, sous le regard d’un droit international et d’institutions créés pour préserver la paix mais incapables de les en empêcher. Les règles communes censées contenir la puissance des États cèdent les unes après les autres devant la logique du rapport de forces.

L’histoire a pourtant montré que la guerre paie rarement, et les États-Unis en savent quelque chose. À l’exception de la guerre du Golfe, leurs grandes interventions militaires ont presque toujours tourné au fiasco. Au Vietnam, où 58 000 soldats américains et entre 2 et 3 millions de Vietnamiens ont péri, les États-Unis ont fini par se retirer après huit années de conflit. Deux ans plus tard, en 1975, les communistes prenaient Saïgon, ce que Washington voulait précisément empêcher en intervenant. Vingt ans d’engagement armé et d’occupation n’auront pas non plus suffi à stabiliser l’Afghanistan. En 2021, les troupes américaines sont parties dans le chaos, et les talibans ont repris le pouvoir – facture : 2 300 milliards de dollars, en incluant les surcoûts de guerre, les soins aux vétérans et les intérêts de la dette (12). Et le bilan n’est guère plus reluisant en Irak. Lancée en 2003 sur la base d’affirmations mensongères concernant l’existence d’armes de destruction massive, l’invasion a contribué à la déstabilisation durable du Proche-Orient et à l’essor de l’Organisation de l’État islamique (OEI), que les Américains ont ensuite combattue en Syrie – coût des deux opérations : 2 900 milliards de dollars.



Le Rassemblement national (RN) ne revendique pas la Sarre, pas plus que l’Alternative pour l’Allemagne (AfD) ne logne la Lorraine. « On est chez nous » : leur horizon est national, pas impérial.

Plus fondamentalement, les grands défis du xxi^e siècle exigent ce que la politique de puissance empêche : la coopération. Le réchauffement ne peut être maîtrisé que par des engagements réciproques, des mécanismes de contrôle, des normes communes, une coordination internationale et des transferts financiers, soit à peu près l’inverse de la logique de rivalité qui prévaut aujourd’hui. L’IA ouvre des perspectives analogues. L’automatisation des décisions militaires charrie des risques d’erreur, d’escalade et de perte de contrôle. À mesure qu’elle s’installe dans la vie économique et sociale, l’IA pose partout les mêmes questions : jusqu’où déléguer aux machines ? Comment protéger les individus ? Là encore, aucun pays ne peut, à lui seul, fixer les règles d’une technologie dont les effets débordent largement les frontières.

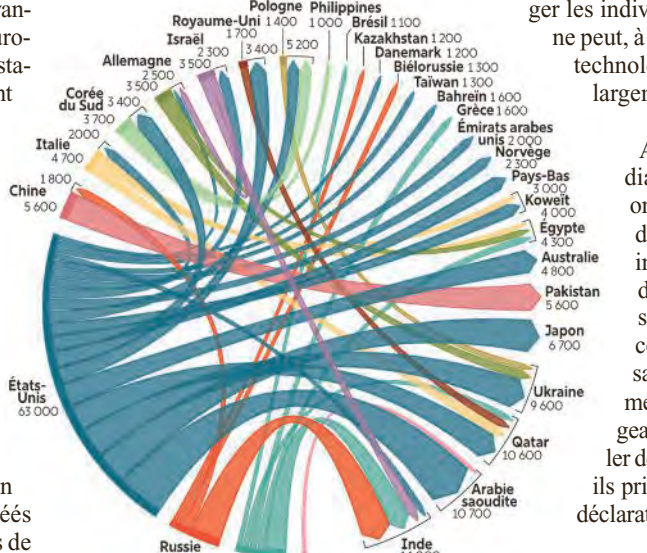
Après les deux guerres mondiales, les grandes puissances ont su s’entendre, malgré leurs divergences, pour bâtir un ordre international commun et créer des institutions destinées à préserver la paix. Elles avaient compris que leur sécurité passait aussi par des règles et des mécanismes partagés. Leurs dirigeants devraient aujourd’hui parler de diplomatie et de désescalade; ils privilégient le réarmement et les déclarations martiales.

La géopolitique contemporaine sait fort bien décrire les nouvelles formes de conflictualité, et les revues spécialisées regorgent d’analyses raffinées sur les guerres hybrides, informationnelles ou économiques, sur les cyberconflits ou la compétition technologique. Mais où sont les travaux sur les conditions de la paix, la coexistence stable d’intérêts différents, les mécanismes de confiance ou les moyens d’empêcher qu’une crise locale ne dégénère en affrontement entre grandes puissances ?

Une autre géopolitique est possible.
BENOÎT BRÉVILLE
ET PIERRE RIMBERT.

Aucun de ces constats ne freine le retour de la force. Partout, les États brandissent la puissance militaire pour défendre leurs intérêts. Selon le dernier rapport du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 887 milliards de dollars en 2025, soit une onzième année d’affilée de hausse et le niveau le plus élevé jamais enregistré. L’Europe a vu ses dépenses militaires bondir de 14 % en un an, à 864 milliards de dollars : + 24 % pour l’Allemagne, + 50 % pour l’Espagne. Trois pays – États-Unis, Chine, Russie – concentrent désormais plus de la moitié de cet effort planétaire.

Cette conflictualité croissante surprend car les grandes puissances ne sont plus engagées, comme au siècle dernier, dans un affrontement existentiel visant à imposer au monde un modèle plutôt qu’un autre. Ni la Chine ni la Russie ne proposent aujourd’hui de projet idéologique alternatif à l’ordre existant. Capitalistes, oligarchiques et extractivistes, elles s’intègrent pleinement à l’architecture économique mondiale héritée de l’après-guerre. Et, si l’extrême droite progresse dans de nombreux pays, son nationalisme ne s’accompagne pas, à ce jour, des ambitions expansionnistes qui caractérisaient les grandes puissances du xx^e siècle.



Attention, objet dangereux !

QUEL est le point commun entre Augusto Pinochet, Frédéric Encel et *Le Monde diplomatique* ? Le premier a enseigné la géopolitique à l’université militaire de Santiago et publié un traité intitulé *Geopolítica* cinq ans avant son coup d’État au Chili, en 1973. Le deuxième compte au nombre des experts les plus fréquemment invités dans les médias, où il savoure avec un sourire faraud l’énoncé de sa qualité : « docteur en géopolitique ». Le troisième publie le *Manuel d’autodéfense intellectuelle – Géopolitique* pour donner à réfléchir plutôt que, comme les deux premiers, professer quoi penser.

Cet ouvrage met en effet à la disposition de ses lecteurs les outils nécessaires pour se forger une opinion personnelle et éclairée sur les conflits et la situation internationale. Appuyé sur les acquis de la recherche, il passe au crible les grandes idées reçues qui façonnent les représentations du monde depuis la fin de la guerre froide. En fin de volume, une boîte à outils présente une méthode simple et efficace d’analyse des relations internationales qui fonctionne par superposition de calques permettant de croiser les points de vue : géographie, diplomatie, stratégie, économie, représentations des acteurs. Un riche appareil cartographique explore tout au long de l’ouvrage les rapports entre espace et puissance – dont le contrôle du détroit d’Ormuz et celui de la mer Noire illustrent l’importance. Le xxi^e siècle marque le grand retour de la géographie et des politiques de puissance : il importe plus que jamais de se réapproprier la géopolitique. Et de contester aux dirigeants le monopole des affaires du monde.

Cette publication est disponible chez les marchands de journaux ainsi que dans les meilleures librairies. Son contenu même l’expose au silence des revues de presse et au mutisme embarrassé des commentateurs. Il considère ses lecteurs comme des êtres doués de raison : objet dangereux. Si sa lecture élargit vos horizons et vous arme d’une serpe pour tailler dans les maquis des médias, alors prêtez-nous main-forte – faites-le connaître, recommandez-le à vos amis, à vos proches, à toutes celles et tous ceux qui étouffent dans les fils de l’information barbelée.

(5) Données disponibles sur le site du Conseil européen, www.consilium.europa.eu/fr
(6) Jeanna Smialek et Siobhán O’Grady, « Ukraine says it needs \$27 billion more. Europe wants to know why », *The New York Times*, 9 septembre 2026.
(7) « Donald Trump will “never” support Putin, says Volodymyr Zelenskyy », *The Economist*, Londres, 16 septembre 2023.
(8) Lire Alain Gresh, « Enquête sur le virage de la diplomatie française », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008.
(9) Pierre Haski cité par Paul Sugy, « Reporters sans frontières, un arbitre des élégances médiatiques aux partis pris embarrassants », *Le Figaro*, Paris, 18 décembre 2025.
(10) Cf. Jules Blaster, « Cher Frédéric Encel », www.blast-info.fr, 28 juin 2025.
(11) Ursula von der Leyen, « Discours sur l’état de l’Union », Commission européenne, Bruxelles, 16 septembre 2006, <https://ec.europa.eu>
(12) Selon le projet Costs of War de l’université Brown, <https://costsofwar.watson.brown.edu>

La Chine veut-elle

L'univers médiatique ressemble au « monde à l'envers » que décrivait l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano. Plus les États-Unis piétinent le droit international, plus la Chine est accusée de se montrer menaçante. Ainsi du conflit en Iran, déclenché par Washington et Tel-Aviv, mais qui verrait surtout Pékin « avancer ses pions » et laisser libre cours à ses velléités impériales...

PAR RENAUD LAMBERT

CERTAINES analyses ressemblent à des autoportraits. En révélant les présupposés qui les sous-tendent, elles décrivent surtout ceux qui les formulent. Ainsi de bien des décryptages occidentaux consacrés aux ambitions chinoises dans le contexte de la guerre opposant Washington et Téhéran. Pékin « *entend exploiter le conflit pour affaiblir la puissance des États-Unis (...) et torpiller l'ordre international sous domination américaine* », assurent deux experts dans *Foreign Affairs*. « *La Chine s'apprête-t-elle à porter le coup de grâce ?* », se demande de son côté l'universitaire Phillips O'Brien, cependant que, dans *Le Parisien*, le journaliste François Lenglet détaille les raisons pour lesquelles « *Pékin va gagner la guerre d'Iran* » (1).

Rien n'indique pourtant que le Parti communiste chinois (PCC) soit obnubilé

par l'ambition de détrôner l'hégémon américain. En dépit des discours alarmistes sur le « grand remplacement » géopolitique, tout suggère au contraire que Pékin subit plus qu'il n'engendre l'effritement de l'« ordre international sous domination américaine » dont il a tant profité. Il existerait donc bien une forme d'« impérialisme chinois », moins intuitive toutefois que celle qui alarme médias et dirigeants occidentaux. Non pas la volonté de voir la Chine prévaloir, mais la conviction que la suprématie américaine est préférable au chaos. Disposition géopolitique singulière – et temporaire –, celle-ci conduirait Pékin à souhaiter que les États-Unis conservent leur position dominante. Dès lors qu'ils ne chahutent pas trop les équilibres globaux dont ils ont longtemps été garants, et qu'ils n'entravent pas le développement du pays du Milieu.

De l'avis du sénateur néo-conservateur Lindsey Graham (décédé depuis), l'une des motivations du déclenchement du conflit aurait été d'affaiblir le principal rival des États-Unis. Le 8 mars 2026, sur Fox News, il se félicite du bombardement de la République islamique, après l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro : « *Le Venezuela et l'Iran ont 31 % des réserves de pétrole mondiales.* » Une fois le pouvoir iranien tombé, « *nous aurons des partenariats couvrant 31 % des réserves connues.* C'est le cauchemar de la Chine ». Derrière Caracas et Téhéran, donc, Pékin, dont la dépendance aux importations d'hydrocarbures constituerait le talon d'Achille.

Raté. Six mois après le déclenchement des hostilités, *The Economist* constate que ses colossales réserves stratégiques ont élevé la Chine au rang de « principale puissance pétrolière mondiale » (9 août 2026). « *La guerre en Iran a provoqué le plus grand choc d'offre de l'histoire de l'exploitation pétrolière. Pourtant, même au plus fort des combats, le cours du pétrole n'a jamais atteint les 150 dollars le baril que de nombreux analystes avaient prédits au début du conflit.* » Si, à cette époque, les prix ne s'envolent pas, c'est en grande partie parce que Pékin en a voulu autrement : « *Entre février et juin, la Chine a réduit de moitié ses importations de brut, soit 5,5 millions de barils par jour – une baisse suffisante, selon les experts, pour faire baisser de 30 dollars ou plus le brent, la référence mondiale.* » Une guerre qui devait fragiliser Pékin « *a montré que, dans la pratique, la Chine est capable, à elle seule, de stabiliser le marché mondial du pétrole pendant plusieurs mois.* »

Si, côté pile, le pays du Milieu affiche une relative immunité face aux stratégies d'étranglement de ses approvisionnements en hydrocarbures, côté face il profite des inquiétudes soule-



投之亡地然後存，陷之死地而後生
Victory will come when there is no way to retreat

CHOW CHUN FAI. – « A Battle of Wits [Une bataille d'esprit]. La victoire viendra lorsqu'il sera impossible de battre en retraite », 2017

vées par la perspective d'une flambée incontrôlée des cours de l'« or noir ». Au mois de mai 2026, ses exportations de véhicules électriques et de panneaux solaires – deux secteurs d'activité qu'il domine largement – ont bondi en volume de 110 % et 60 % par rapport à l'année précédente (*The Guardian*, 30 juin 2026). Alors qu'une nation dirigée par un parti proclamant s'inspirer de Karl Marx et de Lénine compte désormais pour près d'un tiers de la production manufacturière mondiale, même la sacro-sainte « science économique » se trouve bousculée. « *Si les États-Unis veulent obtenir des résultats similaires à ceux de la Chine, avancent les chercheurs Damien Ma et Lizzi C. Lee dans une revue conservatrice américaine, ils devront s'inspirer davantage du modèle chinois* (3). » Ce serait déjà le cas selon le chercheur Nathan Sperber, qui pointe l'« *imitation partielle, déséquilibrée et largement méconnue, par les États-Unis, de certains aspects de la*

planification du développement chinois dans leurs propres initiatives de politique industrielle sous les administrations Biden et Trump ». À commencer par l'Inflation Reduction Act, qui vise à accélérer le développement des énergies renouvelables et des technologies vertes, et « ne se serait pas concrétisé sous cette forme sans l'exemple donné par l'État chinois » (4).

Ce qui explique peut-être pourquoi M. Trump estimait au mois de juillet dernier que l'une des vertus de l'opération « Epic Fury » en Iran était de rappeler à tous que le socle de la puissance américaine demeurait intact : « Nous avons l'armée la plus puissante du monde(5). » Une démonstration de force censée « donner à nos ennemis, à commencer par la Chine rouge, la Russie et la Corée du Nord, matière à réflexion », selon le rédacteur en chef du site Conservateur HQ (« quartier général conservateur »)(6).

Le talon d'Achille de Pékin

QUE la Chine se réjouisse de l'incapacité des États-Unis à remporter en Iran la victoire-éclair annoncée, c'est fort probable. Le 20 janvier 2026, avant même le déclenchement du conflit, un groupe d'universitaires nationalistes publie un document moqueur : « "Merci" à Trump ». « Merci » pour les droits de douane, « *un piège qui s'est refermé sur les États-Unis* » et qui a « *contraint la Chine à l'autonomie technologique* ». « Merci » pour la « politique

hégémonique de l'«Amérique d'abord», qui a révélé le vrai visage de l'«ordre fondé sur des règles»». «Merci» pour «votre gouvernance par les tweets» et «vos théories farfelues» qui ont «sapé la crédibilité» de Washington. «Merci», enfin, d'agir «comme un accélérateur du déclin politique américain» (2). Nul doute que, publiés un mois plus tard, les auteurs du texte auraient également rendu grâce à M. Donald Trump pour son équipée iranienne.

« Avant-goût du futur »

RATÉ à nouveau. L'importance acquise par les drones rebat les cartes stratégiques : disposer d'un tissu industriel en mesure de débiter des engins rudimentaires mais efficaces pourrait bientôt peser davantage que la capacité de développer des merveilles de technologie au prix exorbitant. Deux semaines après le début du conflit, les États-Unis avaient probablement utilisé plus de mille missiles Patriot – dont ils n'avaient produit que six cents exemplaires en 2025. L'épuisement rapide de leur arsenal les a conduits à rapatrier vers le Proche-Orient les batteries Thaad (Terminal High Altitude Area Defense) – utilisées pour détruire les missiles balistiques de portée moyenne ou intermédiaire – déployées en Corée du Sud (7). Au mois d'août, le porte-avions *USS George Washington* a quitté le Pacifique occidental, dont il était censé garantir la sécurité, pour voguer vers le théâtre iranien. Hier en mesure d'asseoir leur domination militaire en tous points de la planète, les États-Unis semblent désormais incapables d'assurer certains de leurs engagements stratégiques envers leurs

alliés, à commencer par les livraisons d'armes. Un phénomène qui, comme le souligne l'éditeurialiste américain Fareed Zakaria, accroît l'« *imprévisibilité* » américaine : « *Quand des alliés n'ont pas les moyens de savoir si les troupes américaines arrivent ou partent, si les tarifs douaniers vont augmenter ou baisser, si un accord signé aujourd'hui survivra jusqu'à demain, ils ne deviennent pas plus obéissants. Ils deviennent plus indépendants* » (*The Washington Post*, 14 août 2026).

On l'imagine volontiers, le lustre d'un État qui enlève des dirigeants politiques (Venezuela), en assassine d'autres (Iran), et facilite un génocide (Israël) se termine. Pour la première fois en près de deux décennies, l'enquête du Pew Research Center dans trente-six pays (allant du Chili au Pakistan, et de la France à l'Afrique du Sud) montre que « *la Chine est désormais perçue de façon plus positive que les États-Unis dans la plupart des pays interrogés (8)* ». De telle sorte

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 octobre 2026

1 ^{er}	CHINE	Fête nationale
	CHYPRE	Fête nationale
	NIGERIA	Fête nationale
	TUVALU	Fête de l'indépend.
2	GUINÉE	Fête nationale
3	ALLEMAGNE	Fête nationale
	CORÉE DU SUD	Fête nationale
	IRAK	Fête nationale
4	LESOTHO	Fête nationale
9	UGANDA	Fête nationale
10	FIDJI	Fête nationale
	TAÏWAN	Fête nationale
12	ESPAGNE	Fête nationale
	GUINÉE-ÉQUAT.	Fête nationale
23	HONGRIE	Fête nationale
24	ZAMBIE	Fête nationale
26	AUTRICHE	Fête nationale
27	SAINT-VINCENT- ET-LES- GRENADINES	Fête de l'indépend.
28	GRÈCE	Fête nationale
	TCHÉQUIE	Fête nationale
29	TURQUIE	Fête nationale

(1) Jon B. Alterman et Ali Vaez, « How China and Russia can exploit the Iran war », *Foreign Affairs*, New York, 23 avril 2026; Phillips O'Brien, « Is China going in for the kill? », <https://phillipsobrien.substack.com>, 1^{er} août 2026; François Lenglet, « Pourquoi Pékin va gagner la guerre d'Iran », *Le Parisien*, 29 mars 2026.

(2) Wang Wen *et al.*, « “Merci” à Trump : évaluation par les think tanks chinois des politiques menées par Trump 2.0 à l’occasion du premier anniversaire de son mandat » (en chinois), Institut Chongyang de l’université Renmin, 19 janvier 2026. <http://rdcv.ruc.edu.cn>

(3) Damien Ma et Lizzi C. Lee, «An industrial policy with American characteristics», *Foreign Affairs*, 1^{er} juillet 2025, cité par Nathan Sperber «Beyond neoliberalism?», *New Left Review*, n° 158 Londres, mars-avril 2026.

(5) «Remarks on the United States automobile industry in Milford, Michigan», 27 juillet 2026.

(6) George Rasley, «Will operation Epic Fury be another tactical victory leading to a strategic defeat?», 9 avril 2026, <https://conservativehq.com>

(7) Damien Cave, Choe Sang-hun, Javier C. Hernández et Eric Schmitt, «How the war in Iran could help China and change Asia», *The New York Times*, 13 mars 2026.

(8) Huang Yanzhong, «China now outranks the United States in global favorability. What happened?», Council on Foreign Relations, Washington DC, 27 juillet 2020.

DE PÉKIN

« gagner » en Iran ?

que, pour beaucoup, l'avenir ne s'écrit plus là où le soleil se couche. « *Il fut un temps où Hollywood et une kyrielle d'exportations américaines offraient au reste du monde un avant-goût de ce qu'était la vie moderne et du futur auquel il pouvait aspirer. Pour les jeunes d'Afrique, d'Amérique latine et même certains Américains, c'est désormais la Chine* », constate le politiste britannique Mark Leonard (9).

Dans de telles conditions, Pékin pourrait activement œuvrer à la fragilisation des États-Unis sur la scène internationale. S'opposer systématiquement aux résolutions qu'ils proposent à l'Organisation des Nations unies (ONU) et s'y afficher en garant

effectif de l'ordre international – ce n'est pas le cas. Soutenir ouvertement les adversaires de Washington et de ses alliés (Russie, Iran, Palestine...) – il ne le fait que peu, et dans un cadre souvent moins stratégique que commercial. Utiliser son contrôle de la production mondiale de terres rares afin d'étrangler l'économie américaine – il ne brandit cette menace que pour contraindre les États-Unis à renoncer aux mesures qui affectent directement l'économie chinoise. Quand les autorités du pays activent une loi passée en 2021 visant à lutter contre les sanctions extraterritoriales américaines en condamnant à leur tour les entreprises qui s'y plieraient, elles la réservent aux cas où des intérêts intérieurs sont menacés.

chèrent les cours du pétrole de s'envoler à la suite de la guerre en Iran, les autorités chinoises joignirent le geste à la parole. Altruisme géopolitique ? L'envisager reviendrait à oublier que la stabilité a également des vertus économiques. Pour la Chine, s'assurer que le monde dispose d'un pétrole suffisamment bon marché – le cas échéant, en agissant en « fournisseur de dernier ressort (14) » – permet de protéger le principal moteur de son économie : les exportations.

On pourrait toutefois s'interroger sur la logique conduisant à souhaiter maintenir le statu quo dès lors que celui-ci pérennise la position centrale d'un pays par ailleurs identifié comme facteur de désordre et d'incertitude. Mais il s'agit moins pour Pékin de choisir la meilleure option que d'identifier la moins mauvaise. De son point de vue, les turpitudes de Washington restent préférables à une aggravation de la rivalité sino-américaine qui perturberait les flux de marchandises. Et amputerait l'extraordinaire excédent commercial chinois, qui a dépassé 1 100 milliards de dollars en 2025, et donc la croissance de son économie – elle-même déterminante pour la stabilité interne.

nait les rênes du monde, sa monnaie, le renminbi, se trouverait probablement précipitée au centre du système monétaire international (SMI). Ce qui présente au moins deux difficultés. La première concerne la mainmise du PCC sur les flux monétaires à travers le contrôle des capitaux. Déterminant en matière de développement, le dispositif lui permet également d'empêcher l'apparition d'une oligarchie capable de s'émanciper de l'État, voire de finir par le contrôler. « *Si les riches Chinois pouvaient sortir leurs capitaux du pays sans restriction, ils seraient en mesure de sanctuariser leurs avoirs et donc leurs privilèges*, souligne Sperber. *Du fait des contrôles de capitaux, la propriété du capital demeure relative en Chine : elle est soumise au pouvoir politique, qui conserve la possibilité d'intervenir contre les individus qu'il souhaite sanctionner* (16). » Que le renminbi devienne la monnaie de référence exigerait de lever ce dispositif. On l'imagine difficilement.

La seconde difficulté est liée à la fourniture actuellement insuffisante de renminbis pour assouvir les besoins de l'économie mondiale. Dans l'architecture monétaire contemporaine, le pays qui émet une monnaie appelée à jouer

de 51 % du produit intérieur brut (PIB) en 1980, la consommation des ménages s'établissait à 40 % en 2024, après un nadir de 35 % en 2010. En comparaison, elle oscille autour de 55 % en France et en Allemagne au cours de la même période, alors qu'elle bondit de 60 % à 68 % aux États-Unis (17). Comme l'expliquent les chercheurs Erik Green et Olivia Parker, « *la stratégie macroéconomique de la Chine continue à limiter sa marge de manœuvre pour rééquilibrer son économie* (18) ». Pékin reste donc confronté à une contradiction : son modèle de développement lui permet de prétendre au statut de première puissance mondiale, mais il repose sur des structures qui aujourd'hui l'en empêchent.

Léninistes affichés, les dirigeants chinois ne peuvent ignorer qu'à plus long terme leur choix du capitalisme expose la Chine à en atteindre le « stade suprême ». Certes, répondent-ils, mais le pays du Milieu n'est pas les États-Unis, et son capitalisme (le PCC parle de « *socialisme avec des caractéristiques chinoises* ») se distingue du néolibéralisme anglo-saxon. De sorte qu'il serait possible d'envisager l'émergence d'une puissance majeure sans la moindre velléité de coercition. Bref, d'une hégémonie sans impérialisme. Il n'est toutefois pas nécessaire au Soleil d'être expansionniste pour emprisonner la Terre dans son orbite : la différence de masse suffit. Même en créditant une Chine devenue première puissance mondiale d'œuvrer à l'émergence du monde qu'elle prétend vouloir créer – un monde multipolaire où la négociation prévaudrait –, celui-ci serait-il dépourvu de domination ? Ou, pour le dire autrement, est-il envisageable qu'un pays de 1,4 milliard d'habitants, qui contrôle bon nombre de filières technologiques, jouissant d'un quasi-monopole dans les terres rares et responsable d'un tiers de la production manufacturière, puisse discuter d'égal à égal avec les autres ?

Le PCC ne peut ignorer qu'un jour viendra où la question de l'hégémonie chinoise, et de sa nature, se posera. Le consensus en son sein demeure toutefois : il est encore trop tôt. Mieux vaudrait donc, pour l'heure, « ne pas gagner » en Iran. En Chine, on sait penser le temps long.

Mais il ne s'agit pas seulement pour Pékin de ne pas l'emporter : il faudrait également que Washington s'efforce de ne pas trop perdre. Or, dans ce domaine, M. Trump et ses acolytes ne s'épargnent aucun effort. À tel point que la « stabilité bancaire » sous hégémonie américaine menace de se déliter plus vite qu'espéré au sein du PCC. Une Chine ne s'estimant pas encore prête serait alors contrainte d'agir, et de prendre le risque du chaos.

RENAUD LAMBERT.

(9) Mark Leonard, « A future with Chinese characteristics », 18 août 2026, www.project-syndicate.org

(10) Stephen M. Walt, « What the United States can learn from China », *Foreign Policy*, Washington, DC, 20 juin 2024.

(11) Adekeye Adebajo, « Is China really a champion of the Global South? », 27 août 2026.

(12) Han Jianye, « L'archéologie de la période pré-Qin met en évidence les caractéristiques distinctives de la civilisation chinoise » (en chinois), 10 décembre 2023, www.aixisiang.com

(13) « Ouvrir de nouvelles perspectives pour la diplomatie d'une grande puissance aux caractéristiques chinoises à un tournant décisif de l'évolution historique » (en chinois), discours du ministre des affaires étrangères chinois Wang Yi, 30 décembre 2025.

(14) Tej Parikh, « The Iran war will cement China's superpower status », *Financial Times*, Londres, 29 mars 2026.

(15) Lire Renaud Lambert, Frédéric Lemaire et Julien Trévisan, « La lame du dollar et la plaie monétaire », *Le Monde diplomatique*, septembre 2026.

(16) Citation recueillie pour l'article « Est-ce vraiment la fin du dollar? », coécrit avec Dominique Plihon, *Le Monde diplomatique*, novembre 2023.

(17) Chiffres de la Banque mondiale.

(18) Erik Green et Olivia Parker, « China's consumption problem », *The International Institute for Strategic Studies*, Londres, 19 février 2026.

Gendarme planétaire

À N'EN pas douter, une telle attitude s'explique en partie par l'attachement au principe de non-ingérence dans les affaires d'autrui, que Pékin ne manque pas une occasion de défendre. Et qui lui vaut la gratitude de ses partenaires. « *Si vous faites affaire avec la Chine, aucune crainte qu'elle vous explique comment gouverner votre pays ou qu'elle vous sanctionne si votre système politique diffère du sien* », relève l'universitaire Stephen M. Walt, qui regrette que les États-Unis se perçoivent, eux, comme les « *défenseurs d'une série de valeurs universelles* » qu'il leur reviendrait de promouvoir y compris de manière coercitive (10). Mais, alors que certains analystes voient la Chine en championne d'un « Sud global », le chercheur sud-africain Adekeye Adebajo décrit, lui, un pays qui préfère « *consolider son pouvoir dans le système international existant plutôt que d'en créer un autre qui profite à tous* ». Bref, un pays qui « *se satisfait de préserver le statu quo* » (11). Pourquoi ?

Pour des raisons de philosophie politique, explique-t-on volontiers du côté chinois. « *Dès les origines, la civilisation chinoise a été animée par une quête d'ordre social et de stabilité* », avance par exemple l'universitaire Han Jianye (12). On peut en effet, sans prétendre résumer l'histoire intellectuelle pluriséculaire d'un pays aussi grand qu'un continent, observer que sa philosophie politique est marquée par un mouvement récurrent que décrivent aussi bien ses musées que ses grands mythes fondateurs : l'écartèlement du pays en fiefs rivaux, puis leur réunification sous la houlette de dirigeants érigés en héros, avant que ne débute un nouveau cycle de rupture, puis d'unification. La description de ce mouvement général offre sa première phrase au récit des Trois Royaumes, l'un des plus importants de la mythologie chinoise : « *L'histoire du monde obéit à une loi : après une longue période de division vient l'unité, et après une longue période d'unité vient la division*. » Ce terreau aurait nourri une conception de l'action politique reposant sur les idées d'ordre et de préservation de la stabilité – loin de la « destinée manifeste » américaine et de son mythe de la « conquête ».

durée, mais pas uniquement. Car, si le concept de stabilité prend un sens particulier aujourd'hui, c'est qu'il s'oppose au tohu-bohu engendré par les États-Unis de M. Trump : la « prédilection nationale » se voit ainsi promue au rang d'atout géopolitique. Au cours d'une série de déplacements à l'étranger préalable à sa rencontre avec son homologue américain, à la fin du mois de septembre, le président Xi Jinping s'est ainsi employé à « *présenter la Chine comme un partenaire stable* » (*The Washington Post*, 6 septembre 2026). Quelques mois auparavant, le ministre des affaires étrangères Wang Yi était allé plus loin en suggérant que le « *pôle* » de sérénité chinois pouvait contribuer à amortir les soubresauts géopolitiques (13). Lorsqu'elles empê-

L'affaiblissement de l'actuel « gendarme planétaire », si patibulaire soit-il, contraindrait par ailleurs la Chine à se mêler davantage des affaires du monde. Sans nécessairement imiter les pratiques américaines, elle y parviendrait difficilement dépourvue de moyens humains, logistiques, militaires... Bref, sans investissements colossaux. Or, on l'oublie parfois en consultant les vidéos de ses mégapoles scintillantes, la Chine est toujours une économie émergente : sa priorité demeure son développement. Raison pour laquelle elle préfère à ce stade la « stabilité bancaire » de l'hégémonie américaine plutôt que d'avoir à rééquilibrer le monde sur ses propres deniers. Quitte à montrer (un peu) les dents lorsque le « *déclin* » des États-Unis les conduit à brandir sanctions et tarifs.

Mais l'étrange « impérialisme » chinois dont il est ici question procède sans doute d'une explication plus fondamentale, et paradoxale : si le développement fulgurant de la Chine amène aujourd'hui certains analystes à se demander si elle va détrôner les États-Unis (une question que peu se posaient il y a cinquante ans...), les conditions mêmes qui y ont présidé lui barrent la voie qui conduit au statut d'hégémon. Du moins pour l'heure.

Dans un monde qui n'a pas fait la démonstration de sa capacité à la coordination, il est difficile d'imaginer qu'une domination américaine adossée à celle du dollar puisse céder la place à une autre, reposant sur une monnaie commune mondiale (15). Si Pékin pre-



CHOW CHUN FAI. – « La Cité interdite. Ce que je ne te donne pas, ne le prends pas par la force », 2018



CHOW CHUN FAI. – « Le Parrain 2. Garde tes amis près de toi, et tes ennemis encore plus près », 2018

WASHINGTON, UN « AMI » PAS COMME LES AUTRES

Élections brésiliennes, ingérences américaines

Washington s'est toujours immiscé dans les affaires de Brasília. La campagne des élections générales des 4 et 25 octobre l'a confirmé. Une victoire du candidat d'extrême droite Flávio Bolsonaro, soutenu par l'administration Trump, provoquerait un basculement régional favorable au locataire de la Maison Blanche et à son projet de reprise en main de l'Amérique latine.

PAR CHRISTOPHE VENTURA

« **V** EUILLEZ accepter mes vœux les plus sincères à l'occasion de votre accession à la présidence des États-Unis du Brésil. » Le 2 avril 1964, deux jours après le coup d'État militaire qui a renversé le président travailliste João Goulart, son homologue américain est le premier chef d'État étranger à reconnaître les nouvelles autorités (1). Le courrier empressé de Lyndon Johnson s'adresse alors au président de la Chambre des députés, Pascoal Ranieri Mazzilli, à qui le Congrès, sous la pression des militaires brésiliens, vient de confier la présidence de la République. Quinze jours après ces événements, Mazzilli cède directement la présidence au maréchal Humberto Castelo Branco. La dictature militaire s'installe au palais du Planalto à Brasília jusqu'en 1985. Avec la bénédiction de Washington.

Arrivé au pouvoir en 1961, Goulart souhaitait engager une réforme agraire et nationaliser massivement les entreprises stratégiques de plusieurs secteurs (pétrole et énergie, mines, télécommunications, etc.), ce qui impliquait l'expropriation de sociétés américaines dominantes. Il entendait aussi mener une « *politique étrangère indépendante* ». Brasília avait rétabli fin 1961 ses relations diplomatiques avec l'Union soviétique (rompues depuis 1947) et amorcé de premiers échanges commerciaux avec la Chine maoïste. Quelques mois plus tard, lorsque Goulart refusa de soutenir la politique américaine contre Cuba, c'en fut trop pour Washington.

Le succès des putschistes en 1964 doit beaucoup au travail de l'Agence centrale de renseignement (CIA) et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid). Lors des élections législatives d'octobre 1962, elles financent les forces

d'opposition au gouvernement de Goulart, préparant ainsi l'entrée en scène ultérieure des militaires. La victoire des conjurés s'explique également par l'activisme de l'ambassadeur américain Lincoln Gordon, ainsi que celui de son attaché militaire, le colonel Vernon Walters, ami personnel du maréchal Branco. Les deux diplomates suivirent pendant des mois les préparatifs des conspirateurs.

Une époque révolue, un autre monde ? Assurément. La guerre froide n'est plus. Depuis le début du **xxi**^e siècle, le Brésil fait partie des nouvelles puissances mondiales. Champion économique de l'Amérique latine, le pays pourrait s'ériger en première puissance agricole exportatrice mondiale dans les années à venir, devant les États-Unis. Riche de ressources naturelles colossales (première réserve mondiale d'eau douce, deuxième de terres rares, hydrocarbures, minerais, etc.), il s'invite régulièrement, comme en 2026, dans le club des dix plus grandes économies.

Membre fondateur des BRIC (avec la Russie, l'Inde et la Chine, bientôt rejointes par l'Afrique du Sud), il l'est également du G20 et dispose d'un réseau diplomatique étendu à plus de deux cents pays. Depuis 2009, la Chine est devenue son principal partenaire commercial. Le Brésil y exporte désormais plus qu'aux États-Unis et en Europe réunis. Oléagineux (soja essentiellement), produits agricoles, viande, pétrole et minerais constituent les principaux produits que Brasília fournit à la deuxième puissance mondiale. En 2025, les échanges entre les deux pays ont atteint 171 milliards de dollars, un record historique (2), et le Brésil s'est converti en première destination des investissements chinois dans le monde (infrastructures, transition énergétique, etc.).

Opération de guerre économique

LES deux premiers mandats du président de gauche Luiz Inácio Lula da Silva (dit « Lula ») – entre 2003 et 2011 –, ainsi que ceux de sa successeuse Dilma Rousseff, interrompus en 2016 par sa destitution, ont encouragé ces évolutions dans le cadre d'une stratégie de diversification similaire, dans ses principes, à celle voulue par Goulart à son époque. Cette politique s'est trouvée favorisée par l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 et l'ouverture de son gigantesque marché aux produits brésiliens, nécessaires à son propre développement. Elle a aussi bénéficié de la perte d'influence des États-Unis dans la région, alors qu'ils s'empêtraient dans leurs croisades contre le terrorisme. Pourtant, le fil des ingérences de Washington au Brésil ne s'est jamais rompu.

En 2013, le lanceur d'alerte et ancien employé de la CIA Edward Snowden révèle que l'Agence nationale de sécurité (NSA) espionne les communications personnelles de M^{me} Rousseff, ainsi que celles de plusieurs ministres et de dirigeants de Petrobras, l'entreprise nationale des hydrocarbures. À l'époque, le Brésil vient de découvrir d'importants gisements de pétrole en eau profonde – dits « pré-sal » (pré-salifères) – dans le bassin de Santos, situé

au large de l'État de Rio. Les réserves sont estimées entre huit et douze milliards de barils de brut. L'opération de guerre économique cherche ainsi à fournir au gouvernement américain un maximum d'informations sur les gisements (taille, composition, réserves, etc.) et sur le cadre réglementaire qui déterminera l'attribution des concessions d'exploitation. L'objectif consiste également à connaître par avance chaque décision stratégique de Petrobras et à savoir dans quelle mesure la présidente Rousseff entend favoriser les positions des entreprises chinoises et russes dans ce négoce. Ces révélations provoquent une crise diplomatique inédite entre Brasília et Washington.

Quelques années plus tard, dans le cadre de l'affaire de corruption dite « Lava Jato » (« lavage à haute pression »), le juge Sergio Moro, chargé des investigations, ordonne en 2018 la détention de l'ancien président « Lula ». Éliminé de la course à l'élection présidentielle, qui promettait un duel entre l'ancien syndicaliste et le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro, il est libéré en 2019 avant d'être définitivement blanchi en 2021 par la justice brésilienne (3). Le site d'information The Intercept révèle en 2020 les liens secrets entretenus depuis 2015 par les



enquêteurs brésiliens avec le département de la justice et le Bureau fédéral d'enquête (FBI) américains (4).

À l'insu de la hiérarchie judiciaire brésilienne, les premiers communiqués aux seconds des informations sensibles du dossier, que ces derniers utilisent ensuite pour sanctionner les sociétés Odebrecht (rebaptisée Novonor en 2020) et Petrobras, liées au scandale, en application du Foreign Corrupt Practices Act (FCPA). Cette législation vise les pratiques de corruption d'agents publics à l'étranger que Washington considère comme une distorsion du marché lésant les intérêts de ses propres entreprises (5). Elle permet au gouvernement américain d'attaquer n'importe quelle société dans le monde. Odebrecht et Petrobras, pivots majeurs de la stratégie d'influence économique du Brésil en Amérique latine et en Afrique, doivent s'acquitter d'amendes s'élevant à environ 3,5 milliards de dollars. L'ancien fleuron du BTP, surendetté, déclare son insolvabilité en 2019 et entre dans un processus de restructuration financière toujours en cours auprès des autorités locales.

« *Nous ne sommes pas une colonie et nous ne serons la colonie de personne.* » Le 7 septembre 2026, à l'occasion de la fête de l'indépendance, le président « Lula », qui brigue un quatrième mandat, dénonce dans un message vidéo les « *puissances étrangères qui veulent transformer le Brésil en nouvelle colonie* » et prévient : « *Aucun gouvernement étranger n'a le droit de dire à qui nous pouvons acheter et à qui nous pouvons vendre.* » Les États-Unis sont, bien sûr, visés. Depuis le retour au pouvoir de M. Donald Trump en 2025, les offensives de Washington se multiplient en effet contre Brasília.

L'ancien président Bolsonaro (2019-2023) a été condamné en 2025 pour tentative de coup d'État. Son clan familial bénéficie de tout le soutien de M. Trump. Le 16 juin dernier, M. Eduardo Bolsonaro, troisième fils du « capitaine », a été condamné à quatre ans de prison par la justice de son pays pour avoir sollicité – et obtenu – des autorités américaines l'application de sanctions commerciales contre le Brésil en représailles au procès de son père : une surtaxe douanière de 40 % est appliquée entre les mois d'août et novembre 2025 sur de nombreux produits en provenance du pays.

tie brésilienne, notamment ses systèmes électoral et judiciaire. M. Trump accuse régulièrement le Tribunal suprême fédéral (STF) d'avoir injustement condamné son ami. Aujourd'hui, M. Alexandre de Moraes, le juge à l'origine de cette décision, se trouve au cœur d'une nouvelle affaire de possible scandale politico-financier déchirant l'institution. De quoi réjouir, en pleine campagne électorale, le fils de l'ancien président et l'extrême droite, ainsi que Washington, qui envisage de placer le magistrat sous sanctions.

Ces événements interviennent tandis que la doctrine « Donroe » (néologisme né de la contraction de « Donald » et « Monroe ») entre dans une nouvelle phase. Celle-ci assigne trois principaux objectifs à la politique extérieure de Washington à destination de son ancienne « arrière-cour » : réorienter les ressources stratégiques régionales vers les chaînes de valeur et de production des États-Unis, imposer aux gouvernements locaux la prise en compte dans leurs politiques intérieures des exigences américaines en matière de lutte contre le narcotrafic et l'immigration, refouler du continent les « *concurrents non hémisphériques* » (la Chine) (6). Fondé au mois de mars dernier, le « Bouclier des Amériques » réunit, de M. Javier Milei (Argentine) à M. Nayib Bukele (Salvador), les vassaux latino-américains de M. Trump au sein d'une nouvelle alliance sécuritaire officiellement nécessaire pour lutter contre le « narcoterrorisme », les interférences étrangères et l'immigration. Elle comporte dix-neuf membres depuis l'adhésion de la Colombie dirigée par le nouveau président Abelardo de la Escriella.

Washington a annoncé la création dans ce cadre d'une « force opérationnelle interarmées de l'hémisphère occidental », chargée d'étendre à tout le continent les missions de l'opération « Lance du Sud », toujours en cours dans la Caraïbe. Pour sa part, le département d'État a élargi la liste des cartels latino-américains désignés « organisation terroriste étrangère ». Cette dénomination justifie, sur le plan juridique, l'intervention des forces armées américaines en dehors du territoire national. Au mois de mai dernier, M. Flávio Bolsonaro s'est rendu à la Maison Blanche pour demander – et obtenir – qu'elle soit appliquée à deux organisations brésiliennes : le Comando Vermelho (CV) et le Primeiro Comando da Capital (PCC).

Dernier bastion de gauche

AU cours de ses voyages réguliers dans la région, le secrétaire d'État américain Marco Rubio multiplie, lui, les mises en garde contre la présence chinoise en Amérique latine. Il annonce de nouveaux accords de coopération sécuritaire. « *C'est formidable de constater qu'à l'exception du Nicaragua, de Cuba, du Venezuela (...) et, bien sûr, du Brésil – bien que ce dernier soit en pleine campagne électorale – (...), notre région est peuplée d'alliés des États-Unis, de dirigeants amis des États-Unis, et suit une orientation favorable aux États-Unis* » (7), affirmait-il, le 2 juin dernier, devant la commission des affaires étrangères du Sénat américain.

Dans un tel contexte, alors que le Brésil est aujourd'hui, avec son voisin uruguayen, le dernier pays dirigé par la gauche en Amérique du Sud et le principal contrepoids au projet d'emprise américaine sur la région, son gouvernement a-t-il eu tort de refuser la déviance, le 24 juillet, de visas à deux fonctionnaires du département d'État américain ? Ces derniers affirmaient vouloir rencontrer sur place des responsables des autorités électorales, des dirigeants religieux et des représentants

d'organisations sociales. Cette décision a immédiatement conduit Washington à révoquer le visa de l'ambassadrice du Brésil aux États-Unis. Comme un symbole, elle est intervenue trois semaines avant le lancement d'une campagne officielle pour déterminer qui, du candidat soutenu par M. Trump ou du président sortant, dirigera la première puissance latino-américaine dans quelques mois.

(1) Lyndon B. Johnson, « Message to the new president of Brazil », 2 avril 1964, The American Presidency Project, université de Californie, www.presidency.ucsb.edu

(2) « Brazil-China trade hits record in 2025, reaching \$171 billion », *Global Times*, Pékin, 14 janvier 2026.

(3) Lire Perry Anderson, « Au Brésil, les arcanes d'un coup d'État judiciaire », et Fernando Moraes, « Résister ou se rendre ? », *Le Monde diplomatique*, respectivement septembre 2019 et septembre 2024.

(4) Andrew Fishman, Natalia Viana et Maryam Saleh, « Keep it confidential. The secret history of US involvement in Brazil's scandal-wracked Operation Car Wash », 12 mars 2020, https://theintercept.com

(5) Lire Jean-Michel Quatrepoint, « Au nom de la loi... américaine », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

(6) Lire « M. Trump, pirate des Caraïbes », *Le Monde diplomatique*, janvier 2026.

(7) « Secretary of state Marco Rubio before the Senate Foreign Relations Committee on the FY27 department of state budget request », département d'État, 2 juin 2026, www.state.gov

Lire sur notre site « À São Paulo, les sans-terre à la conquête des populations urbaines », un article d'Anne-Dominique Correa www.monde-diplomatique.fr/70053

AUX ÉTATS-UNIS, DES PRISONS DE VIEUX

Vivre et mourir en cellule

Souvent condamnés jeunes à des très longues peines, des dizaines de milliers de détenus américains ont aujourd’hui atteint un âge canonique, obligés de finir leurs jours dans des prisons où rien n’a été pensé pour eux. Grimper sur un lit superposé, attendre debout dans une file, mastiquer une nourriture inadaptée, sans même parler de rencontrer un médecin : chaque tâche du quotidien est une épreuve.

PAR CHARLOTTE RECOQUILLON *

L’IMAM Jamil Abdullah Al-Amin, également connu sous le nom de H. Rap Brown, fut l’une des voix les plus influentes du mouvement pour les droits civiques et du Black Power aux États-Unis, au sein du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) et du Black Panther Party notamment. Surveillé par le Bureau fédéral d’enquête (FBI), il a été condamné à la prison à perpétuité en 2002 pour le meurtre de l’adjoint d’un shérif, une accusation qu’il a toujours rejetée. Il est mort le 23 novembre 2025, à 82 ans, dans un hôpital pénitentiaire de Caroline du Nord, après une longue dégradation de son état de santé.

H. Rap Brown est loin d’être le seul à avoir vieilli et péri derrière les barreaux. En 2022, 186 146 personnes incarcérées aux États-Unis avaient dépassé les 55 ans – le seuil pour être considéré comme « âgé » dans de nombreux États –, contre environ 42 300 en 2000 (1). « *On vieillit plus vite en prison*, explique M. Jose Saldaña, ancien militant de l’organisation révolutionnaire portoricaine Young Lords, libéré en 2018 après trente-huit ans d’incarcération. *Le stress, le manque de nourriture, être jour et nuit enfermé dans une cellule, être séparé de sa famille... Ça accélère le vieillissement.* » Les personnes détenues présentent en effet, plus tôt et plus fréquemment que la population générale, des pathologies chroniques, des handicaps, des troubles cognitifs

ou des maladies cardio-vasculaires. Un prisonnier de 59 ans présenterait ainsi, en moyenne, les conditions gériatriques d’un homme de 75 ans, tandis que l’espérance de vie diminue de deux ans pour chaque année d’enfermement (2).

Ce vieillissement est en grande partie l’héritage différé de plusieurs décennies de politiques répressives et d’incarcération de masse. À partir des années 1970, puis surtout dans les années 1980 et 1990, les États et le gouvernement fédéral ont multiplié les peines minimales obligatoires, les lois dites « *three strikes* » (des « trois prises »), qui prévoient des peines très lourdes, voire la perpétuité, en cas de récidives successives, et les dispositifs de « *truth in sentencing* » (« vérité des peines »), qui obligent les condamnés à purger une large part de leur peine avant de pouvoir prétendre à une libération. En allongeant considérablement les durées d’incarcération et en restreignant les possibilités de sortie, ces politiques ont progressivement transformé la population carcérale : des hommes et des femmes entrés en prison jeunes ou à l’âge adulte y sont restés pendant des décennies, jusqu’à vieillir derrière les barreaux. La part des prisonniers seniors a ainsi bondi de 3 % en 1991 à 15,7 % en 2022. En Floride, 29 % de la population carcérale actuelle a plus de 50 ans. Dans moins de cinq ans, ce sera le cas d’un tiers des prisonniers américains.

À même le sol pendant des heures

CETTE transformation pose une myriade de difficultés logistiques et financières. Les prisons ont été pensées pour des personnes autonomes, mobiles et capables de supporter les contraintes physiques de la détention. « *Elles ne sont pas construites pour les personnes porteuses de handicap, qui ont besoin d’un fauteuil roulant, d’un déambulateur ou même d’une canne* », observe le chercheur Thomas Baker. Un migrant mexicain actuellement enfermé à Adelanto, en Californie, nous raconte qu’un de ses codétenus âgés se douche rarement, l’opération étant trop périlleuse avec un déambulateur. « *Les détenus âgés n’ont pas accès au soutien dont ils ont besoin : ils doivent quotidiennement accomplir des tâches au-delà de leurs capacités physiques, comme monter sur un lit superposé, attendre debout dans une file, mastiquer de la nourriture inadaptée...* », détaille la chercheuse et avocate Michele Deitch, directrice du Prison and Jail Innovation Lab. Quant aux personnes atteintes de démence, elles sont incapables d’obéir aux règles drastiques de la détention, ce que les surveillants ne tolèrent pas.

Les prisons américaines manquent de moyens et de personnel. Dans le Michigan, par exemple, 910 postes pénitentiaires, 504 postes médicaux et 55 postes administratifs étaient vacants en décembre 2024, soit près de 15 % des effectifs (3). Dans le Colorado, pour pallier cette situation, l’administration pénitentiaire a réassigné des agents à des postes de sécurité, abaissé l’âge de recrutement à 18 ans et imposé de nombreuses heures supplémentaires à ses employés. Pour les détenus âgés, ce sous-effectif a des conséquences très concrètes : consultations médicales retardées, diagnostics et traitements repoussés, déplacements limités... Dans une prison de Los Angeles visitée par l’American Civil

Liberties Union (ACLU), les patients devaient attendre leurs soins à même le sol pendant des heures. Selon Baker, le problème est notamment géographique. « *Les prisons américaines se trouvent souvent dans des zones rurales éloignées. Il est difficile de convaincre les rares professionnels de santé qui voudraient bien travailler en prison de faire de longs déplacements vers ces lieux peu attractifs.* » Le vieillissement des détenus accentue les failles d’un système déjà sous tension.

Ces difficultés n’exonèrent pas les établissements pénitentiaires de leurs obligations légales. La loi relative aux Américains porteurs de handicap (ADA) les oblige en effet à rendre leurs espaces comme leurs activités accessibles à tous, et à fournir certains équipements et aménagements adaptés. Mais beaucoup de détenus connaissent mal leurs droits ou n’ont pas les moyens de les faire valoir. Ils doivent donc le plus souvent se débrouiller seuls, ou s’entraider. « *Quand je suis arrivé en prison en 1980, j’ai croisé un autre prisonnier, plus vieux. Il m’avait dit : “Si tu ne dois avoir que deux livres avec toi, que ce soient ton livre sacré et un dictionnaire médical.” C’est devenu ma deuxième Bible. J’ai appris à lire mes résultats d’examen et, dès que quelque chose clochait, j’écrivais pour demander à voir un médecin* », relate M. Saldaña. À son tour, il a aidé un autre prisonnier : « *Je lui ai montré comment porter plainte parce que sa cellule ne respectait pas la loi. Ils étaient censés tout adapter : le lit, le fauteuil, les toilettes, les lavabos... Pour se venger de sa plainte, ils l’ont mis à l’isolement, l’ont laissé tout seul sur un lit, où il se souillait ; ils glissaient sur le sol un plateau-repas qu’il ne pouvait pas attraper...* » Difficile de savoir combien de détenus âgés vivent de telles situations. Selon les associations spécialisées, les abus et maltraitements seraient monnaie courante, mais la plupart ne sont

pas signalés, faute de pouvoir recueillir aisément la parole des détenus. « *Cela passe essentiellement par des échanges de courriers. Cela prend du temps, les gens ne savent pas toujours bien écrire ou donner les détails qui nous sont utiles* », explique M^{me} Jia Min Cheng, avocate de l’organisation Disability Rights California (DRC).

Faut-il maintenir en détention des individus âgés dont le risque de récidive est faible, alors que leur prise en charge coûte cher ? Une étude publiée en 2017, portant sur plus de 25 000 personnes libérées de prison, montre que 13,4 % de celles qui avaient 65 ans ou plus ont été de nouveau arrêtées dans les huit années suivantes, contre 67,7 % des moins de 21 ans (4). En outre, les prisonniers âgés coûtent environ trois fois plus cher à l’administration pénitentiaire que les détenus plus jeunes, principalement en raison de leurs besoins médicaux. « *Difficile à défendre auprès des contribuables* », souligne Baker. Dans ce contexte, de nombreux États prévoient des dispositifs permettant d’abréger l’incarcération des personnes âgées ou gravement malades : la *medical parole*, ou libération pour « raison médicale », et la *geriatric parole*, qui permet d’examiner le cas d’un détenu à partir d’un certain âge. Dans les faits, ces mécanismes restent peu utilisés. « *La plupart des membres des commissions sont nommés par le gouverneur. Et ils sont très frileux, ils ont peur de prendre les mauvaises décisions, que ça se répercute sur le gouverneur. Alors ils jouent la sécurité* », constate Deitch. Selon les données fédérales, 84 % des 31 069 demandes de libération compassionnelle soumises aux tribunaux entre 2019 et 2023 ont été rejetées (5).

Pour ceux qui sortent, une autre épreuve commence : la réinsertion. Comment retrouver un logement et des repères après plusieurs décennies derrière les barreaux ? « *Il ne s’agit pas de relâcher les prisonniers si c’est pour qu’ils deviennent des sans-abri. Il faut des soutiens pour les accompagner* », rappelle la chercheuse. « *La réinsertion est difficile*, confirme M. Saldaña. *C’est pour ça qu’on se bat pour que les gens soient libérés à un âge où ils sont encore “productifs”*. » Il cite l’exemple d’Osborne, un programme de logements à New York pour les personnes âgées anciennement incarcérées : une résidence entièrement adaptée, avec des logements indépendants et accessibles, une cour... Mais les secondes chances comme celle-ci restent rares. M. Saldaña a lui-même essuyé quatre refus de libération conditionnelle avant de convaincre la commission.

Et, pour ceux qui ne sortiront jamais, reste une question : comment mourir en prison ? Gravement malades ou condamnés à la perpétuité, les détenus finissent souvent leurs jours en cellule ou dans un service de soins palliatifs – quand il en existe... À Kilby, en Alabama, où il a passé treize ans derrière les barreaux, M. David Garlock a participé à un programme d’hospice assuré par des détenus volontaires. « *Ils ont mis une affiche à la recherche de bénévoles pour l’hospice. On était trente-deux volontaires au départ de la formation. Après avoir appris qu’on devrait changer des couches, des pansements, laver les patients...*, nous n’étions plus que trois », racontait-il lors d’une conférence (6). Ce modèle de soins par des pairs existe dans plusieurs prisons américaines mais reste peu répandu. À Vacaville, en Californie, le service de soins palliatifs fait lui aussi appel à des détenus pour accompagner les patients. Ils sont rémunérés 24 cents de l’heure, contre environ 1 dollar pour ceux employés au nettoyage de l’établissement. En prison, loin de leur famille, les détenus sont aussi condamnés à prendre soin des autres jusqu’à leur dernier souffle.

(1) « Trapped in times. The silent crisis of elderly incarceration », American Civil Liberties Union (ACLU), septembre 2025, www.aclu.org

(2) Farah Acher Kaikow, Lars Brown et Kristin Brunsell Merss, « Caring for the rapidly aging incarcerated population : The role of policy », *Journal of Gerontological Nursing*, vol. 49, n° 3, Thorofare (New Jersey), mars 2023.

(3) « Budget briefing : General Government », House Fiscal Agency, Chambre des représentants du Michigan, Lansing, décembre 2024.

(4) « The effect of aging on recidivism among federal offenders », United States Sentencing Commission (USSC), Washington, DC, décembre 2017.

(5) « Compassionate release data reports », USSC, 2026.

(6) « Deaths in custody » session 5, université du Texas, Austin, 16 novembre 2024, <https://utexas.app.box.com>

Moi, quand je serai grand, j'aimerais être docteur des forêts.

Alix, 7 ans

planète GREENPEACE

LE MAGAZINE POUR UN AVENIR QUI CHANGE !

Tous les mois, des activités ludiques et des histoires captivantes pour découvrir la biodiversité et protéger la planète en famille. En vous abonnant, vous offrez bien plus qu'un magazine : vous cultivez leur amour de la nature et soutenez nos actions pour la planète.

POUR PLUS D'INFOS SCANNEZ CE QR-CODE

Ou rendez-vous sur greenpeace.fr/planete-gp

ROBOTS CONVERSATIONNELS, LES LIAISONS DANGEREUSES

Dire « tu » à une machine

« Les gens qui construisent l'intelligence artificielle croient sincèrement qu'elle pourrait tous nous tuer d'ici à la fin de la décennie », a admis en septembre dernier un salarié démissionnaire d'Anthropic, l'une des entreprises les plus à la pointe du secteur. Alerte ou alarmisme ? Quoi qu'il en soit, les robots conversationnels ont déjà profondément modifié notre rapport aux machines et aux autres humains.

PAR ANNE ALOMBERT *

EN 1966, dix ans après la conférence de Dartmouth, qui marque le coup d'envoi du programme de recherche technoscientifique consacré à l'« intelligence artificielle » (IA), le premier robot conversationnel voit le jour aux États-Unis, entre les murs du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT). Ce programme, développé par Joseph Weizenbaum, alors professeur d'informatique au MIT, permet de simuler des interactions linguistiques (1). Le principe est simple : un utilisateur tape une phrase à l'aide d'une machine à écrire connectée à un ordinateur, le logiciel analyse la phrase, génère une réponse adaptée en fonction de son script et envoie la réponse sous forme de texte. Son créateur le nomme Eliza, du nom d'un des personnages de la pièce de théâtre *Pygmalion* (2), Eliza Doolittle, une fleuriste qui apprend un langage aristocratique afin de se faire passer pour une duchesse. Le programme simule non pas une aristocrate, mais un psychothérapeute dans une parodie d'échange avec le patient. Il se contente de reformuler les affirmations de l'utilisateur, la plupart du temps sous forme de question, afin de le faire parler davantage, sans jamais fournir de réponse détaillée.

Ce choix s'explique par des raisons techniques : le programme n'a pas accès à un stock d'informations dans lequel il pourrait puiser pour produire ses réponses, il procède par identification des mots-clés dans les phrases émises et applique des règles. Par exemple, s'il reconnaît des mots comme « père » ou « mère » dans les requêtes écrites par l'utilisateur, le logiciel génère une réponse du type « Parlez-moi de votre famille ». À défaut, Eliza répond avec une phrase générale, du type « Je comprends », « Très bien », « Poursuivez ».

Il s'agit donc d'un dispositif assez basique. Pourtant, les effets psychiques s'avèrent stupéfiants. Weizenbaum lui-même s'étonne de la vitesse et de l'intensité avec lesquelles les utilisateurs l'anthropomorphisent et l'investissent émotionnellement : « *Je ne m'étais pas rendu compte*

que de si courtes interactions avec un programme informatique relativement simple pouvaient induire des pensées délirantes chez des personnes plutôt normales », écrira-t-il dix ans plus tard, revenant ainsi de manière critique sur cette expérimentation technologique (3). Weizenbaum cite le cas de sa secrétaire, qui lui demande de sortir de la pièce lorsqu'elle expérimente le programme, comme s'il s'agissait d'une personne humaine à laquelle elle s'apprêtait à confier ses plus intimes secrets. L'informaticien s'étonne ainsi des « attributions extrêmement exagérées » auxquelles « même un public bien éduqué est capable de procéder (...) à l'égard de technologies qu'il ne comprend pas ». Selon Weizenbaum, notre tendance collective à accorder à l'ordinateur des intentions ou des émotions tient en grande partie à notre incapacité à comprendre le fonctionnement interne de ces programmes informatiques. En détaillant le mécanisme d'Eliza, l'informaticien tente donc de dépouiller l'ensemble de son « *aura magique* », dans le but de démystifier ces nouvelles technologies.

Soixante ans plus tard, ces efforts n'ont manifestement pas porté leurs fruits. Si l'expression « effet Eliza » désigne désormais la tendance à assimiler le fonctionnement d'un ordinateur à un comportement humain ou à attribuer à un système informatique une intériorité psychique (des intentions, des émotions, de la compréhension...), les réflexions critiques de l'informaticien semblent avoir été largement oubliées. Depuis le lancement du robot conversationnel ChatGPT en 2022, on ne compte plus les individus parmi ses millions d'utilisateurs s'adressant à ce type de dispositifs numériques à la deuxième personne du singulier. Tout se passe comme s'ils dialoguaient avec un humain capable de comprendre les demandes qui lui sont adressées et comme si l'expérimentation de laboratoire du chercheur informaticien était désormais menée à une échelle de masse par une poignée d'entreprises privées.

Dès lors, l'anthropomorphisation relève du quotidien. L'« effet Eliza » alimente un nouveau marché, et les délires identifiés à l'époque par Weizenbaum prennent une dimension collective et planétaire – y compris à travers notre langue usuelle, qui



ROMAIN ZEDER. – « Narcisse », 2022

mobilise les termes anthropomorphiques d'« intelligence artificielle », d'« assistant virtuel » ou encore d'« agent conversationnel ». Contrairement à Eliza, dont le programme simple avait été clairement explicité par son concepteur dans un article scientifique, les produits logiciels actuels s'appuient sur des algorithmes qui demeurent la plupart du temps inconnus des usagers et dont les spécificités ne sont pas toujours divulguées. En somme, ces robots conversationnels se révèlent aussi faciles à utiliser que difficiles à comprendre. Or, comme l'avait anticipé Weizenbaum et comme le confirme une récente étude (4), moins nous comprenons, plus nous anthropomorphisons, et plus nous avons tendance à solliciter ces dispositifs à la place de personnes humaines – par exemple, pour la demande de conseils ou le soutien émotionnel. L'étude montre que les sentiments d'émerveillement ou de magie suscités par ces programmes incitent à des usages anthropomorphiques, eux-mêmes susceptibles d'engendrer des formes de dépendance affective. Sans surprise, les personnes qui comprennent mieux le fonctionnement de ces dispositifs ont moins tendance à se confier, et utilisent davantage les algorithmes pour des tâches spécifiques et limitées (analyse de résultats, synthèse documentaire, etc.).

Il n'est guère étonnant que les entreprises qui conçoivent ces services numériques développent toutes sortes de spécifications susceptibles d'aviver notre tendance à l'anthropomorphisation pour nous rendre dépendants. Pareille stratégie s'observait déjà sur les réseaux sociaux commerciaux à travers des fonctionnalités comme le défilement infini ou les recom-

mandations personnalisées, destinées à maximiser l'engagement des usagers en les incitant à rester connectés et en les enfermant dans des bulles adaptées. Cette économie de l'attention revêt désormais la forme d'une économie de l'attachement qui exploite nos affects et nos émotions en jouant sur nos inclinations psychiques (5). La plupart des dispositifs gratuitement disponibles pour le grand public utilisent ainsi la première personne du singulier (le pronom « je »), relancent les usagers avec de nouvelles questions et les flattent ou les confortent dans leurs opinions – pour ne citer que quelques-unes des techniques mobilisées (6). Loin de démystifier nos rapports aux machines algorithmiques, tel

« Capitalisme de la solitude »

CES robots fournissent donc des simulacres d'altérité qui suppriment les risques de l'exposition à autrui et la surprise que toute rencontre implique. L'individu qui s'entretient avec son chatbot ne rencontre personne, si ce n'est un reflet algorithmique de lui-même, généré sur la base des calculs probabilistes effectués sur ses données personnelles. Illusionné par ce reflet qui semble lui parler à la deuxième personne du singulier, il le prend alors pour un autre, confondant sa propre image avec une altérité, exactement comme Narcisse dans le mythe, qui finit par tomber amoureux de son reflet, à l'image des individus s'éprenant de leur double numérique.

À travers les chatbots ne se nouent ni une relation sociale avec un autre ni une relation réflexive avec soi-même, mais un rapport à soi confondu avec un rapport à l'autre, qui pourrait nous pousser à régresser dans un état de confusion caractérisé par l'indistinction du moi et de l'autre, du moi et du monde, des pulsions et de la réalité. Loin de constituer des alter ego, ces simulacres numériques dénie toute possibilité de séparation, donc de relation. L'économie de l'attachement menace ainsi la possibilité même de se relier, les liens sociaux étant peu à peu supplantés par une dépendance affective à des services numériques contrôlés par des entreprises privées, aux-

que le préconisait Weizenbaum, le modèle exploite notre besoin de reconnaissance et nous incite à entretenir des relations personnalisées avec ces services numériques.

Ces projections anthropomorphiques sont évidemment décuplées dans le cas des applications fournissant des « compagnons » virtuels expressément conçus pour simuler des conversations émotionnelles ou amicales avec les usagers, comme celles proposées par les entreprises Replika ou Character.AI. Certains en viennent ainsi à tomber amoureux de leur chatbot, alors que les plus désespérés leur demandent des conseils pour se suicider. Plusieurs plaintes déposées aux États-Unis concernent des utilisateurs ayant mis fin à leurs jours après des échanges avec des robots, lesquels auraient encouragé leurs idées noires. À en croire un rapport du Center for Countering Digital Hate (7), ces cas pourraient illustrer un problème plus structurel lié à la fréquence des instructions nocives générées par ces systèmes : conseils pour se mutiler, listes de médicaments pour une surdose, lettres d'adieu rédigées.

Au-delà de ces dangers pour la santé des jeunes usagers, il semble légitime de s'interroger sur les effets à long terme des interactions quotidiennes avec des automates numériques. Comment affecteront-ils nos vies psychiques ? Comment conserver des savoirs sociaux fondamentaux comme l'écoute, l'empathie, la patience, ou encore la capacité à débattre et à argumenter, une fois acquise l'habitude d'adresser des demandes impératives à des robots conversationnels disponibles vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, toujours de notre côté, toujours prêts à nous flatter ? Car, tant que nous disposons des ressources matérielles pour les faire fonctionner, les systèmes algorithmiques ne seront jamais fatigués, jamais malades, jamais dans le besoin d'une quelconque attention.

quels des publicités ciblées sont désormais intégrées (8). Alors que l'isolement est désormais reconnu comme un problème de santé publique (9), ce « *capitalisme de la solitude* » (10) pourrait bien engendrer une prolétarianisation sociale généralisée.

Face à une telle situation, les intuitions de Weizenbaum méritent sans doute d'être remises au goût du jour. Plusieurs propositions politiques vont dans ce sens. Par exemple, l'idée de désanthropomorphiser les chatbots, en évitant la première personne du singulier, les relances ou les flatteries (11). Une telle décision semblerait conforme aux règlements européens comme le Digital Services Act, dont l'article 25 interdit les interfaces trompeuses (*dark patterns*), ou comme l'AI Act, dont l'article 5 proscriit les systèmes d'IA qui déploient des techniques subliminales ou manipulatoires. On pourrait aussi envisager un changement de modèle plus profond, valorisant les technologies contributives qui soutiennent les relations d'entraide ou de solidarité, le partage des savoirs entre pairs ou la constitution de groupes capacitants (12). Ces technologies existent, mais leur généralisation nécessite un soutien politique, de nouveaux droits collectifs et de nouveaux modèles économiques. Le destin numérique de nos liens affectifs en dépend.

NOUVEAU
HORS-SÉRIE

Du Venezuela au détroit d'Ormuz, de l'Arctique à l'Afrique, un nouvel ordre mondial se dessine. La souveraineté énergétique, alimentaire et numérique devient la priorité absolue des États. Les analyses de la presse étrangère.

Courrier international
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



(1) Joseph Weizenbaum, « Eliza – a computer program for the study of natural language communication between man and machine », *Communications of the Association for Computing Machinery*, vol. 9, n° 1, New York, 1966.

(2) Le célèbre film *My Fair Lady* (1964), de George Cukor, adapté de la comédie musicale du même nom (1956), est directement inspiré de cette pièce de George Bernard Shaw écrite en 1912.

(3) Joseph Weizenbaum, *Computer Power and Human Reason. From Judgement to Calculation*, W. H. Freeman, San Francisco, 1976.

(4) Gil Appel, Chiara Longoni et Stephanie M. Tully, « Lower Artificial Intelligence literacy predicts greater AI receptivity », *Journal of Marketing*, vol. 89, n° 5, Chicago, 13 janvier 2025.

(5) Mark Esposito et Aurélie Jean, « GenAI : d'une économie de l'attention à une économie de l'attachement », *Harvard Business Review*, Brighton (États-Unis), 2025.

(6) Esben Kran *et al.*, « DarkBench : Benchmarking dark patterns in large language models », 13 mars 2025, <https://arxiv.org>

(7) « Fake friend. How ChatGPT betrays vulnerable teens by encouraging dangerous behavior », Center for Countering Digital Hate, 6 août 2025, <https://countershate.com>

(8) Cf. le site d'OpenAI : « Faire de la publicité dans ChatGPT », <https://ads.openai.com/fr>

(9) Organisation mondiale de la santé, « De la solitude aux liens sociaux : ouvrir la voie vers des sociétés plus saines », 30 juin 2025, www.who.int/fr

(10) Paul Klotz, « Le capitalisme de la solitude. Lutter contre le nouveau fonds de commerce de la tech », Fondation Jean-Jaurès, 26 août 2026, www.jean-jaures.org

(11) Sur ce point, cf. Anne Alombert et Jean-Lou Fourquet, « Au lieu d'anthropomorphiser l'IA, humanisons nos réseaux numériques ! », 26 novembre 2025, <https://usbeketrica.com>, ainsi que la proposition de l'élue suisse Isabelle Chappuis sur son site : www.isabelle-chappuis.ch

(12) Lire Evgeny Morozov, « La gauche et l'intelligence artificielle », *Le Monde diplomatique*, août 2026, et Anne Alombert, *De la bêtise artificielle*, Allia, Paris, 2025.

QUAND LES VALEURS REFUGES DEVIENNENT TOXIQUES

Dette américaine, rien ne va plus

Depuis plusieurs mois, entre «private credit» et bulle de l'intelligence artificielle, l'édifice de la finance craque de toutes parts... Voici que des lézardes apparaissent dans le compartiment réputé le plus solide, vers lequel les investisseurs se précipitaient jusque-là pour trouver refuge : le secteur des titres de la dette américaine. Qui semble désormais échapper à tout contrôle.

PAR FRÉDÉRIC LORDON *

ON regarde les taux de défaut qui montent dans le *private credit*. On regarde l'extravagante pyramide financière de l'intelligence artificielle (IA) – sur la pointe – qui commence à vaciller(1). Et, comme si ça n'était pas suffisant, voilà qu'un autre secteur, cette fois dans la monnaie-finance internationale, se réveille et s'agite, comme pour ne pas être en reste dans le tableau passablement dantesque en train de se former d'une crise qui, décidément, vient de tous côtés : le côté des taux d'intérêt souverains maintenant. On ne sait plus trop d'ailleurs s'il faut le ranger dans la catégorie des explosifs ou bien dans celle des détonateurs. La question n'est pas anecdotique ou vaine : elle emporte des enjeux assez cruciaux – politiques notamment. Car, lorsque les dettes souveraines déboulent au milieu d'un désastre causé en première instance par des dettes privées, c'est pour leur faire porter le chapeau.

Les taux souverains remontent soudement mais inexorablement, un peu partout, depuis le début de l'année, spécialement sur les dettes japonaise et américaine. C'est une histoire qui commence dans un coin retiré de la monnaie-finance, une affaire obscure et technique, réservée aux milieux spécialisés : le *carry trade*. Le *carry trade* est une opération spéculative qui consiste à emprunter dans une devise à faible taux d'intérêt pour placer dans une autre avec de meilleurs rendements (des taux plus hauts), et empocher sa petite plus-value. Par exemple : le Japon, terre de taux d'intérêt nuls depuis la fin des années 1990 – formidable. Les *carry traders* se sont donc installés de longue date dans ce business simple et profitable : emprunter japonais, placer américain. On en était là, et puis voilà que les taux japonais se sont mis

C'est le détonateur

ENSUITE parce qu'il y a du désastre dans l'air si le marché des US Bonds (obligations américaines) commence à être secoué. Il l'est. En septembre, le titre à trente ans atteint son plus haut depuis 2007. Toutes choses égales par ailleurs (notamment de savantes opérations de couverture), les hausses de taux entraînent la baisse des cours des titres échangés sur les marchés secondaires. Contrairement à ce qu'on attendrait de la part du phare de la finance globalisée, la détention de la dette américaine est peu extravertie puisqu'elle est résidente à 70-75 %. Pour un encours total de 40 000 milliards de dollars tout de même. Le potentiel de perte est gigantesque. C'est l'explosif.

Le risque d'ensemble, pourtant, va bien au-delà – c'est le détonateur. Avec les taux d'intervention de la Réserve fédérale (Fed), les taux longs de la dette publique sont des taux de référence, dont le mouvement, par translation, affecte la structure entière des taux d'intérêt. Par exemple : les taux des crédits immobiliers – au moment où le déséquilibre offre-demande est le plus grand jamais enregistré sur le marché immobilier. Mais en réalité ceux de l'économie entière. Crédits plus chers : crédits découragés. Aux États-Unis spécialement, où la dette est la béquille de la dépense des ménages. Comme si la récession qui commence à se propager

à remonter. Mais pourquoi donc ? Parce que l'économie japonaise est progressivement sortie de son long coma déflationniste, par-dessus quoi les amusements de M. Donald Trump dans le détroit d'Ormuz sont venus bien pousser la remontée d'inflation (le Japon est très dépendant du Golfe pour ses approvisionnements énergétiques), et que les autorités japonaises se mettent maintenant en devoir d'y faire quelque chose. Ceci d'autant plus que le yen est tombé à des niveaux inquiétants : de 80 yens pour 1 dollar en 2011, il est autour de 160 au milieu de l'été 2026. Or le yen faible nourrit l'inflation, par la composante des prix importés. Voilà deux raisons d'augmenter les taux d'intérêt : par action directe sur le rythme de l'économie, par action indirecte sur le taux de change.

Et c'est une catastrophe.

D'abord de ce que les investisseurs japonais sont tout bonnement les premiers créanciers de la dette publique américaine : pour 1 200 milliards de dollars (en deuxième, le Royaume-Uni, la Chine a depuis longtemps sorti les aérofreins : de 1 300 milliards en 2013, elle est descendue à 660 milliards de dollars). À des niveaux de détention pareils, un mouvement des investisseurs japonais peut entraîner des effets de grande ampleur. Or ils semblent faire mouvement, d'abord du simple fait que les rendements au Japon se redressent, encouragés également par la ministre des finances, qui en appelle au retour des capitaux au pays. Où l'on a besoin d'eux : pour soutenir le yen.

depuis le choc Ormuz avait besoin de ça. La combinaison de hausses de taux et de récession promet d'être meurtrière dans le secteur du *private credit*, dont le paramètre vital, le taux de défaut des entreprises emprunteuses, va sortir de ses moyennes admissibles – il a déjà commencé : au plus haut à 6,3 % dit Fitch, peut-être à... 19 % selon Pimco, c'est dire dans quelle rassurante opacité on navigue. Le *private credit* qui, au passage, est devenu, les banques commençant à trouver que ça sent le roussi, la solution de refinancement de toute la pyramide IA. Si l'on y ajoute le maquis des opérations dites «à effet de levier», qui parient sur des hypothèses de taux à ne surtout pas chahuter, c'est l'édifice entier des dettes privées qui est à la veille de déstabilisations majeures.

M. Scott Bessent, le secrétaire au Trésor, en a parfaitement conscience. Si elle n'est pas enrayée, la montée continue des taux des US Bonds peut tout déclencher – tout : l'effondrement de la finance entière. Mettons-nous un instant dans sa tête : l'enchaînement des impératifs est simple. 1) Pour que les taux américains ne montent pas, il faut dissuader les investisseurs japonais de vendre leurs titres de la dette américaine ; 2) pour les en dissuader, il ne faut pas que le taux d'intérêt remonte au Japon, où les investisseurs seraient

de nouveau attirés par de meilleurs rendements ; 3) pour que le taux d'intérêt japonais ne remonte pas, il faut que le yen s'apprécie et n'ait plus à être soutenu par des taux plus élevés, précisément. Par conséquent, il faut aider le yen dans les marchés des changes. Si telle est la condition logique pour éviter l'effondrement de «tout», alors M. Bessent, lui aussi, est prêt à tout. En cet été 2026, il ne va pas y aller de main morte. Action coordonnée avec la Banque du Japon, pressions sur la Réserve fédérale pour la faire intervenir directement dans le marché des changes en faveur du yen, et surtout : opérations de *buybacks*. *Buyback* : rachat par le Trésor de sa propre dette dans les marchés obligataires.

Ces opérations ne sont pas exceptionnelles. Ce qui l'est davantage est que M. Bessent annonce soudainement à la mi-août le relèvement de leur plafond usuel : de 2 à 4 milliards de dollars. Quasi routinières jusqu'à présent, ces interventions sont en train de prendre un tout autre statut. Elles étaient destinées à régler finement la liquidité dans le marché de la dette souveraine, elles visent maintenant à y influencer directement les taux. Les investisseurs ne s'y trompent pas : M. Bessent est en train d'en faire un gros bâton. Pour les cogner. Le 9 septembre 2026, il l'annonce d'ailleurs sans ambages : «*Maintenant, la banque, c'est moi*(2)», déclare-t-il à la stupeur générale. Ici, il ne faut pas se tromper à propos de la «banque» : Bessent parle le langage du casino, la banque c'est l'entité contre laquelle personne ne gagne. Il est acquis que ce «la banque, c'est moi» va entrer dans l'histoire des crises de la monnaie-finance. Car il est une déclaration de guerre aux marchés obligataires, qui disent rarement non à un bon vieux

Dans l'affrontement des marchés et des autorités publiques, les marchés auront eu le dessus. C'est le genre d'événement dont il ne faut pas manquer de mesurer la portée : l'événement d'une ruine invisible, en avance des autres, la ruine d'un capital symbolique.

Les investisseurs ne sont pas près de lâcher leur avantage, et d'autant moins qu'ils se font une nouvelle musique et qu'ils se la chantent : «La "dette US" est hors de contrôle, voilà la cause de tout.» C'est le mouvement tournant qui consommera la défaite de M. Bessent. Car, dans cet argument, il n'est plus question de yen, de *carry trade* ou de quelque autre donnée extrinsèque : on ne regarde plus que la «dette US», la dette toute seule, la dette toute nue. Dès la fin août 2026, tout ce que la finance compte de voix autorisées s'est manifesté pour sommer M. Bessent de cesser ses «bricolages» (*tinkering*), pour lui expliquer que ce sont les marchés à qui il revient de fixer les prix, en l'occurrence celui de la dette américaine, non aux gouvernements ni à leurs importunes interventions, n'ayant d'autre effet que de «distorsion» – «le marché» revendique le monopole de la vérité des prix et n'est pas décidé à le laisser contester. «*Let the bond market*

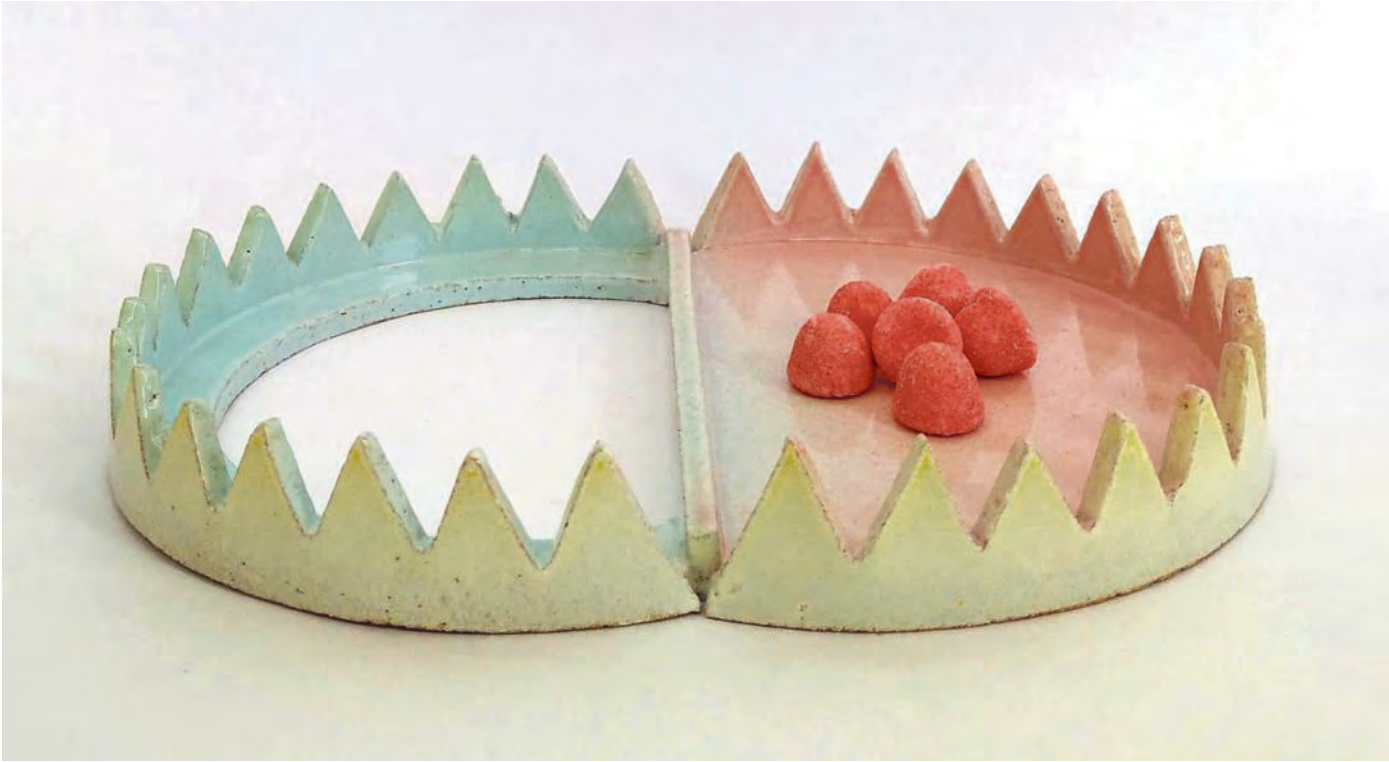
Vers la grande explosion ?

DES ces remaniements silencieux dans l'ordre dollar, il suit deux conséquences. La première est qu'on peut compter sur le discours des marchés pour ramener le tableau entier de la finance à l'unique problème de la «dette publique». Alors que la situation d'extrême fragilité financière, en première instance, doit tout à la dette

speak » («Laissez parler le marché des obligations»), enjoint le milliardaire et investisseur Stanley Druckenmiller à la «une» du *Wall Street Journal*(4).

Ce qui se joue cet été 2026 est une gigantomachie, et elle-même est un symptôme : l'autorité des autorités s'effondre. On ne les écoute plus. Terrible spirale dans laquelle la Bank of England avait été jadis engloutie : tout ce que fera M. Bessent pour tenir sa stratégie sera retenu contre lui. Que l'autorité de la puissance détentrice de la devise-clé soit ainsi atteinte est un événement considérable, annonciateur de très grandes bascules : celle de l'ordre dollar, ni plus ni moins. La dette américaine est maintenant questionnée. Comme celle d'un vulgaire État européen. Le statut d'hégémon, une fois installé, est cela même qui protège de ce genre de question, comme de celle de la parité d'ailleurs – dans l'histoire de sa domination, la parité du dollar a pu connaître d'amples fluctuations sans que ça lui pose le moindre problème de statut. La dette et la monnaie de l'hégémon sont le pivot du système monétaire et financier international, c'est-à-dire le lieu supérieur depuis lequel on émet les questions à l'usage des autres. Pas le lieu qu'on questionne.

Il n'y a pas de mystère : l'actif élu à cette dignité est toujours un titre souverain, estimé de la meilleure qualité. Peut-on imaginer meilleure qualité pour le *flight* que celle de la dette de l'hégémon ? Apparemment la question, qu'on ne soulevait même pas tant la réponse allait de soi, commence



VITOR REIS. – «Trap 1» (Piège 1), 2022

fight. À ce moment précis, tout le monde a en tête celui qui crut pouvoir mener la Bank of England en 1992 pour protéger le taux de change de la livre sterling. La Bank mordit la poussière, submergée par les forces du marché, et la livre finit éjectée du système monétaire européen. À l'appui de ses propos, M. Bessent annonce que le doublement du plafond des *buybacks* à 4 milliards de dollars ne s'arrêtera pas là et qu'il en jettera 6 dans la bataille. Ceux qui jouent la baisse («shortent») des US Bonds en seront pour leur frais : les *bonds* seront soutenus par les rachats du *Treasury*, leur prix ne fléchira pas, les investisseurs qui s'y seront essayés n'auront plus qu'à prendre leurs pertes – et à n'y plus revenir. Comme au poker, les marchés «appellent» le bluff. 6 milliards ? En fin de journée du 9 septembre, les taux américains continuent de monter. Les investisseurs non plus ne manquent pas de souffle : «*décevant*» (*sic*), ont-ils lâché(3), ils s'attendaient à 8, et même plutôt 10.

Monumentale raclée : le 9 septembre 2026 de l'US Bond va rejoindre le 16 septembre 1992 de la livre sterling.

privée. Revoilà la dialectique de l'explosif et du détonateur – en l'occurrence du détonateur qu'on va faire passer pour l'explosif. Et l'on anticipe déjà le parfait escamotage : à la trappe les énormités du *private credit* et de l'IA(5), leurs invraisemblables montagnes de dettes au bord de s'écrouler, mais en attente d'un krach des US Bonds qui viendrait in extremis les sauver idéologiquement.

Les investisseurs n'emporteront pas cette malversation au paradis : car un krach dans le marché de la dette américaine aura pour effet de détruire le *safe haven* : l'«actif sans risque». L'actif sans risque est celui vers lequel se tournent tous les agents de la finance quand le sinistre est général, que tous les autres actifs connaissent les dévalorisations massives du krach, qu'il faut fuir tous les compartiments car plus aucun n'est sûr – mais qu'il faut bien aller quelque part, parce que rester juste avec du cash sur les bras, c'est trop triste. Alors, dans un mouvement dit de *flight to quality* («fuite vers la qualité»), les investisseurs qui ont réussi à se dégager comme ils pouvaient des compartiments en ruine se ruent vers la dernière solution de placement : l'actif sans risque.

à se poser. Mais, alors, dans quelle situation nous retrouverons-nous au moment de la grande explosion ? Privés d'actif sans risque, le *safe haven* disparu. Les investisseurs à poil dans le Grand Nord, sans plus aucune idée un peu fiable d'où aller chercher abri. Puisque la finance convoque plus souvent qu'à son tour la langue anglaise, on va le dire ainsi : *you can run but you can't hide* («cours toujours, tu n'as plus nulle part où te cacher»). Disparition de l'actif sans risque, mort de l'hégémon : nous entrons en territoire sérieusement inconnu.

(1) «IA, le mur», La pompe à phynance, <https://blog.mondediplo.net>, 4 septembre 2026.

(2) Emily Herbert, Ramsay Hodgson et Ian Smith, «“I'm the house now” : Bessent warns currency traders not to bet against yen», *Financial Times*, Londres, 9 septembre 2026.

(3) Kate Duguid, Myles McCormick et George Steer, «Treasury yields jump as Scott Bessent's \$6bn buyback plan disappoint investors», *Financial Times*, 9 septembre 2026.

(4) Stanley F. Druckenmiller, «Let the bond market speak», *The Wall Street Journal*, New York, 24 août 2026.

(5) Lire «La crise sclérate», *Le Monde diplomatique*, mai 2026.

Pourquoi il faut

(Suite de la première page.)

Insoumis, écologistes et communistes voudraient prendre le relais de collectifs, d'associations d'usagers ou de syndicats en proposant l'augmentation du nombre de fonctionnaires, le développement des services de proximité, la création de pôles publics dans différents secteurs (transports, banque, etc.), une Sécurité sociale intégrale... Pourtant ceux qui, un peu partout sur le territoire, interpellent l'État ne veulent pas tous plus d'État. Ou, en tout cas, de l'État que la gauche tend parfois à idéaliser.

Historiquement, le rapport mobilisé à la puissance publique a d'abord revêtu la forme de révoltes liées au prix de la nourriture et de rébellions contre les ponctions fiscales : soulèvements des croquants du Quercy contre la gabelle (1624) ou de ceux du Périgord contre une taxe sur le vin (1637), révolte du papier timbré en Bretagne

(1675). Ces mouvements ciblent des décisions telles que les réquisitions de grains qui privent les paysans du fruit de leurs récoltes. L'injustice de l'impôt est d'ailleurs l'un des éléments moteurs de la révolution de 1789.

Dans un monde encore très rural, paysans et petits indépendants constituent le fer de lance des rébellions contre la puissance publique ; une forte solidarité territoriale les unit face à la domination à distance exercée depuis Paris. Ces résistances s'inscrivent dans la continuité des charivaris qui vouent le dépositaire de l'autorité politique (député, préfet ou sous-préfet) à la vindicte populaire. D'autres formes de mobilisation visent le pouvoir de normalisation de l'État. Lors de la guerre des Demoiselles (1829-1832) contre le code forestier de 1827, les valléens du Couserans (Ariège) se déguisent en femmes pour harceler les gendarmes et s'opposer à toute appropriation de leur forêt(1).

devient à la fois le tiers de confiance et l'instance d'arbitrage, notamment à l'occasion de chaque renouvellement des conventions collectives.

Plusieurs raisons expliquent les grandes grèves qui déburent en 1947. L'une des principales tient à la demande d'amélioration du niveau de vie adressée à la puissance publique, dans un contexte de blocage des salaires et de pénuries de ravitaillement. Près de deux millions de grévistes sont recensés, essentiellement parmi les cheminots, les mineurs, les métallurgistes, les dockers et les travailleurs de la chimie, avec souvent des affrontements d'une grande violence(3) : alors que le statut des mineurs de 1946 avait été salué comme un véritable progrès social, sa remise en cause à peine deux ans plus tard déclenche la colère des travailleurs concernés, qui s'estiment rejetés par les autorités. Et la férocité de la répression conforte ce sentiment.

Deux décennies plus tard, Mai 68 déferle sur tout le territoire, pour constituer l'État à la fois en interlocuteur et en adversaire. D'un côté, la grève ouvrière généralisée renforce le pouvoir syndical et relance l'aspiration à une régulation du capitalisme par la puissance publique. Les accords de Grenelle entérinent d'ailleurs d'importantes avancées, comme la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise. De l'autre, le mouvement de Mai, dans son versant étudiant, apparaît comme une « crise du consentement à l'ordre établi »(4), aux normes et aux institutions étatiques. Ainsi coexistent deux aspirations : une demande de davantage de protections et une volonté de s'émanciper de la tutelle des institutions.

La relation à la puissance publique des paysans se transforme également après la seconde guerre mondiale. Touchés par les crises de surproduction, les exploitants se tournent de plus en plus souvent vers elle pour demander des aides. Après la suppression de l'indexation des prix agricoles en 1958, les petits exploitants se mobilisent contre une politique de développement de l'agriculture produc-



© ADAGP PARIS, 2026 © DAMIR RADOVIĆ

DAMIR RADOVIĆ. – « Méduse », 2023

tiviste, comme en témoigne la révolte paysanne qui éclate en juin 1961 en pays bigouden (Finistère) : renouant en apparence avec les jacqueries paysannes (urnes brûlées, barrages de routes et affrontements violents), elle marque en réalité l'avènement d'une stratégie syndicale consistant à négocier avec la puissance publique pour cogérer la politique agricole(5).

Les années 1970 clôturent un cycle au cours duquel le rapport mobilisé à l'État s'est partagé entre une tendance à s'opposer à l'ordre social qu'il promeut et la volonté de bénéficier de sa protection face aux effets du marché. Le quadrillage du territoire par un certain nombre d'institutions a progressivement encastré les services publics dans la vie quotidienne des populations, avec une particularité en France : cette présence localisée s'accompagne d'une domination à distance s'exerçant depuis un lieu où se concentrent

les pouvoirs politique, économique et culturel – Paris, la capitale de tous les capitaux.

À la fin du xx^e siècle, le même rapport mobilisé évolue cette fois, en réaction aux multiples dégradations du modèle social, puis face au recul des services publics. Longtemps la protection sociale a fonctionné sans que ses bénéficiaires aient véritablement conscience de son importance. Sa remise en question au nom de l'équilibre des comptes en fait un enjeu de mobilisation. Avec un moment fort : les grèves massives de l'hiver 1995 contre le plan de restructuration de la « Sécu » et contre la fin programmée des régimes spéciaux de retraite. Le gouvernement doit retirer le volet du projet sur les pensions. La très grande popularité du mouvement révèle surtout l'importance de l'attachement au service public, devenu un véritable marqueur de la culture politique nationale.

Une certaine résignation

EN 2003, le projet d'aligner la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle du privé déclenche de nouvelles manifestations colossales, avec deux millions de personnes dans la rue au plus fort du mouvement. Face à ce qui s'apparente à une « révolution conservatrice » présentant des conquêtes comme des archaïsmes et les règles libérales comme l'aboutissement du progrès et de la raison(6), ces mobilisations révèlent un attachement à un système de protections ainsi qu'à des statuts simultanément remis en cause. Tout se passe comme si la confiance dans la pérennité du contrat social avait été trahie par un État qui aurait décidé de changer les règles de façon unilatérale, en faisant abstraction des sacrifices passés et en rendant plus incertain l'avenir.

Dans la durée néanmoins, l'incapacité de ces mobilisations à contrer des

réformes induisant une hausse des prélèvements ou une baisse des prestations engendre une certaine résignation, tout à fait manifeste face aux déremboursements des soins ou aux attaques contre l'assurance-chômage. Ces remises en cause, et le découragement qui les accompagne, ont fait évoluer le langage de la contestation, de la conquête de nouveaux droits à la défense d'acquis existants ; elles ont aussi entériné une nouvelle forme de rapport à l'État, cette fois centré sur la défense des services publics.

À la différence des réformes du système de protection sociale, les fermetures de ces services ne résultent pas de brutaux changements législatifs. Elles interviennent de façon insidieuse. Leur ampleur se mesure sur le long terme. Entre 1980 et 2015, les perceptions (ou centres) des impôts ont disparu dans 32 % des communes, les gendarmeries

(1) Peter Sahlin, *The War of the Demoiselles in Nineteenth-Century France*, Harvard University Press, Cambridge, 1994. Selon une autre hypothèse, le nom de la révolte fait référence aux fées pyrénéennes, les *hadas*, auxquelles les paysans attribuaient les attaques. Cf. Isaura Gratacos, *Fées et gestes. Femmes pyrénéennes : un statut social exceptionnel en Europe*, Privat, Toulouse, 1987.

(2) Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986. Cf. aussi Nicolas Delalande, *Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistance de 1789 à nos jours*, Seuil, Paris, 2014.

(3) Marion Fontaine et Xavier Vigna, « La grève des mineurs de l'automne 1948 en France », *Vingt-tième Siècle*, vol. 1, n° 121, Paris, 2014.

(4) Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal (sous la dir. de), *Mai-juin 1968*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2008.

(5) Nathalie Duclos, *Les Violences paysannes sous la I^{re} République*, Economica, Paris, 1998.

(6) Pierre Bourdieu, « Le mythe de la mondialisation et l'État social européen », dans *Contre-feux*, Raisons d'agir, Paris, 1998.



LES AMPHIS DE L'INFO

CLERMONT-FERRAND > 07/10
BRIVE-LA-GAILLARDE > 08/10
AVIGNON > 13/10 – LA ROCHELLE > 05/11
LILLE > 17/11 – MONTPELLIER > 24/11

ENTRÉE GRATUITE

ET EN 2027, ANGERS, CERGY-PONTOISE, NANCY, TOURS, CHAMBÉRY, LE HAVRE...

TOUTES LES INFOS SUR : LEMONDE.FR/LESAMPHIS

Le Monde france.tv dci

Photographie : © Mikhael Subotzky, 2008, Magnum | Design : Cheeri

À LA CRISE DES CARBURANTS

réenchanter l'État

dans 14 % d'entre elles, les maternités dans près de la moitié (45 %) et les écoles primaires dans un quart (24 %) (7). Cette lente désertification fait naître un sentiment d'injustice territoriale d'autant plus fort que les suppressions de telle ou telle administration apparaissent comme des décisions arbitraires prises par des instances lointaines sans aucun contact avec les réalités locales.

La refonte de la carte militaire en 2008 a conduit le pouvoir central à privilégier une ville plutôt qu'une autre en y maintenant une caserne, sans que ces choix aient fait l'objet d'un débat public préalable. Commercy a ainsi perdu près de neuf cents emplois à la suite de la suppression du 8^e régiment d'artillerie, auxquels il faut ajouter la disparition de centaines d'emplois induits ; jadis vouée à la cause militaire, cette commune de la Meuse deviendra, quelques années plus tard, un point de ralliement des « gilets jaunes ». L'absence de consultation a aussi caractérisé la réforme de la carte judiciaire mise en

œuvre la même année 2008. De nombreuses villes, petites et moyennes, ont alors perdu du jour au lendemain le statut symbolique que leur confèrait la présence d'un tribunal.

La défense des services publics débouche rarement sur de grandes manifestations, même à l'occasion de suppressions programmées à l'échelle du pays, comme dans les cas de la refonte des cartes militaire et judiciaire. Malgré quelques grands défilés parisiens, le mouvement des « gilets jaunes » (qui revendiquait des services publics de qualité autant qu'il critiquait la fiscalité) s'est essentiellement caractérisé par une relocalisation du politique autour des ronds-points. À cet égard, la généralisation de l'utilisation d'Internet ou des réseaux sociaux n'a pas seulement contribué à la rarefaction des lieux de sociabilité, elle facilite aussi ces mobilisations locales. Mais avec des succès variables selon les territoires et, surtout, selon les services concernés.

Souveraineté territoriale

UNE suppression de centre des finances publiques ou de tribunal engendre rarement des protestations au-delà des personnels qui y travaillent. En revanche, les fermetures de gares, d'écoles, de bureaux de poste, d'hôpitaux ou de maternités suscitent davantage de manifestations. À l'annonce de la fermeture de l'un de ces services, la contestation peut prendre des formes très diverses : cortèges, rassemblements, banderoles placées devant les sites hospitaliers et à l'entrée des villes, organisation de débats, blogs, référendums improvisés ou recours au tribunal administratif. Si elle peut impliquer des syndicalistes ou des militants de gauche pour qui l'enjeu reste la poursuite d'un combat partisan, on y retrouve d'autres profils : des habitants qui, comme cet ancien maire d'un village du Grand Est, soutiennent les services publics au nom de la survie de leur territoire – « *Nous arrivons à une désertification. Nous avons encore la chance d'avoir un médecin et une petite épicerie. Les habitants de nos campagnes n'ont plus de services publics. Et, bien sûr, maintenant, c'est le tour de l'hôpital. On se sent paumés...* » ; mais aussi ceux, souvent des femmes, qui défendent ces services au nom de la qualité de leur accueil et de leur capacité à s'occuper de chaque personne dans sa singularité (8).

Ainsi composés, ces mouvements tendent à se fédérer autour d'un enjeu de souveraineté territoriale. Le départ des services publics précède souvent celui des commerces et activités de proximité (le cabinet médical puis le café, la banque ou la boulangerie). Le sentiment de perte de contrôle sur son propre lieu de vie se trouve redoublé : d'un côté, il progresse à mesure que les services publics se déplacent dans des pôles plus éloignés ; de l'autre, il est accentué par la multiplication de décisions prises dans des instances administratives ou politiques éloignées des lieux concernés. Avec une dimension symbolique supplémentaire pour les maternités. La naissance dans une ville est inscrite dans l'état civil des personnes et constitue un marqueur fort du lieu d'origine. Les collectifs constitués pour le maintien de maternités ont d'ailleurs été plus souvent victorieux, comme à Carhaix en 2008 : la mobilisation massive d'élus, de syndicats de salariés et d'habitants a conduit à l'abandon du projet de rattachement à l'hôpital de Brest. La composition sociale de ces collectifs ainsi que leur

autorité publique (Grenoble en 2000, Paris en 2010 ou encore Nice en 2014). Néanmoins, ces formes de politisation n'expriment pas non plus une confiance aveugle. Plutôt la croyance que la puissance publique sera moins indifférente que le privé aux enjeux de prix, ou environnementaux.

Tandis que la défense des services publics continue d'occuper une place centrale parmi les revendications des partis de gauche, la prise en compte de ses formes concrètes comme des profils de ceux qui s'y impliquent incite donc à nuancer sa dimension idéologique, voire sa portée politique. En mettant en avant leur ancrage territorial comme un gage de neutralité, ces mobilisations entendent surtout rassembler de façon large, mais s'empêchent du même coup de peser au-delà d'un espace circonscrit. Si elles ont d'autant plus de chances de se développer qu'elles se présentent comme un enjeu de survie pour le territoire, cette dimension locale rend improbable la construction d'un mouvement qui se déploierait à l'échelle nationale.

Du reste, loin d'être le produit d'une adhésion inconditionnelle à l'État, ces mouvements entretiennent un rapport équivoque à la puissance publique : d'un côté, un attachement affiché aux agents de première ligne et aux dispositifs de protection qui leur sont associés ; de l'autre, une défiance manifeste, voire une hostilité déclarée, à l'égard de la noblesse d'État et des autorités éloignées. La dématérialisation n'a fait qu'accentuer ce sentiment de dépossession, avec toutefois des effets différents selon la position dans l'espace social. Les catégories supérieures s'accommodent certes du repli des services en parvenant à les faire fonctionner à distance. Mais les classes moyennes et populaires les considèrent, elles, comme des entités inhumaines au bénéfice des autres, les assistés, les immigrés. Le Rassemblement national (RN) s'emploie depuis longtemps à politiser cette « *révolte du ressentiment* » dont parlait déjà Pierre Bourdieu.

À tout cela s'ajoute le désenchantement de ceux qui font fonctionner au quotidien le service public, sur lequel le

RN capitalise aussi. Le soutien aux candidats de ce parti est ainsi passé de 9 % en 2007 à 28 % en 2022 parmi les agents de la fonction publique d'État, de 12 % à 36 % chez les agents territoriaux (9). La dégradation des conditions de travail et la conviction de ne plus être ni compris ni protégés par leur hiérarchie ont nourri la défiance à l'égard de la puissance publique. Ce sentiment pourrait expliquer le revirement vers des mouvements politiques valorisant l'autorité d'un État fort d'un électorat historiquement ancré à gauche. D'autant plus que les mobilisations organisées par les fonctionnaires de terrain et leurs organisations syndicales pour s'opposer à la « *destruction d'une civilisation associée à l'existence du service public* » (10) ont été nombreuses mais très peu entendues.

Les grands médias accordent d'abord de considération, à celles d'une haute fonction publique (diplomates, magistrats...) longtemps indifférente aux effets du grand démantèlement sur les agents et les usagers (11). Si certains cadres supérieurs du public n'ont pas hésité à tirer parti individuellement des transformations de l'État, d'autres tentent désormais de résister à sa remise en cause généralisée, par exemple au sein de Nos services publics. Créé en avril 2021, ce collectif publie des rapports pour « *retrouver le sens qui fonde le service public et ses missions au quotidien* ». Sa plus récente enquête, réalisée auprès de plus de vingt mille agents, montre que le rationnement des moyens comme la

Retour des œuvres sociales ?

LE 2 juillet 2026, au terme d'une cérémonie à l'hôtel des Invalides, M. Bernard Arnault a ainsi officialisé un don de 50 millions d'euros à l'École polytechnique, comblant de joie le premier ministre. « *Il faut décroïsonner le civil et le militaire, le privé et le public, et non ressusciter les vieilles querelles* », a alors déclaré M. Sébastien Lecornu. Le brouillage de la frontière entre public et privé apparaît comme le meilleur moyen d'invisibiliser les renoncements du premier. Lorsqu'elle est tournée vers de grandes causes consensuelles, comme la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris après l'incendie de 2019, la philanthropie peut devenir un moyen de souligner les insuffisances de l'administration : derrière la volonté de remplacer l'impôt par une contribution volontaire, il y a la conviction que l'État gère mal l'argent qu'il prélève et que ceux qui sont au plus près du terrain économique savent mieux le dépenser. La philanthropie se tourne aussi de plus en plus souvent vers le financement d'œuvres dites « sociales », couvrant des domaines tels que l'éducation, la formation, l'insertion professionnelle ou la lutte contre la pauvreté. À la différence des services étatiques accessibles à tous les publics, cette forme de paternalisme cible les « *pauvres méritants* », ainsi incités à se démarquer des fractions les plus précarisées des classes populaires – et à nourrir une défiance plus grande encore à l'égard de l'État et de sa légitimité à redistribuer les richesses.

La mise en faillite des services publics et la fuite en avant pour confier leurs missions au privé rendent d'autant plus impérieuses les mobilisations pour leur avenir. Mais, en France, ce rapport mobilisé à l'État a donc toujours été marqué par son ambivalence, partagé entre une demande toujours très forte pour bénéficier de sa protection et une volonté de s'émanciper de la puissance publique, ainsi que par le ressentiment né d'un centralisme étatique vieux de plusieurs siècles. À cela se combine

dégradation des conditions de travail accentuent le hiatus entre la conviction de n'avoir plus les moyens d'accomplir sa mission et le refus de se satisfaire de cet empêchement (12).

Les pouvoirs publics, eux, s'emploient à éteindre les conflits autour de l'avenir des services publics, en arguant que leur redéploiement correspondrait aux évolutions des nouvelles technologies, ou que leur concentration dans les grandes métropoles serait gage de plus grande qualité. Parallèlement, ils ont fait droit à la mobilisation des classes dominantes : ainsi, pour s'approprier des missions d'intérêt général en lieu et place de l'État, la philanthropie se développe. Elle permet aux ménages fortunés, ou aux entreprises, de s'acquitter de leurs obligations fiscales en choisissant des causes à financer. Entre l'adoption en 2003 de la loi dite « Aillagon » – du nom de M. Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture de Jacques Chirac (2002-2004) – et 2023, le nombre de mécènes individuels a été multiplié par trois, passant de 1,3 à 5,4 millions, et le montant des dons déclarés par les entreprises quasiment par huit (13). En facilitant cette forme de solidarité privée – promue par des lobbys comme Admical (14) –, les gouvernants font d'une pierre deux coups : ils entérinent la réduction des dépenses publiques et satisfont la revendication des plus riches de pouvoir gérer la société au nom du « *bien commun* », en lieu et place d'une action publique financée par l'impôt.

aujourd'hui, au sein de larges secteurs de la population, la défiance envers une autorité étatique dans laquelle on ne croit plus, ou on ne se reconnaît plus. Y compris au sein même de l'administration, chez des agents qui ont pourtant vocation à incarner et à défendre l'intérêt général.

La gauche aurait donc tort de croire qu'il suffit de brandir la défense des services publics dans un geste de générosité de la capitale en faveur des zones déshéritées. Il paraît impossible de construire un projet qui puisse rallier les classes populaires rurales, les minorités discriminées et toutes les catégories déçues par la puissance publique sans prendre la peine de réenchanter l'État. D'abord, bien sûr, en restaurant la justice fiscale et en relégitimant la cotisation sociale, mais aussi en rendant davantage visible tout ce que fait la puissance publique et que la population trop souvent ignore – par exemple le financement de 75 % des dépenses d'éducation et de 80 % de l'offre de soins... Ce réenchantement commande, aussi, d'en finir avec les choix systématiquement dictés aux territoires par Bruxelles, Paris ou les métropoles régionales, en inventant de nouvelles formes de délibération, comme le revendiquaient les « gilets jaunes ». Pour démocratiser, vraiment, les choix qui touchent à l'avenir des services publics.

ALEXIS SPIRE.

(7) Aleksandra Barczak, Thibault Courcelle, Mohamed Hilal et Aurelio Labat « Présence des services dans les territoires : quelles évolutions et représentations ? », dans Thibault Courcelle, Ygal Fijalkow et François Taulelle (sous la dir. de), *Égalité, accessibilité, solidarité : les renoncements de l'État. Services publics et territoires ruraux*, Le Bord de l'eau, Carignan-de-Bordeaux, 2024.

(8) Joseph Hivert et Alexis Spire, « Face au retrait de l'État. La valeur territoriale des ressources politiques dans les mobilisations pour les services publics », *Politix*, vol. 35, n° 137, Paris, 2022.

(9) Luc Rouban, *La Vraie Victoire du RN*, Presses de Sciences Po, Paris, 2022.

(10) Pierre Bourdieu, « Contre la destruction d'une civilisation », dans *Contre-feux*, op. cit.

(11) Lire Simon Arambourou et Grégory Rzepksi, « La réforme dévore ses enfants », *Le Monde diplomatique*, décembre 2022.

(12) « Travailler dans le service public : enquête sur le vécu des agent-es public-ques », 2026, <https://nosservicespublics.fr>

(13) Sonia de La Provôté et Colombe Brossel, « Rapport sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé », n° 860, Sénat, Paris, enregistré le 7 juillet 2026.

(14) Lire Johan Popelard, « Joies troubles du mécénat », *Le Monde diplomatique*, janvier 2013.



© ADAGR, PARIS, 2026 © DAMIR RADOVIĆ



PROCHE - ORIENT		SOCIÉTÉ	BIOGRAPHIES
COMPRENDRE LA QUESTION KURDE. – Didier Billion <i>Armand Colin, Paris, 2026, 224 pages, 19,90 euros.</i> Du démembrement de l’Empire ottoman (1918-1922) aux attaques américaines contre l’Iran (2026), en passant par les deux guerres du Golfe (1990 et 2003) et la guerre civile en Syrie (2011-2024), les Kurdes n’ont cessé de se battre pour la reconnaissance de leurs droits culturels et politiques. Une constante : à chaque déstabilisation du Proche-Orient, la « question kurde » revient sur le devant de la scène internationale. En analysant, avec rigueur et pédagogie, les étapes de la longue résistance d’un peuple toujours sans État, Didier Billion, directeur adjoint de l’Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), décrypte, sans simplification, une lutte qui touche des communautés réparties dans quatre pays (Iran, Turquie, Irak et Syrie). L’auteur note que la lutte armée n’est plus l’« <i>unique moyen promu pour faire valoir [ses] revendications</i> ». Au-delà du vieux rêve d’indépendance, les organisations kurdes vont devoir, selon lui, se concentrer sur la « <i>question des droits démocratiques culturels et politiques</i> » au sein même des États fédéral (Irak) et centralisés (Turquie, Iran et Syrie) qui leur contestent toujours le droit à une autonomie territoriale. OLIVIER PIOT LA PALESTINE AU CŒUR DU CAPITALISME MONDIAL. – Adam Hanieh, Robert Knox et Rafeef Ziadah <i>Éditions Amsterdam, Paris, 2026, 160 pages, 13 euros.</i> Alors que certains analystes insistent sur l’extrémisme du gouvernement israélien actuel ou l’activité du lobby pro-Israël en Occident, les auteurs de cet ouvrage proposent d’examiner les convergences et conflits d’intérêts économiques et politiques dans la région. Ils retracent l’histoire d’une zone riche en combustibles fossiles, où l’Occident avait besoin d’un point d’appui, d’où l’importance pour les États-Unis de légitimer Israël, et pour Israël, de prendre le contrôle de l’économie palestinienne. Leur propos entend mettre au jour une continuité depuis les accords d’Oslo jusqu’à aujourd’hui : le génocide serait un moyen, extrême, mais s’inscrivant dans le sillon d’autres mécanismes visant le même résultat, comme le contrôle économique et la restriction de circulation. L’histoire d’Israël serait avant tout celle d’un colonialisme de peuplement impliquant, comme toujours, un racisme à caractère exterminateur. Dès lors, la question palestinienne apparaît moins comme une exception, et la solidarité devient « <i>un combat commun contre les structures responsables de la dépossession, de la répression et de l’exploitation, dans la région et au-delà</i> ». NIELS LEVERBE		LE REFROIDISSEMENT TECHNOLOGIQUE. – Vincent Peyret <i>Le Monde à l’envers, Grenoble, 2026, 72 pages, 5 euros.</i> Un titre surprenant, qui condense avec humour le point de vue de Vincent Peyret, relaté à travers de nombreuses anecdotes : avec le numérique, notre quotidien a perdu en chaleur humaine. En tant qu’adultes, nous nous en accommodons plus ou moins, mais les enfants peuvent en être bousculés, à l’instar de la fillette de l’auteur, qui, dans un train, cherchait maladroitement à entrer en interaction avec des voyageurs. En vain : ils n’arrivaient pas à se « <i>déscotcher</i> » de leurs écrans... Soucieux d’en regarder aussi les aspects potentiellement positifs, Peyret (qui anime la rédaction du <i>Postillon</i>, journal satirique de Grenoble), reconnaît que oui, Internet permet des choses formidables, mais il lui importe d’en « <i>réaliser l’audit complet</i> ». Se demandant s’il y a plus de bonheur dans le monde qu’il y a trente ans, il constate qu’au contraire le « <i>numérique bouche l’horizon</i> » et diffuse des « <i>sortes de gaz à effet de porte de verre entre les gens et à l’intérieur d’eux-mêmes</i> ». CHRISTOPHER POLLMANN FORESTIER-ES. – Sous la direction d’Anouk Lejczyk <i>Dire le travail, Paris, 2026, 192 pages, 18 euros.</i> Paru dans la collection «Excursions littéraires» de la coopérative Dire le travail, voilà un recueil au sens plein du terme : recueil de poèmes, fictions ou récits de ceux qui travaillent avec la forêt, mais aussi rassemblement d’expériences diverses. De la formation de bûcheron à l’élaboration d’un plan de coupe, en passant par une réunion de terrain en vue de la construction d’une desserte forestière, ou par une prospection hivernale visant à repérer grands tétras et gélinittes, entre abattage, ébranchage et débardage, les trente-quatre textes tracent avec précision et imagination les contours de ces travaux. Gestionnaires, bûcheronnes, gardes forestières évoquent les plaisirs et les douleurs d’être «au bois», comme les conséquences délétères du dérèglement climatique ou du démantèlement néolibéral de leurs missions. Il y a dans l’ensemble une liberté et une fermeté où l’on pourra entendre un écho du style d’Anouk Lejczyk (<i>Copeaux de bois</i>, Les Éditions du Panseur, 2023), qui a accompagné les onze auteurs et autrices dans leur travail d’écriture. Georges Navel et John Berger ne sont pas loin, il est bon de passer du temps avec leurs compagnons d’aujourd’hui. CLOTILDE THOURET TRAVAIL. – Marie-Anne Dujarier <i>Anamosa, Paris, 2026, 112 pages, 9 euros.</i> Quel sens donner au mot «travail» dans la société contemporaine ? Multivoque, il peut désigner tout à la fois une activité, un résultat, une situation sociale. Ce court essai analyse la notion dans toutes ses acceptions ainsi que leurs conséquences sociales. Lorsque l’on parle de «production utile», par qui cette utilité est-elle affirmée ? Les combats féministes enseignent que la qualification même de travail relève du rapport de forces. Le terme renvoie également à une division sociale des tâches et, généralement, au salariat. Dès lors, comment déjouer le lien établi entre insertion sociale et subordination professionnelle ? Comment penser le contrat de travail dans un monde traversé de rapports de pouvoir ? Livre utile dans une société où certains brandissent la «valeur» pour mieux individualiser une condition sociale : celle qui oblige chacun à vendre sa force de travail sur un marché qui n’offre pas d’emploi à tous. La sociologue Marie-Anne Dujarier, sensible aux ambiguïtés du revenu universel et peu favorable aux luttes collectives destinées, selon elle, à adoucir la situation, soutient de façon éclairante l’appropriation collective des moyens de subsistance. N. L.	LA VÉRITABLE HISTOIRE D’UN PETIT GARS MONTÉ À PARIS POUR FAIRE LA RÉVOLUTION. René Lefeuvre dans les combats du xx^e siècle. – Denis Heudré <i>Syllepse, Paris, 2026, 144 pages, 12 euros.</i> Artisan maçon autodidacte devenu correcteur d’imprimerie, René Lefeuvre (1902-1988) va s’enthousiasmer pour la révolution d’Octobre, mais la lecture de <i>La Révolution russe</i> de Rosa Luxemburg – « <i>la seule femme que j’ai aimée</i> », dira cet homosexuel tourmenté – va éveiller son esprit critique. En 1936, il fonde ce qui sera le grand œuvre de sa vie, les éditions Spartacus, avec pour premier titre <i>Seize Fusillés. Où va la révolution russe ?</i>, de Victor Serge. La grande période, ce sont les années 1968-1979, qui verront la publication d’une centaine de titres avec pour credo l’anticapitalisme, l’anticolonialisme, le refus du fascisme et l’antibolchevisme dans une veine marxiste antiautoritaire. Il avait fait sienne la formule de son ami Jorge Valadas, alias Charles Reeve : « <i>Le désir de changer le monde est indispensable à qui prétend vivre debout.</i> » JEAN-JACQUES GANDINI MON REFUGE ET MON ORAGE. – Arundhati Roy <i>Gallimard, Paris, 2026, 400 pages, 24 euros.</i> Cette autobiographie, Arundhati Roy l’écrit comme un roman. Elle la commence quand sa mère vient de disparaître, et c’est d’abord un portrait de cette femme, figure féministe et parent redoutable, qu’elle peint, dans ce qui fut « <i>un livre aussi difficile à écrire qu’il l’est à ne pas écrire</i> ». C’est aussi une fresque politique et sociale car, comme sa mère, elle est une combattante (« <i>Mrs Roy m’a appris à penser, puis ma façon de penser l’a rendue furieuse</i> »). Au mépris du danger, elle rédigea plusieurs articles et livres en soutien aux luttes des opprimés – comme celle qui s’oppose à la construction du barrage de la Narmada –, elle marchera aussi dans la forêt de Dandakaranya avec la guérilla naxalite. D’abord architecte, puis scénariste, elle travaille pendant quatre ans à son roman <i>Le Dieu des petits riens</i> (1997), qui a connu un grand retentissement international. Assumant la porosité entre réel et fiction, elle intègre à son récit Anjum, le personnage intersexé au cœur de son deuxième roman, <i>Le Ministère du bonheur suprême</i> (2017), qui fonde une communauté trans dans un cimetière... HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD FRANÇOIS ET SES FRÈRES. <i>Biographie collective de François d’Assise.</i> – Sylvain Piron <i>La Tempête, Bordeaux, 2026, 336 pages, 22 euros.</i> « <i>Le séjour terrestre de François n’est pas passé inaperçu</i> », écrit Sylvain Piron dans le livre qu’il consacre au fondateur de l’ordre franciscain et à ses compagnons. Pourtant, la tâche du biographe n’est pas simple. François n’a laissé que peu d’écrits, et les récits de sa vie produits après sa mort, en 1226, sont des collections de souvenirs et de paroles rapportées, aux visées hagiographiques ou politiques. L’auteur entreprend de retrouver les faits derrière la légende rétrospective, l’anecdote inexacte, les histoires de miracle. Il s’appuie sur des avancées historiographiques, des arguments grammaticaux, géographiques ou patronymiques et des sources externes (légende locale, iconographie). Le plaisir de lecture tient à ce que Piron mêle le récit de la vie de François à celui de sa réflexion historique : il donne à voir les raisons qui le poussent à suivre une source et précise le degré de certitude à accorder à sa propre version d’un épisode. Cette conception horizontale du savoir reflète celle de son sujet qui, malgré son institutionnalisation dans l’Église, n’a cessé de vouloir être un frère et non un maître. MAXIME TOSCAN DU PLANTIER
AFRIQUE			
LA MAUVAISE RÉPUTATION. Essai sur les frontières africaines. – Caroline Roussy <i>Riveneuve, Paris, 2026, 224 pages, 11,50 euros.</i> « <i>Il semble plus difficile de déboulonner un mythe qu’une statue</i> », reconnaît la chercheuse Caroline Roussy. Non, les frontières africaines n’ont pas été tracées lors de la conférence de Berlin en 1884-1885. Le mythe de leur « artificialité » nourrit les amertumes postcoloniales et les déclinaisons du discours panafricainiste. Sans jamais minorer les ressorts de cette « <i>mauvaise réputation</i> », ainsi que les blessures qu’elle signale, cet essai apporte un éclairage décisif sur les « <i>processus longs et négociés</i> » de ce qu’on peut nommer une coproduction entre puissances coloniales et acteurs locaux. Parce que toute frontière est un « <i>objet politique</i> », l’Organisation de l’unité africaine (OUA) a adopté, en 1964, le principe de leur intangibilité. Cette décision, pragmatique et lucide, consacre la compatibilité entre les souverainetés territoriales et l’idéal d’intégration panafricaine. On comprend alors comment les Africains sont devenus acteurs et dépositaires de leur géographie. Au gré des processus d’intégration, des crises et des recompositions géopolitiques. FRANCIS LALOUP KONGO ET ANGOLA. 1650-1750. Une rencontre en images. – Cécile Fromont <i>CNRS Éditions, Paris, 2026, 225 pages, 39 euros.</i> Les centaines de textes, dessins et gravures qui illustrent cet ouvrage lèvent le voile sur un pan méconnu de l’histoire de l’Afrique pré-coloniale. En 1645, des capucins franciscains abordent l’embouchure du fleuve Congo, afin d’évangéliser les populations du royaume du Kongo et de l’Angola. Ils multiplient les écrits, riches de très nombreuses images destinées à la hiérarchie papale et à l’instruction des futurs frères. Cécile Fromont, professeure d’histoire de l’art et d’architecture à Harvard, interroge ce « <i>corpus visuel capucin</i> » en le reliant aux contextes culturel, social et politique des peuples concernés. Elle note que l’enjeu central des capucins consistait à « <i>extirper de cette région ce qu’ils jugeaient être de l’idolâtrie</i> ». Certaines aquarelles montrent des scènes pacifiques et d’autres d’une extrême violence. L’historienne insiste sur le « <i>processus de création transculturelle</i> » qui fut mis en œuvre, les missionnaires ayant développé des échanges avec les érudits africains. OLIVIER PIOT			

LITTÉRATURES

Et Spinoza sourit

Une légende de Ryad Girod

Barzakh, Alger, 2026, 268 pages, 16 euros.

ENTRE la France et l’Algérie, les brumes parisiennes et la côte algéroise, une équipe de tournage s’affaire à mener à bien la septième saison de la série télévisée *Le Bureau des légendes*. Dans une location au «balcon Saint-Raphaël», auquel a donné son nom le belvédère qui offre un panorama de toute la baie, un divan, deux fauteuils, une bibliothèque vide, une table basse, l’habituel bruit des vagues, le vent léger qui se lève parfois pour remplir les rares silences – et des rêveries cosmiques. Car là, au sommet de la falaise, l’esprit de la locataire, fugueur et libre, déborde, échappe au réel. Dans son nouveau roman, l’écrivain algérien Ryad Girod évoque le destin de Sarah, qui, semblable au portrait de Jésus dressé par l’apocryphe *Évangile de Judas*, consent aux ruses du destin pour se débarrasser de l’enveloppe mortelle qui l’habille. Le roman ne le dit pas explicitement mais on peut le déduire : Sarah, astrophysicienne et actrice à ses heures, adopte une distance rieuse à l’égard du culte de la performance, de la célébrité aliénante et des petites bassesses ordinaires. À s’en tenir au strict déroulement des scènes, on pourrait croire à une banale crise existentielle paralysant la carrière d’une artiste montante. Mais *Une légende* est loin de se réduire à un drame psychologique.

Telle que la rapportent les voix cosmiques qui en tissent la trame, l’histoire de cette femme peut d’abord se lire comme celle d’une scientifique qui, après avoir échoué à convaincre la direction de l’Observatoire de Paris du caractère «révolutionnaire» de ses recherches sur l’existence de vies extraterrestres, se perd dans des considérations brumeuses sur le temps, l’immortalité de l’âme et l’origine de l’univers. Cette narration en spirale conduit toutefois le lecteur vers des interrogations inattendues : comment vivre dans un corps animé par un souffle hybride, mi-humain, mi-céleste ? Et comment observer et comprendre les mystères auxquels donne accès cette condition avec une intelligence enchaînée à ses limites terrestres ?

Avant d’atterrir à Alger, l’avion dans lequel voyage Sarah est secoué par de violentes turbulences, le pilote doit faire escale à Majorque. Persuadée que les passagers ont « *évit*é le crash », elle passe six heures « *au bar des escal*es » à se demander si « *tout ça n’était pas un signe pour qu’elle fasse marche arrière* ». Quand le tournage commence, Sarah cherche toujours à échapper à la mort. Entre sa résidence et l’hôtel où se jouent les scènes de la série, elle scrute anxieusement le mouvement des cieux et s’investit peu dans le projet mené par Éric, le scénariste, qui ne valide ses textes qu’après la lecture à voix haute d’un passage de *L’Éthique* de Baruch Spinoza.

Divagations, errances. Sarah, aidée par les forces cosmiques qui veillent sur elle, voyage entre les époques, goûte aux bizarreries du Moyen Âge et se voit semblable aux atomes. Lorsqu’elle rouvre les yeux, un mystérieux Johannes, musicien immortel et ensorceleur, vient lui rendre visite pour absorber ses peurs. Soudainement, la narration dévie. Le scénario change. Tout se brouille. D’aucuns décident qu’elle doit mourir... sur scène. Fidèle à elle-même, Sarah ne retranche rien à ce nouveau scénario : la mort n’est qu’un mauvais songe.

Ryad Girod, mathématicien de formation, est devenu célèbre avec *Les Yeux de Mansour* (Barzakh-POL, Alger-Paris, 2018). *Une légende* est son quatrième roman. C’est un monde.

FARIS LOUNIS.

LITTÉRATURE

Mosaïque bulgare

IL y a quarante ans, de l’autre côté du rideau de fer, se jouait une tragédie à huis clos qui a affecté la vie de plus d’un million de personnes et est aujourd’hui tombée dans l’oubli. En 1984, le Parti communiste bulgare décida d’engager un processus de «régénération nationale» des minorités musulmanes du pays – Turcs, Slaves musulmans nommés Pomaks, ou Roms –, soit officiellement 14% des 8,9 millions d’habitants que comptait alors le pays.

Les prénoms et noms de famille furent «bulgarisés», tandis que l’usage public de la langue turque était interdit, et toute pratique de l’islam, sévèrement réprimée. Le terme de «régénération» ou «renaissance» (*vazrazhdane*) choisi pour désigner cette campagne renvoie à la «renaissance nationale» de la fin du xix^e siècle, quand la Bulgarie s’est détachée de l’Empire ottoman pour accéder à l’indépendance; et il a été repris par un parti d’extrême droite devenu fort influent ces dernières années. Dans sa très fine étude des arts et notamment du cinéma bulgare sous le communisme, Nadège Ragaru montre comment le régime a eu recours en 1988 à une «super-production», le film *Temps de violence*, en deux volets, pour réactiver dans l’opinion l’image noire de l’époque ottomane et glorifier, par contraste, la vertu et le courage des orthodoxes, alors que l’Église était devenue un fidèle soutien du pouvoir communiste sur le déclin (1).

Un an plus tard, alors que ce régime vivait ses dernières heures, il ouvrit même ses frontières avec la Turquie, poussant les réfractaires à la «régénération» à prendre part à ce qui fut appelé la «grande excursion» : près de 400 000 personnes émigrèrent de force en Turquie. Certaines familles y sont restées, d’autres sont vite revenues en Bulgarie; mais, si le parti politique prétendant représenter la communauté turco-musulmane a joué un rôle majeur et controversé dans la Bulgarie post-communiste, les violences des années 1980 demeurent un sujet très peu évoqué dans le pays.

L’émergence d’une jeune génération d’auteurs d’expression bulgare issus de la minorité turque est d’autant plus remarquable. La traductrice Marie Vrinat offre au public francophone la possibilité de découvrir deux d’entre eux. *Le Garçon à la lavande* est le lumineux premier roman de Burhan Kerim, né en 1995. Youssouf, le narrateur, installé à Sofia, apprend le décès de son grand-père et retourne au village, où sa famille cultivait des champs de lavande. Dépeuplé, il est presque à l’abandon, mais les souvenirs d’enfance de Youssouf vont se mêler à ceux du défunt ainsi qu’à la mémoire du village et de la région, tout imprégnée de la dureté du xx^e siècle, tandis que sont aussi évoquées les grandes figures de la Bible et du Coran et les classiques de la poésie persane (2).

Eminé Sadk, née en 1996, marie quant à elle l’humour et le tragique pour raconter l’épopée de Nikolaï Todorov, terne professeur de géographie dans une petite ville du sud-est de la Bulgarie. À la suite d’un dîner avec ses collègues qui tourne mal, il s’enfuit et entame une longue errance à travers les villages roms et turcs du Loudogorié – Deliorman en turc –, une région déshéritée s’il en est. Le vieux Muhittin va l’accueillir en évoquant la figure de son père, qui fut l’un des rares enseignants à s’opposer au processus de «régénération», ce que Nikolaï ignorait. Si le roman est profondément pessimiste quant aux possibilités de voir la Bulgarie se réconcilier avec son passé, il représente aussi un magnifique hommage aux rapports entre humains, à leur pouvoir de revitalisation (3).

JEAN-ARNAULT DÉRENS.

(1) Nadège Ragaru, « *Et maintenant, où va-t-on ?* ». Le communisme en scène, Eur’Orbem éditions, Paris, 2025, 402 pages, 24 euros.
(2) Burhan Kerim, *Le Garçon à la lavande*, traduit du bulgare par Marie Vrinat, La Peuplade, Montréal, 2025, 360 pages, 23 euros.
(3) Eminé Sadk, *Caravane pour corbeaux*, traduit du bulgare par Marie Vrinat, Agullo Éditions, Villenave-d’Ornon, 2026, 288 pages, 20,90 euros.



DU MONDE

Espèces d’espaces

Aspects
de Ian McDonald

*Traduit de l’anglais par Gilles Goullet
Le Bétial’, Moret-Loing-et-Orvanne, 2026,
128 pages, 11,90 euros.*

C’EST un texte court, ce qu’on appelle souvent une *novella*, et c’est un texte ancien (2008), mais il est une parfaite introduction à l’univers d’un des plus importants auteurs de science-fiction d’aujourd’hui. Ian McDonald fait montre dans *Aspects* d’une imagination rarement déployée avec autant de vigueur et aussi peu de pages, et y met déjà en scène l’essentiel de ses préoccupations. Dans un lointain futur, l’humanité s’est multipliée en quantité d’espèces, toutes adaptées à des environnements très différents. Sur Tay, monde-océan, le jeune Ptey va se rendre à la Maison de Multiplication, pour «déplier» les huit personnalités qui le constituent, chaque «aspect» possédant un nom, un caractère propre... Mais, «*la nuit où Pley traversa la mer pour aller se faire fracasser l’âme, huit cents étoiles entreprirent de traverser le ciel*». Une invasion extraterrestre (si tant est que le mot ait encore un sens) qui va le conduire à un voyage à travers l’espace : il suit ces membres de la communauté «anpreen» qui fuient une menace obscure, et au long d’une épopée de millions d’années, il changera de forme, il changera de nom, il accueillera sa posthumanité. On pense, et peu importe le nombre de pages, à *L’Odyssée*, on pense à un classique du genre comme *Créateur d’étoiles* (réédité en 2026 aux mêmes éditions Le Bétial’) d’Olaf Stapledon, pour cette évocation des divers destins d’une humanité en miettes et qui se cherche.

Ce goût des peuples, des cultures, est spécifique de l’art de McDonald. Dès ses premiers romans, il a fait glisser la science-fiction hors de l’occidentalisme qui l’imprègne si souvent. Père écossais, mère irlandaise, il a 5 ans en 1965 quand sa famille s’installe en Irlande du Nord, et il vit toujours à Belfast. Ce sont d’abord les conflits qui déchiraient son pays qu’il a transposés dans un avenir assez crédible. Puis il s’est ouvert à l’Inde dans ce qui demeure son chef-



d’œuvre, *Le Fleuve des dieux* (Folio SF, 2013) – en 2047, une rivalité très forte naît autour des problèmes liés à la gestion de l’eau –, à la Turquie avec *La Maison des derviches* (Folio SF, 2015), qui met en scène, là encore dans un avenir proche, deux thèmes qui lui deviendront chers, la nanotechnologie et le terrorisme... Et ce ne sont là que quelques titres parmi d’autres. Tous témoignent de l’intérêt que McDonald porte aux mœurs, aux langues, aux systèmes philosophiques «exotiques», quitte à les aborder dans toutes leurs complexités et à rendre la lecture de ses livres plus difficile que les space operas classiques. En déplaçant ainsi le centre de ses histoires, il interroge la colonisation, le capitalisme ou l’intelligence artificielle (IA) du point de vue des victimes du système.

On pouvait craindre que, à l’instar de celle d’un James A. Michener déclinant sur tous les coins du globe la même forme de récit contant un lieu, de la préhistoire aux temps modernes, cette quête ne tourne au procédé. Mais McDonald s’est renouvelé en investissant d’autres... espaces. Dans la trilogie *Luna* (2015-2019), les conflits liés à la mondialisation sur la Lune deviennent un feuilleton qui a beaucoup été comparé au *Trône de fer*. Et c’est l’univers galactique qui devient le terrain de jeu et le champ de bataille des forces du profit. Le space opera avec McDonald est parfois énigmatique, souvent initiatique, toujours politique et assez enthousiasmant.

HUBERT PROLONGEAU.

SOCIÉTÉ

Beyrouth, les sens de la fête

ELLE est souvent présentée, voire encensée, dans de nombreux médias occidentaux comme le «*lieu de la fête au Proche-Orient*» (1), ce qui attesterait sa «*résilience*», terme en vogue qui horripile de nombreux Libanais de la capitale, sinon du pays tout entier. L’exception beyrouthine tiendrait, selon la géographe Marie Bonte, dans son «*offre festive mais aussi dans la capacité des habitants à faire la fête, quelle que soit la conjoncture*». Après avoir retracé l’émergence de la vie nocturne au «*temps des cabarets*» (1920-1960) et son adaptation durant la guerre civile (1975-1990), elle montre comment, à partir des années 2000, «*des bars et les boîtes de nuit se concentrent dans des îlots denses de monde, de bruit et de lumière, donnant à la ville des allures d’archipel*». Ces îlots sont traversés par des dynamiques politiques où se mêlent concurrence économique, reconstitution de hiérarchies entre les professions, formes de distinction sociale diverses selon les lieux fréquentés ou encore «*appropriation d’une mémoire politique de gauche*» via les choix musicaux et un usage des lieux dépassant le cadre de la fête. Certes, il peut s’agir aussi d’une échappatoire face à l’incertitude du lendemain.

C’est ce mélange qui innerve le roman graphique, plus exactement le récit autobiographique imagé *Rue de Phénicie*, de Lamia Ziadé (2), après *Ô nuit, ô mes yeux* (2015), *Ma très grande mélancolie arabe* (2017) et *Mon port de Beyrouth* (2021), tous parus chez POL. L’auteur vit depuis longtemps à Paris, où elle poursuit son interrogation et sa célébration d’une identité singulière, et de sa ville natale, avec une liberté stimulante, une fantaisie fantastique – au long d’une déambulation nocturne à travers Beyrouth ainsi qu’à travers sa propre histoire, inextricablement liée à son «*obsession, l’histoire moderne du Liban et du Proche-Orient*». Durant ses longs séjours à Beyrouth consacrés à l’écriture et à des expositions après une «*vie de noctambule délu-rée*» à Paris, la fête lui apparaît comme une forme de résistance dans une ville qui ne veut pas s’éteindre, au propre comme au figuré. À la fermeture du Paradis, le dernier bar ouvert de la nuit, elle se lance à la recherche d’une boîte fantasmée – la Boîte de Pandore –, ce qui lui sert de prétexte pour déambuler dans l’histoire politique du pays et de la région à travers des lieux hautement symboliques, comme le Musée national, ou des cimetières. Mais Lamia Ziadé n’est pas dupe de la dimension illusoire de sa quête.

Deux autres déclinaisons ajoutent leurs variations à cette évocation obsédante. Dans le deuxième volume de la bande dessinée *Le Génie de Beyrouth* (3), qui revient sur le siège en 1982 de Beyrouth-Ouest – fief de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de ses soutiens libanais – par l’armée israélienne, les rues sont plongées dans l’obscurité et, pour le journaliste qui écrit à la lueur de la bougie, la ville semble «*coincée dans son dernier carré, (...) obligée de faire face*», elle ne peut plus se réfugier dans la nuit. Mais elle a des ressources insoupçonnées.

Quant à la narratrice du premier roman, proche de l’autobiographie, de la Franco-Libanaise Manal Salamé, si elle déclare préférer la ville de jour (4), car, «*le jour,*

elle ne sait pas mentir», elle ne se refuse pas à parcourir la nuit et ses faux-semblants, ceux que, de retour au Liban après dix-sept ans d’absence, elle retrouve lors d’une longue soirée alcoolisée. À Beyrouth, on n’éteint pas les lumières.

NICOLAS APPELT.

- (1) Marie Bonte, *Nuits de Beyrouth. Géographie de la fête dans une ville post-conflit*, ENS Éditions, Lyon, 2023.
- (2) Lamia Ziadé, *Rue de Phénicie*, POL, Paris, 2025, 392 pages, 34 euros.
- (3) Sélim Nassib et Léna Merhej, *Le Génie de Beyrouth. La fille tombée du ciel* (tome 2), Dargaud, Paris, 2026, 112 pages, 23 euros.
- (4) Manal Salamé, *Habibi Beyrouth*, Éditions La Tribu, Paris, 2026, 309 pages, 21 euros.

PHOTOGRAPHIE

Saisir l’histoire

LES 25 et 26 août 1944, des caméramans de l’armée américaine sont à Paris. Sur leurs images, une silhouette se profile, l’appareil photo à la main. Accroupi, juché sur un véhicule, cheminant à travers les rues, Robert Capa (1913-1954) capture l’effervescence des combats, la joie des célébrations : soldats, civils, secouristes, rien ne lui échappe. On le voit même s’improvisant traducteur entre des soldats allemands et des résistants. Cette découverte du Musée de la libération de Paris est relatée dans un texte réjouissant, illustré par des plans où surgit Capa (1).

Ce riche catalogue offre en outre un aperçu du parcours de ce reporter-photographe légendaire, dont chaque période nécessiterait un gros plan : la guerre civile espagnole, le débarquement en Normandie, la Libération... Jérôme Sessini, de l’Agence Magnum, dont Capa fut, en 1947, l’un des cofondateurs et la cheville ouvrière, trouve les mots : «*Les images du Débarquement, c’est le summum du risque photographique. Débarquer au côté des troupes américaines dans les barges, avec en face les Allemands qui tirent à la mitrailleuse lourde... Je n’arrive même pas à comprendre comment il a réussi à avoir suffisamment de*



sang-froid pour faire des images.» Pour le voir marcher, s’élancer, cadrer, cliquer, l’exposition est ouverte – jusqu’au 20 décembre.

ANNE MATHIEU.

- (1) Robert Capa, *Photographie de guerre*, collectif, Paris-Musées, Paris, 2026, 168 pages, 30 euros. L’exposition se tient au Musée de la libération de Paris - Musée du général Leclerc - Musée Jean-Moulin, Paris.

ÉCONOMIE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET LUTTE DE CLASSES. – Sous la direction de Niemand Nierendwo et Sébastien Santuccio

*Les Éditions de l’Asymétrie, Toulouse,
2026, 650 pages, 20 euros.*

Ce recueil d’une quinzaine de textes théoriques issus majoritairement du marxisme hétérodoxe (notamment de l’opéraïsme italien et de l’autonomie ouvrière) entend contribuer à éclairer l’un des domaines les plus obscurs de la théorie économique : la politique monétaire. L’analyse de différentes séquences, allant de la fin des années 1960-1970 (effondrement du compromis keynésien, fin de la convertibilité du dollar en or) jusqu’à la période récente (construction de la zone euro, crise inflationniste persistante, politique douanière de la nouvelle administration Trump), met en évidence la fonction politique que la monnaie assure dans la reproduction des rapports sociaux capitalistes. De ce point de vue, la politique monétaire doit être étudiée comme le lieu où se cristallisent non seulement la concurrence entre les États, mais aussi l’affrontement mondial entre les classes, à travers la lutte pour l’appropriation et la répartition de la plus-value par les différents capitaux nationaux.

SIMON VERDUN

CINÉMA

MAQUISARDS. – Christian Philibert

2025, 90 min, en salles depuis le 16 septembre.

«*Terroristes, c’était ainsi que l’on nommait les gars du maquis*», chante Céline Girault. Avec le metteur en scène de théâtre Philippe Chuyen et sept jeunes en insertion issus de missions locales, le cinéaste se met, quatre-vingts ans plus tard, dans les pas de Gleb Sivirine, alias lieutenant Vallier, à la tête d’une troupe de très jeunes maquisards. Le journal de bord du résistant, son *Cahier rouge* (aux éditions Parole), sera suivi à la lettre jusqu’à sa représentation théâtrale, dans le strict respect de la temporalité du maquis Vallier (six mois, de février à août, en 1944 pour les résistants, en 2024 pour les comédiens). Des gorges de la Siagnole à la presqu’île de Giens en passant par le Verdon et Canjuers, on suit les apprentis comédiens qui vivent au jour le jour cette évocation, jusqu’au village de Collobrières, que d’autres jeunes, apprentis soldats, ont libéré huit décennies auparavant. En un crapahutage mémoriel dans les sentiers périlleux du Haut-Var, de bergeries en grottes, la troupe, un peu fouraque mais fidèle, fait revivre l’histoire d’une très modeste armée de l’ombre attendant désespérément un débarquement libérateur.

JOËL PLANTET

MUSIQUE

LEAP LIFE. – Saul Williams

*Big Dada, 2026, CD 16 euros,
vinyle 36 euros, digital 6 euros.*

À la croisée de la poésie, de l’improvisation et du rap, le slam eut son succès à la fin des années 1990. Saul Williams y contribua, au titre de coscénariste et acteur principal du film *Slam* (1998), récompensé par les festivals de Cannes et Sundance. Après quoi il prit la tangente. Auteur d’une abondante discographie, dont *Amethyst Rock Star* (2001) fut un moment particulièrement ardent, il a surtout fréquenté les marges où le confine son intransigence. Sept ans après son dernier album, il sort *Leap Life* sur le label de ses débuts et renoue avec ce qu’il a fait de meilleur. Les quinze titres sont articulés comme une cérémonie destinée à entrer en communication avec les morts des conflits en Palestine, au Soudan, à Haïti, au Congo, au Yémen... Il y pose son *spoken word* («discours parlé») sur des instrumentaux astringents, alternant spiritual jazz, hip-hop, ambient, dub et abstractions électroniques, avec des contributeurs comme le saxophoniste Kamasi Washington, Robert Del Naja (de Massive Attack), Moor Mother, Georgia Anne Muldrow... Mais aussi le mystérieux Gonjasufi, un rappeur mystique dont l’influence chapeaute cet album aussi copieux qu’intense, Williams ne parlant jamais pour ne rien dire.

ÉRIC DELHAYE

IDÉES

LA CORRUPTION DU MEILLEUR ENGENDRE LE PIRE. Entretiens avec David Cayley. – Ivan Illich

L’Échappée, Paris, 2026, 512 pages, 24 euros.

Refusant toute titularisation, il parcourait les universités comme enseignant itinérant. Convaincu que l’amitié était indispensable à la communauté d’esprit, il organisait des séminaires affinitaires et des dîners où le vin contribuait à la «*recherche de la vérité*». Comprenant qu’il était déjà trop âgé, il avait renoncé à apprendre le japonais ou le chinois pour penser dans un autre système mental. Dans ces entretiens avec David Cayley, menés dans les années 1990, ici regroupés et réédités, Ivan Illich (1926-2002), théoricien de l’école, penseur de l’écologie politique, commente ses premiers livres, leurs intentions, et confronte leurs diverses thèses au temps présent. Si les thématiques abordées sont nombreuses (l’école et la santé, l’histoire de la perception du corps et celle des images...), on découvre surtout un aspect effacé de la légende qui l’entoure : une méditation continue de l’Évangile et de ses commentateurs irrigue l’ensemble de son œuvre, sans y faire pourtant référence.

ERNEST LONDON

DIALOGUE AVEC MES FRÈRES. Conscience noire et histoire africaine. – Walter Rodney

*Éditions B42, Montreuil,
2026, 136 pages, 17 euros.*

Après avoir publié en 2025 le classique de l’historien du Guyana, *Comment l’Europe sous-développa l’Afrique*, les Éditions B42 rendent disponible en français *The Groundings With My Brothers*, paru à Londres en 1969. La traduction a choisi «dialogue» pour *groundings*, mot qui contient à la fois l’idée d’un ancrage et une référence à la culture rastafari dans laquelle «*le terme créole “groundation” décrit une forme d’assemblée dans laquelle les membres de la communauté s’engagent dans une discussion*». Ce recueil est une compilation de discours de l’intellectuel guyanien Walter Rodney (1942-1980), liés à la Jamaïque, un pays dont il est chassé en 1968. C’est pendant la période où il a enseigné à l’université de Kingston que l’historien, militant de la cause noire, consolide sa conception et sa pratique de l’intellectuel engagé dans la lutte contre les oppressions, partageant ses connaissances dans les ghettos de l’île. Une position dont il ne se défera pas et qui peut être résumée selon ses termes : «*Le Black Power doit s’efforcer de transformer les membres de l’intelligentsia noire en serviteurs des masses noires.*»

HÉLÈNE FERRARINI

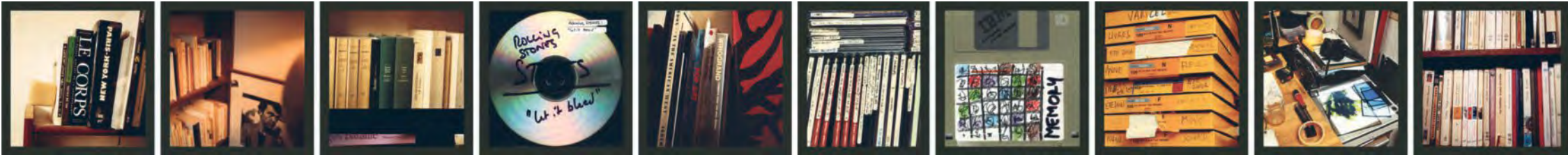
ARTS

ANDRÉ MARTEL, DU JARGON COMME L’UN DES BEAUX-ARTS. – Brigitte Bardelot

*On verra bien, Limoges,
2026, 140 pages, 15 euros.*

Agrégé de grammaire, lauréat de Jeux floraux avec ses *Poèmes d’un poilu*, André Martel (1893-1976) abandonna sur le tard la métrique et le «*lyrisme un peu mièvre*» pour l’invention verbale jubilatoire, agissant tel «*un recours magique contre la langue commune devenue suspecte et dangereuse, vécue comme complice d’un réel invivable et mortifère*», à la manière de la glossolalie chez Antonin Artaud et du muttum de Pierre Guyotat, autres «*grands traumatisés*». «*Le Paralloïdre népasun macabre. Biénocontre i dénécrope en jésulitter un bocalazare franlatigal.*» Ainsi se défendait-il des attaques d’un «*pauvre nialessaire, pauvre conard*», critique du *Figaro littéraire* qui avait diagnostiqué un «*délire*» dans ses écrits et l’avait accusé de nihilisme. Utilisant verlan, patagès, mots-valises, analogies sonores et autres soudures autogènes, ses textes en paralloïdre (une langue qu’il avait inventée), remarqués par Jean Dubuffet et le docteur Gaston Ferdière, demeuraient introuvables jusqu’à leur compilation récente par les rares et précieuses éditions On verra bien, qui publient dans la foulée cette biographie.

E. L.



HISTOIRE

DU ZANSKAR À SÉOUL. – Serge Safran
Héliopoles, Paris, 2025,
Paris, 368 pages, 25 euros.

L'écrivain Serge Safran, qui anima jadis les éditions Le Castor astral et cofonda Zulma, livre ici une nouvelle version non expurgée de ses pérégrinations commencées à l'été 1978, vers la fin de la vingtaine – fragments qui proviennent de ses dizaines de carnets, rédigés sous l'effet d'une quête impérieuse : « *Écrire n'est parfois qu'un devoir d'amour.* » Il traverse le Ladakh, le Pendjab, il observe les sikhs, souligne l'importance du Temple d'or, qui quelques années plus tard verra le massacre de militaires, d'indépendantistes sikhs et de pèlerins. Au fil des ans, il voyagera à Chypre, en Corée... C'est le Gérard de Nerval de *Voyage en Orient* qui ouvre le recueil : « *Tu ne m'as pas encore demandé où je vais : le sais-je moi-même ?* » Odeurs d'épices, visages d'enfants, rencontres multiples... Safran décrit l'abondance des paradis artificiels possibles – « *sort suave, stylo lourd* » –, s'interroge sur la philosophie qui le soutient : doit-il noter ou transcrire ? Le voyage permet de voir la part invisible.

HÉLÈNE YVONNE MEYNAUD

CYRUS LE GRAND. Roi du monde. – Matt Waters

Passés/Composés, Paris,
2025, 288 pages, 23 euros.

Même si sa mère, dit-on, l'avait vu en rêve, il n'était écrit nulle part que Cyrus deuxième du nom allait se tailler un empire de la mer Egée à la vallée de l'Indus. Lorsqu'il monte sur le trône d'Anshan en 559 avant notre ère, son pouvoir ne s'exerce que sur la modeste province du Fars, dans l'actuel Iran. À la faveur d'un grand chamboulement régional, il voit l'opportunité d'une campagne à l'ouest, soumet un à un les pouvoirs mède, lydien et babylonien, et se proclame « *roi du monde* ». Matt Waters concentre ici une vie de recherches sur le monde perse. Parmi ses apports, le croisement des récits grecs et bibliques avec des sources tirées de l'épigraphie et de l'archéologie assyrienne, babylonienne et perse. Elles font de Cyrus un pont entre la lointaine Babylone et la familière Grèce d'Hérodote. Sa finesse en matières religieuse et politique est mise en valeur ; souplesse du conquérant soucieux de s'attirer les sympathies du conquis certes, mais aussi projection dans l'avenir d'un bâtisseur de temples et de palais, qui avait à l'esprit d'établir un empire voué à l'éternité. Il fonda l'Empire achéménide, qui dura deux siècles – jusqu'aux victoires d'Alexandre.

MARIUS HEINISCH

COLONISÉS, DÉPLACÉS, EXPLOITÉS. Les travailleurs indochinois en Dordogne (1940-1948). – Pierre Daum

Elytis, Bordeaux, 2026, 288 pages, 35 euros.

Hiver 1940. Exilés de force, plusieurs centaines d'« Annamites » débarquent en Dordogne. Ils seront quatre mille au total, sur les vingt mille «travailleurs indochinois» envoyés pendant la seconde guerre mondiale en France, à trimer dans la poudrerie de Bergerac puis à endurer les baraquements du camp d'internement de Creysse. Intrigué, à la suite de la découverte d'un fonds photographique hors norme, le journaliste et historien Pierre Daum mène l'enquête. Dans ce beau livre illustré, il révèle comment ces «ouvriers utilisables à l'arrière du front», enrôlés comme «main-d'œuvre indigène», accomplissent toutes sortes de tâches : mélange des poudres, vendanges... et, ce qui mobilise plus d'un millier d'hommes sur trois ans, l'assainissement de la vallée des Beunes. La Libération marque le début de la contestation, accentuée par la guerre d'Indochine qui commence fin 1946. Dans les camps, des slogans fleurissent : « Vive l'indépendance du Vietnam ! » Il faudra néanmoins attendre 1948 pour les premiers rapatriements. L'ouvrage, saisissant, fait partie d'un vaste projet comprenant une exposition, un film et un mémorial.

ROBINSON JOUSNI

SCIENCES

LES ÉLÉPHANTS DE GOETHE. – Oliver Matuschek

Traduit de l'allemand par Brigitte Cain-Hérudent, Macula, Paris, 2025,
96 pages, 18 euros.

« J'en ai une telle joie que cela me remue jusqu'au fond des entrailles. » Le lecteur pourra être surpris d'apprendre que ce cri triomphal de Johann Wolfgang von Goethe acciompagne sa découverte d'un os. Oliver Matuschek raconte la passion avec laquelle il a cherché à démontrer toute sa vie l'existence de l'os intermaxillaire chez tous les mammifères, contre l'avis de ses contemporains : « *pour presque tous les anatomistes* », son absence « *chez l'homme constituait une caractéristique décisive qui prouvait une évolution distincte de celle des animaux* ». La volonté de démontrer que l'éléphant en possède un lui aussi anime Goethe, qui composera finalement un *Essai d'ostéologie* comparée, dont le texte était accompagné de dix-huit illustrations de Johann Christian Wilhem Waitz, reproduites avec soin par les éditions Macula avec d'autres documents d'époque. On plonge dans un monde intellectuel passionné pour lequel un détail anatomique n'est pas une information vaine ni sèche : « *Chaque créature n'est qu'une nuance et un son à l'intérieur d'une vaste harmonie qu'il faut étudier elle aussi dans sa totalité, sinon chaque élément n'est qu'une lettre morte.* »

BAPTISTE DERICQUEBOURG

IDÉES

Ouvrir un passage dans les ruines

WALTER Benjamin est, si l'on ose dire, à la mode. Et le risque de transformer une pensée qui dénonce l'illusion de la continuité, l'effacement des ruptures décisives, en bréviaire mélancolique n'est pas mince. Trois publications récentes résistent à cette canoisation consensuelle, en soulignant le rôle de la catastrophe et de l'exil, et en mettant en relief un travail des formes qui ne sépare jamais esthétique et politique.

Guillaume Le Blanc, mettant ses pas dans ceux de Benjamin et de Hannah Arendt (1), se demande comment vivre quand l'effondrement est là, déjà à l'œuvre. Guerres, dévastation écologique, précarisation néolibérale et retour des despotismes composent moins une série de crises qu'une atteinte portée à la possibilité d'un monde commun. « *Notre question n'est plus de savoir comment se tenir au bord de la catastrophe, mais de façon bien plus radicale d'imaginer comment tenir bon dans la catastrophe.* » Le Blanc ne cherche pourtant ni refuge intérieur ni héroïsme. De Benjamin (1892-1940), chiffonnier des vies minuscules, il tire une éthique de la vie fragile : accueillir, cueillir et recueillir ce que les puissances de prédation condamnent à disparaître.

L'imposant ouvrage collectif *Walter Benjamin en exil. Entre expérience et pauvreté* (2), dirigé par Christophe David et Florent Perrier, fruit de plusieurs colloques, se concentre sur les années 1933-1940 : Paris, les bibliothèques dispersées, les ressources incertaines, les textes confiés aux amis, puis les frontières refermées. L'exil n'y est pas traité comme le décor passager d'une œuvre écrite ailleurs, il en devient une méthode, une manière de penser depuis le seuil, la césure, le fragment. Autour du texte décisif de Benjamin *Expérience et pauvreté* (1933), publié dans le même volume, les contributions explorent la destruction de la transmission par la guerre et la modernité marchande, mais aussi l'ambivalence de cette pauvreté : perte d'un monde hérité, possibilité de recommencer autrement. Stefano

Marchesoni en résume l'actualité : « *La pauvreté en expérience pointée par Benjamin n'a fait que s'amplifier depuis 1933.* » Riche des analyses de Vincent Chanson, Lionel Richard, Jean Lacoste, Sonia Dayan-Herzbrun..., l'ensemble évite deux facilités : faire de Benjamin un simple témoin de son malheur ou un prophète miraculeusement informé du nôtre.

C'est par la forme que l'on échappe à ces deux pièges. L'anthologie des *Écrits sur le théâtre* (3) fait découvrir un Benjamin critique, spectateur et expérimentateur. Aphorismes, comptes rendus, reportages, entretiens et textes consacrés notamment à la femme de théâtre lettonne et russe Asja Lācis ou au théâtre épique de Bertolt Brecht montrent que la scène fut pour lui un laboratoire. Le théâtre ne doit pas réconcilier le public avec le monde tel qu'il va. Au contraire, il doit suspendre l'évidence, isoler un geste, déplacer le regard du spectateur. La pensée benjaminienne cherche dans les œuvres la possibilité d'une autre expérience collective.

Ces trois livres proposent une même leçon. Penser depuis les ruines consiste à y discerner les vies, les souvenirs et les formes que l'histoire des vainqueurs laisse sous les décombres, puis à construire, avec ces restes, une sorte de passage. Benjamin revient moins parce que notre époque lui ressemblerait que parce qu'il nous apprend à regarder ce qu'elle s'emploie à rendre invisible.

NIDAL TAIBI.

(1) Guillaume Le Blanc, *Éthique pour un monde qui sombre. Dans les pas de Walter Benjamin et Hannah Arendt*, Payot, Paris, 2026, 240 pages, 21 euros.

(2) Christophe David et Florent Perrier (sous la dir. de), *Walter Benjamin en exil. Entre expérience et pauvreté*, suivi de Walter Benjamin, *Expérience et pauvreté*, Pontecq, Rennes, 2025, 730 pages, 37,50 euros.

(3) Walter Benjamin, *Écrits sur le théâtre. 1912-1940*, anthologie établie et préfacée par Marianne Dautrey, avec la collaboration de Bruno Tackels, traduit de l'allemand par Marianne Dautrey et Philippe Ivernel, Les Solitaires intempestifs, Besançon, 2025, 174 pages, 17 euros.

HISTOIRE CULTURELLE

Rendez-vous à Harlem

AOÛT 1972, Manhattan, nord de Harlem : le documentariste afro-américain William Greaves convie dans la demeure du jazzman Duke Ellington, au 935 St Nicholas Avenue, les derniers acteurs de la *Harlem Renaissance*, cinquante ans après les débuts de ce bref et considérable mouvement qui agita la vie intellectuelle, artistique et politique afro-américaine et caribéenne des années 1920. Le Duke, absent, qui en fut l'un des fers de lance, décédera en 1974 (1). Greaves filme les conversations. On croise le photographe James Van Der Zee, l'acteur Leigh Whipper, le pianiste et compositeur Eubie Blake, l'artiste muraliste Aaron Douglas. Se côtoient, se répondent et parfois s'asticotent les proches de Marcus Garvey – comme Thomas Harvey, qui dirige alors l'UNIA-ACL (2) fondée par ce premier – et le militant socialiste historique Richard B. Moore. Les débats et enjeux d'autrefois s'activent... Poètes, historiens, journalistes, éditeurs, compositeurs et producteurs sont aussi de sortie, guillere, souvent émus : certains ne se sont pas croisés depuis un demi-siècle... Tout un après-midi, les quatre caméras déployées vont tourner vingt kilomètres de film captant échanges et souvenirs, souvent des moments de grâce, et parfois d'horreur, quand on replonge dans l'abjection des lynchages. Des moments d'histoire, momentanément resurgis du passé.

Car ces archives resteront stockées jusqu'aux années 2020 : David Greaves, le fils du réalisateur, mort en 2014, entame leur restauration puis leur montage. *Il était une fois à Harlem* (3) est un magnifique hommage au travail du père, que l'on voit diriger son équipe et questionner ses invités, et une pièce essentielle apportée à notre connaissance de cette magnifique, ardente effervescence, libératrice et inventive. Des disparus qui l'illustrèrent, le poète Langston Hughes, l'auteure Zora Neale Hurston, l'acteur et chanteur Paul Robeson, hantent les conversations, et revivent les souvenirs de tant de jours et de nuits, de tant de lieux oubliés ou méconnus : comme cette « *seconde maison* » qu'était la bibliothèque

publique de la 135^e Rue pour les écrivains et poètes Countee Cullen, Eric D. Walrond ou Claude McKay...

Ce dernier, né en Jamaïque en 1890 et décédé en 1948, militant d'un socialisme radical, grand voyageur – de New York à Moscou et Tanger –, est un monde à lui seul. Il est aujourd'hui redécouvert, et c'est un bonheur, notamment avec *Banjo* (Éditions de l'Olivier, 2022) et *Romance in Marseille* (Héliotropismes, 2021) (4), tous deux ancrés dans l'underground phocéén des années 1920, qu'il connut pendant les quelques années de cette décennie où il y vécut. Celui de ses dockers, marins, travailleurs noirs et immigrés. Une pièce musicale, *Kay ! Lettres à un poète disparu*, montée en 2023 à l'occasion du festival Marseille Jazz des cinq continents – et du centième anniversaire de son séjour (5) – poursuit son chemin (6). Autour du slameur et musicien Lamine Diagne, auteur du spectacle, un collectif – appuyé par les rappeurs Mike Ladd et Juice Aleem – déroule en freestyle et musiques les récits et les classiques du poète de *Si nous devons mourir et Nous qui nous révoltons* qui trouvent un écho percutant dans la France des années 2020. Sur le CD tiré du spectacle, l'écrivain Alain Damasio slamme son admiration pour l'auteur « *cosmopolitique* » : « *Open the Mike pour Claude McKay* » (7) !

JEAN-CHRISTOPHE SERVANT.

(1) Les éditions Frémeaux et Associés viennent de rééditer ses enregistrements décisifs : *Jungle Nights in Harlem (1927-1931)*, quatre CD, 30 euros.

(2) L'Universal Negro Improvement Association and African Communities League (1914).

(3) Le documentaire qui continue à courir les festivals devrait sortir en VOD cet automne en attendant une éventuelle diffusion sur les écrans français.

(4) Les autres œuvres de Mc Kay sont publiées chez Nada et aux Nouvelles Éditions Place. Lire aussi les recensions que lui a consacrées *Le Monde diplomatique* (notamment en juin 2021 et juillet 2023).

(5) Cf. www.mckay100ans.com

(6) Elle reviendra à Marseille au Théâtre Joliette le 19 mars 2027.

(7) CD *Kay ! Lettres à un poète disparu*, Label Maison Bleue, 2026, 15 euros.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** Apprendre à vivre dans un monde postaméricain ; un plaidoyer pour que Washington demeure le gendarme du monde mais renonce à ses seuls coups de trique ; la prochaine crise économique globale pourrait venir de Chine ; l'Iran, nouveau soubresaut d'un ordre occidental en déroute. (Vol. 105, n° 5, bimestriel, septembre-octobre, 94,95 dollars par an. – New York, États-Unis.)

❑ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Une exposition à Madrid sur les femmes dans l'art espagnol du xv^e au xviii^e siècle ; autrefois bastion de liberté d'expression, le collège de Dartmouth (New Hampshire) est devenu, au prétexte men-songer de la lutte contre l'antisémitisme, l'avocat de la censure voulue par l'administration Trump. (Vol. LXXIII, n° 14, 24 septembre, bimensuel, 9,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **HARPER'S.** La bibliothèque présidentielle Barack Obama à Chicago : 850 millions de dollars, pas d'archives pour les chercheurs, mais un restaurant, un bar et un centre sportif (*lire page 28*) ; «crypto-anarchie» des marchés de prédiction ; cette révolution de la viande fabriquée en laboratoires. (Vol. 353, n° 2116, septembre, mensuel, 8,99 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **THE NATION.** Aux États-Unis, le temps des insurgés (de gauche) ; leçons de l'échec d'Occupy Wall Street ; nombre croissant de candidats n'appartenant pas aux deux grands partis ; vif débat sur l'alimentation des Américains. (Vol. 323, n° 2, mensuel, septembre, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

❑ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** L'historien Tony Wood a lu un récent rapport du département d'État américain qui décrit Cuba comme la « *capitale du communisme au xxi^e siècle* », déterminée à détruire les États-Unis en y soutenant le « *terrorisme d'extrême gauche* ». Au sommaire également, Leonardo Sciascia ou la chanteuse Rosalia. (Vol. 48, n° 16, 10 septembre, bimensuel, 6,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **PROSPECT.** Le nouveau premier ministre Andrew («Andy») Burnham entend rompre avec « *quatre décennies de néolibéralisme* », mais, pour mettre en œuvre ce programme, il lui faudra composer avec un État britannique affaibli par les externalisations, les privatisations, le recours aux consultants. (N° 351, octobre, mensuel, 9,99 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

❑ **ASIAN LABOUR REVIEW.** Une nécrologie fraternelle du militant Apo Leong, qui vivait à Hongkong et qui a travaillé avec les organisations syndicales asiatiques pour « *renforcer les mouvements de base en matière de santé et de sécurité au travail* ». (Gratuit en ligne.)

❑ **THE DIPLOMAT.** Le coût économique de la gigantesque coulée de boue et de débris qui a détruit plusieurs vallées népalaises. La haine anti-Indiens à Singapour. Le sommet des Brics de septembre 2026 a vu l'Inde faire sienne la déclaration commune en soutien à l'Iran – une surprise. (En ligne, 66 euros par an. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **EAST ASIA FORUM.** La grande «normalisation» du Japon (retour de l'inflation ainsi que de la dépense publique et hausse des taux d'intérêt) et son impact aussi bien national qu'international. (Vol. 18, n° 3, juillet-septembre, trimestriel, 9,50 dollars australiens. – Canberra, Australie.)

❑ **JAMHOOR.** Comment une «perspective de classe moyenne» imprègne et gangrène la gauche pakistanaise puisque « *les classes moyennes sont bien connues pour préférer les raccourcis et les succès rapides* » aux victoires plus coûteuses politique-ment. (Gratuit en ligne. – New York, États-Unis.)

❑ **MELBOURNE ASIA REVIEW.** Afghanistan, Inde, Pakistan : trois pays pris dans un même conflit dont le traitement devrait être pensé à l'échelle régionale. L'accroissement des dépenses militaires en Asie du Sud-Est. (N° 27, septembre, trimestriel, gratuit en ligne. – Melbourne, Australie.)

❑ **MIDDLE EAST REPORT.** Un dossier sur l'art dans le monde arabe, y compris à Gaza. Les milieux underground à Amman et la passion des pays du Golfe pour les expositions, notamment au Koweït. À noter aussi, un article sur la musique protestataire en Iran. (N° 319, trimestriel, été, en ligne. – Ardmore, États-Unis.)

❑ **THE MIDDLE EAST JOURNAL.** Comment la guerre actuelle en Iran va raffermir les liens énergétiques entre Téhéran et Pékin. La communauté druze en Syrie, ou comment tirer les leçons de la guerre civile et de la transition qui a suivi. (Vol. 79, n° 3, été, trimestriel, 15 dollars. – Washington, DC, États-Unis.)

❑ **BRAZILIAN JOURNAL OF INTERNATIONAL RELATIONS.** On connaît le poids de l'agro-négoce dans la politique intérieure brésilienne. Un article analyse comment il détermine les formes d'insertion internationale de la puissance sud-américaine. (Vol. 15, quadrimestriel, publication continue, gratuit en ligne. – Marília, Brésil.)

❑ **COLOMBIA INTERNACIONAL.** Une étude comparée des politiques étrangères menées au cours de deux expériences emblématiques des droites au pouvoir en Amérique du Sud : celles de M.M. Iván Duque en Colombie (2018-2022) et Jair Bolsonaro au Brésil (2019-2023). (N° 127, juillet-septembre, trimestriel, gratuit en ligne. – Bogotá, Colombie.)

❑ **INTERNACIA.** Entre 2015 et 2023, le passage du Darién séparant la Colombie et le Panamá s'est converti en principale route migratoire de la région vers les États-Unis ; comment les deux États ont-ils affronté cette situation ? (Vol. 1, n° 1, juin, semestriel, gratuit en ligne. – Lima, Pérou.)

CULTURE

Donald Trump et Tony Soprano

Ce serait la fusion du siècle.

Paramount rachète Warner.

C'est déjà une histoire exemplaire.

Le casting : un transhumaniste

et son fils, le Tout-Hollywood

et des journalistes épouvantés.

PAR CARLOS PARDO *

EN 1966, Gulf+Western, fabricant de butées à ressort pour portes coulissantes, acquiert le géant du cinéma Paramount. Depuis une trentaine d'années, le mouvement de fusions et d'absorptions est en plein élan à Hollywood. Tous les grands studios *« ont fini par se faire manger par des multinationales étrangères au monde de l'art et de la culture »*, observent les chercheurs Martin Barnier et Laurent Jullier (1). Le capitalisme de prédation poursuit aujourd'hui son avancée, à la faveur de l'essor du streaming et de l'arrivée récente des entreprises de la «tech» dans ce secteur. C'est un enjeu non seulement financier, mais aussi politique et artistique.

Depuis la crise du Covid-19, les plates-formes de vidéo à la demande dominent le marché mondial de la vidéo. Avec plus de 325 millions d'abonnés dans le monde, Netflix mène la danse devant Prime Video (220 millions) et Disney+ (130 millions), accompagnés de HBO Max (140 millions) et Paramount+ (79 millions). Chacun de ces mastodontes lorgne tout ce qui peut grossir et embellir son catalogue d'exclusivités.

À l'été 2025, Warner Bros. Discovery (WBD), conglomérat en difficulté depuis une série de restructurations malheureuses, annonce vouloir se scinder en deux entreprises indépendantes. La première doit contrôler les studios de production (cinéma et télévision), la plate-forme de streaming Max, rebaptisée HBO Max, ainsi que les parcs à thème. La seconde doit regrouper les réseaux de télévision du groupe, dont les chaînes Cable News Network (CNN) et Discovery, en perte de vitesse. Cette scission suscite immédiatement la convoitise de Paramount Skydance (PSKY) et de Netflix.

Début d'un feuilleton tout en rebondissements, mêlant milliards, pouvoir et coups tordus. Lors du dernier trimestre 2025, Paramount lance trois offres d'achat successives. Pourtant, le 5 décembre, c'est Netflix qui gagne : le groupe annonce le rachat de Warner, pour 83 milliards de dollars – remboursement des 11 milliards de dette de WBD compris. Trois ans plus tôt, Amazon, propriétaire de la plate-forme Prime Video, s'était emparé de la Metro-Goldwyn-Mayer (MGM) pour dix fois moins.

L'accord ne porte pas sur la totalité du groupe : CNN n'en fait par exemple pas partie. Netflix enrichira d'abord sa plate-forme, et avant tout des films de l'historique studio Warner (*Casablanca*, *Citizen Kane*, etc.), mais aussi d'une soixantaine de franchises – produits dérivés compris –, dont *Harry Potter*, *Le Seigneur des anneaux* ou encore *Batman*, sans oublier les grandes séries produites et diffusées par HBO comme *Sex and the City*, *Les Soprano*, *Six Feet Under*, *Sur écoute* (*The Wire*) et *Game of Thrones*. Une concentration majuscule, qui agit comme un séisme sur ce marché des contenus, soulevant l'inquiétude des professionnels de Hollywood. Ils n'ont encore rien vu.

Derrière Paramount se trouve en effet un proche du président américain. Transhumaniste, membre de l'American Legislative Exchange Council – un lobby militant pour le démantèlement du droit du travail, des réglementations environnementales, la privatisation de l'éducation et contre les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et trans (LGBT) –, M. Larry Ellison a fondé la société Oracle (bases de données, logiciels d'entreprise, *cloud*...). Il est l'un des hommes les plus riches du monde, et l'un des principaux mécènes privés de l'armée israélienne. Des milliers d'entreprises à travers le monde – dont la Société nationale des chemins de fer français (SNCF), BNP Paribas ou encore Orange – utilisent les produits d'Oracle. Des États aussi : Oracle fournit les centres de données et les infrastructures de surveillance utilisées par Tel-Aviv.

En janvier 2026, grâce au soutien de M. Trump, Oracle devient l'un des trois principaux actionnaires de la nouvelle filiale américaine de TikTok – après que le président américain avait accusé l'ancienne de

favoriser les positions pro palestiniennes. L'entreprise de M. Ellison assure notamment la sécurité des données et de l'algorithme du réseau social (2). Et elle vient d'être choisie pour construire des capacités de calcul et des services de *cloud* au bénéfice d'OpenAI dans le cadre du projet Stargate.

M. Larry Ellison a également un fils qu'il a placé à la tête de la société de production Skydance. À l'été 2024, M. David Ellison annonce le rachat de Paramount Global, qui compte parmi ses filiales Paramount Pictures et la chaîne généraliste la plus regardée aux États-Unis, CBS. M. Trump bloque la transaction, d'un montant de 8 milliards de dollars, pendant un an car il reproche à la chaîne d'avoir diffusé un entretien avec M^{me} Kamala Harris au cours duquel la candidate démocrate aurait tenu des propos mensongers sur la guerre menée à Gaza par Israël. La Maison Blanche ne donne son feu vert à l'absorption de Paramount par Skydance qu'une fois ce litige réglé. Début juillet 2025, un accord judiciaire met un terme à la procédure : Paramount Skydance, dirigée par M. David Ellison, accepte de verser 16 millions de dollars à M. Trump. Proche de la mouvance MAGA («Make America Great Again»), le président de la Federal Communications Commission (FCC), instance régulatrice des télécommunications, se réjouit des futurs changements de la ligne éditoriale de CBS (3). Effectivement, changement il y a. Le «Late show», émission-phare de la chaîne, est arrêté : son animateur, Stephen Colbert, avait qualifié le pacte conclu entre Paramount et M. Trump de «*bon gros pot-de-vin*». Arrivée à la tête de CBS News, Bari Weiss, journaliste classée très à droite, s'emploie à en faire un nouveau pôle de soutien à l'administration Trump.

C'est dans le même état d'esprit, et avec les mêmes méthodes, que M. David Ellison se rend à Washington trois jours après l'annonce du rachat partiel de Warner par Netflix (4). Il promet de modi-



PATRYK HARDZIEJ. – «Eyeball» (Globe oculaire), 2020

fier radicalement la ligne de CNN si le pouvoir l'aide à acquérir la totalité de Warner – groupe qui pèse pourtant près de cinq fois la valorisation boursière de l'entreprise qu'il dirige, 69 milliards de dollars contre 14. M. Trump rêve depuis longtemps de faire de CNN un média à sa botte, à la manière de Fox News et, désormais, de CBS. Le 7 décembre 2025, il exprime publiquement des doutes sur le rachat de Warner par Netflix et annonce vouloir «*s'impliquer dans la décision*». Aussitôt, Paramount lance une offre publique d'achat (OPA) hostile en proposant directement aux actionnaires de WBD 31 dollars par titre, soit une prime de 147%.

Le montant de l'offensive s'élève à 111 milliards de dollars et, à la différence de l'accord passé entre Netflix et WBD, porte sur le rachat de l'intégralité du groupe – CNN compris. C'est un tournant historique pour l'industrie des médias. En février, M. Trump exige le licenciement de M^{me} Susan Rice, membre du conseil d'administration de Netflix. Ancienne conseillère à la sécurité nationale sous la présidence Obama puis directrice du Domestic Policy Council («conseil de politique intérieure») de l'administration Biden, M^{me} Rice venait d'affirmer que les institutions et entreprises américaines complaisantes avec l'administration Trump devraient être poursuivies en justice une fois les démocrates revenus au pouvoir. M. Theodore («Ted») Sarandos, codirecteur général de Netflix, fait la sourde oreille. Il est convoqué à la Maison Blanche. Le lendemain, Netflix déclare renoncer à l'achat de Warner. Et empoche une indemnité de rupture de 2,8 milliards de dollars, réglée par M. David Ellison.

Sur un plan purement industriel, l'acquisition de Warner permettrait à M. David Ellison de changer d'échelle en fusionnant HBO Max et Paramount+,

la plate-forme de Paramount Skydance, déficitaire. Malgré la promesse des dirigeants de la future entité de maintenir une production de films importante et un temps d'exploitation en salles de quarante-cinq jours (ce qui, en général, est réservé aux blockbusters), il paraît évident que l'exclusivité de ces productions, au même titre que celle des séries, restera un produit d'appel pour les abonnés. Sans parler de la nature des futures productions, dont les choix éditoriaux risquent d'être influencés par l'hostilité antiwoke des républicains. L'inquiétude grandit également parmi les journalistes de CNN, qui craignent une mise au pas. En mars dernier, CNN insinuait que l'administration Trump n'avait pas anticipé les conséquences du conflit avec l'Iran. Aussitôt, le secrétaire à la guerre Peter Hegseth avait sonné la charge : «*Il est grand temps que David Ellison prenne les rênes de CNN, et le plus tôt sera le mieux*» (13 mars 2026).

La «fusion du siècle», valorisée à 170 milliards de dollars, est une affaire de famille. Une grande famille. Le montage financier est ouvertement élaboré par M. Jared Kushner, gendre et conseiller de M. Trump. Trois fonds souverains des pays du Golfe avec lesquels M. Kushner entretient des liens étroits entrent au capital. M. Larry Ellison fait également partie du tour de table, aux côtés d'une société d'investissement spécialisée dans le sport. L'opération repose sur 40 milliards de dollars de fonds propres, complétés par un emprunt bancaire à hauteur de 54 milliards de dollars. De quoi alourdir considérablement le passif de la nouvelle structure.

Les professionnels de Hollywood qui dénoncent une concentration du secteur appuyée par le pouvoir gardent en mémoire l'acquisition de la 21st Century Fox par Disney en 2019 – qui avait entraîné une production de films réduite de moitié et une vague de licenciements. La contestation prend de l'ampleur, mais il ne faut guère compter sur les régulateurs pour s'opposer à la fusion. En juin, la division antitrust du ministère de la justice américain donne son feu vert à l'opération, estimant qu'elle n'est pas «*susceptible de nuire à la concurrence ni aux consommateurs américains*» (*Le Monde*, 13 juin 2026). Elle aurait même pour effet d'«*accroître la compétition dans l'ensemble de l'écosystème des médias et du divertissement, avec des bénéfices pour les consommateurs et les travailleurs américains*». Quelques semaines plus tard, la Commission européenne autorise à son tour l'opération, avec des réserves (5). Au Royaume-Uni, l'autorité de la concurrence et des marchés approuve également le rachat, après avoir obtenu des garanties concernant la diversité des services de diffusion audiovisuelle et de vidéo à la demande. De son côté, l'Union internationale des cinémas (UNIC) regrette que des sujets majeurs tels que la diversité des films et la préservation du volume de production aient été peu abordés, et appelle pieusement à la vigilance.

La seule lueur d'espoir des opposants résidait dans l'action intentée devant un tribunal de Californie par douze États et appuyée par le syndicat des scénaristes (Writers Guild of America, WGA). Selon le procureur chargé du dossier, ces États, tous dirigés par les démocrates, luttent «*pour des marchés libres et équitables, pas des marchés truqués*». Un procès pour entorse aux lois sur la concurrence aurait donc dû avoir lieu. Ce ne fut pas le cas. Un accord à l'amiable vient d'être trouvé, le 21 septembre, mais il doit être validé par une juge fédérale de Californie. Selon le procureur, seules des cessions d'actifs permettraient de remédier aux problèmes soulevés par la fusion.

Le processus devait prendre fin en septembre 2026. Au-delà de cette date, Paramount Skydance s'était engagé à verser des pénalités de retard aux actionnaires de Warner à hauteur de 7 millions de dollars... par jour. La menace du procès, prévu en mars 2027, a conduit Paramount à obtenir un report de la clôture de l'opération au 1^{er} juin 2027 au plus tard. Désormais, il lui faut boucler l'opération avant les élections de mi-mandat, qui risquent de modifier le rapport de forces à Washington ; le procès risque de la mettre sérieusement en péril. La série n'est pas finie.

(1) Martin Barnier et Laurent Jullier, *Une brève histoire du cinéma, 1895-2025*, Fayard, Paris, 2026.

(2) Lire Benoît Bréville, «Le huitième front d'Israël», *Le Monde diplomatique*, décembre 2025.

(3) Cf. Alexis Buisson, «Qui est Brendan Carr, le porte-lingue de Trump dans le monde des médias américains?», *Télérama*, Paris, 5 octobre 2025.

(4) Natalie Andrews, Joe Flint et Brian Schwartz, «Behind Paramount's relentless campaign to woo Warner Discovery and president Trump», *The Wall Street Journal*, New York, 8 décembre 2025.

(5) Paramount s'est, de ce fait, engagé à céder sa participation dans United International Pictures, société de distribution de films hors territoire américain, codétenue par Universal.

DANS LES REVUES

□ **CONFLUENCES MÉDITERRANÉE.** Un dossier très complet sur les pays du Golfe, avec notamment un point sur la rivalité entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en mer Rouge. À quoi servent les gigantesques dépenses en armement de ces monarchies? (N° 136, printemps, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **POLITIQUE AFRICAINE.** En Côte d'Ivoire, on surnomme «France au revoir» des produits de seconde main envoyés depuis l'Europe par les diasporas. Un article socio-historique étudie la signification de ce marché entre recyclage, mimétisme et redéfinition des rapports sociaux dans l'économie mondialisée. (N° 180, 2025/4, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **CONFLITS.** Les sanctions contre la Russie ont entraîné la constitution de réseaux sportifs parallèles, voire concurrents, souvent avec le soutien des Brics. Embryonnaire, ce mouvement pourrait être l'un des laboratoires de la géopolitique du futur. (N° 65, septembre-octobre, bimestriel, 11,90 euros. – Paris.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Comment l'État construit un syndicalisme sur mesure ajusté à sa conception du maintien de l'ordre social. Retour, notamment, sur l'évolution de SUD-Rail, fédération radicale à l'origine, dont la pratique se centre de plus en plus sur les instances représentatives du personnel. (N° 264, 2026/4, septembre, trimestriel, 19,50 euros. – Paris.)

□ **REVUE DES LIVRES ET DES IDÉES.** Cette nouvelle publication entend proposer de longues recensions critiques. Elle consacre son premier numéro aux tensions du système-monde, de l'effacement de Gaza à l'ascension de la Chine. Au même sommaire, «En finir avec le cycle du seum» de Nathalie Quintane ou un portrait de Dionys Mascolo. (N° 1, septembre-novembre, trimestriel, 15 euros. – Paris.)

□ **DÉLIBÉRÉE.** Comment la justice traite-t-elle des accidents et des morts au travail? Les ouvriers précaires, les jeunes travailleuses, les salariées du secteur du soin ou en intérim sont surreprésentés parmi les victimes des accidents les plus graves. Des propositions existent pour améliorer des procédures longues et complexes. (N° 28, 2026/2, quadrimestriel, 12 euros. – Paris.)

□ **ESPRIT.** Quel rôle peut jouer la papauté alors que l'influence catholique diminue? Du sens de l'opposition Donald Trump-Léon XIV à l'analyse du rôle identitaire attribué au christianisme en Europe, un ensemble exigeant et souvent inattendu. Un entretien peu convenu avec le romancier colombien Juan Gabriel Vásquez. (N° 537, septembre, dix numéros par an, 20 euros. – Paris.)

□ **REVUE DES DEUX MONDES.** Au sommaire de la revue conservatrice, un dossier «Tous malades?». Pourquoi les géants du numérique nous transforment en patients permanents, comment «le curé et le militant ont été remplacés par le gourou thérapeute et le coach». (N° 3867, septembre, neuf numéros par an, 20 euros. – Paris.)

□ **LA PENSÉE.** Un dossier sur la marchandisation de l'enseignement supérieur. Un quart des étudiants français (790 000) sont inscrits dans le privé, dont les effectifs ont été multipliés par trois en vingt ans, quand ceux du public n'augmentaient que de 11%. (N° 427, juillet-septembre, trimestriel, 20 euros. – Paris.)

□ **POPULATION & SOCIÉTÉS.** Les fausses couches concernent une femme sur cinq ayant été enceinte. Le risque augmente avec l'âge, en fonction de la condition socio-économique. Les patientes jugent souvent inadaptée la prise en charge médicale aux urgences gynécologiques. (N° 646, juillet-août, mensuel, gratuit en ligne. – Paris.)

□ **SILENCE.** Un dossier sur les inégalités sociales dans la santé et la fabrique de la domination médicale. Une réflexion sur l'«écologie de guerre» prônée depuis l'invasion de l'Ukraine par les institutions européennes et certains partis verts «de gouvernement», à l'opposé de toute l'histoire pacifiste du mouvement et de ses fondements. (N° 555, juillet, mensuel, 6 euros. – Lyon.)

□ **L'ÂGE DE FAIRE.** Un dossier consacré à la pomme de terre explique l'effondrement de ses cours mais aussi le renouveau de son rôle social : la production de chips pour soutenir les agriculteurs, la consommation de frites en opposition aux consignes diététiques, la participation au mouvement pour la «sécurité sociale de l'alimentation». (N° 220, septembre, mensuel, 3,20 euros. – Château-Arnoux-Saint-Auban.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Contre la culture de masse, aujourd'hui portée par les industries numériques ; retour sur la critique de la standardisation industrielle dans ce domaine par les philosophes de l'école de Francfort Max Horkheimer et Theodor Adorno. Débat : comment résister à l'intelligence artificielle? (N° 226, septembre-octobre, bimestriel, 7 euros. – Lyon.)

□ **Mojo.** Retour sur l'album *Graceland*, de l'Américain Paul Simon, partiellement enregistré en 1986 en Afrique du Sud, mêlant parfois anglais et zoulou, et qui fut critiqué pour ne pas avoir respecté le boycott culturel. Le groupe britannique The Damned évoque les débuts du punk, dont il fut l'un des grands acteurs. (N° 394, septembre, mensuel, 7,35 livres sterling. – Londres.)

Retrouvez, sur notre site Internet,
une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

Tout le changement du monde

PAR THOMAS FRANK *

AUX États-Unis, la construction des bibliothèques présidentielles modernes obéit à deux grands principes. Le premier, esthétique, est de rivaliser de splendeur avec ses devancières. De l’immense bâtisse à angles droits de M. George W. Bush, à Dallas (Texas), au rectangle de verre surélevé de M. William Clinton à Little Rock, dans l’Arkansas, chaque nouvelle réalisation est tenue de surpasser les précédentes en coût, en majesté et en prouesse architecturale. Le second principe, presque aussi important, est que la fonction ostentatoire prend désormais le pas sur la fonction pédagogique. Théoriquement, ces institutions semi-publiques ont pour mission d’organiser les archives de l’exécutif et de les ouvrir aux chercheurs. Dans les faits, elles ressemblent de plus en plus à des pseudo-mémoriaux de Lincoln conçus par les pseudo-Lincoln eux-mêmes. Toutes incluent un musée sur les années passées à la Maison Blanche par l’intéressé et proposent une version de l’histoire que seuls peuvent valider ses partisans les plus dévoués.

Sans surprise, l’Obama Presidential Center, inauguré en juin dernier à Chicago, va plus loin encore que ses prédécesseurs (et sera probablement dépassé à son tour par la structure que M. Donald Trump prévoit d’édifier à Miami). Avec une facture à 850 millions de dollars, il a coûté environ le double de la bibliothèque de M. Bush, près de trois fois celle de M. Clinton et plus de quarante fois celle de Harry S. Truman – un modeste bâtiment de plain-pied achevé en 1957. Sa tour de soixante-neuf mètres, un bloc sculpté dans le granit, se dresse au milieu d’un superbe parc paysager qui fut le site de l’Exposition universelle de 1893. Au sommet, ciselé en lettres de béton de part et d’autre d’une des arêtes, un extrait du discours prononcé par M. Barack Obama en 2015 pour le cinquantième anniversaire de la marche de Selma. Pas une ou deux phrases mémorables, non – un paragraphe entier de dix-neuf lignes aussi haut qu’un immeuble de huit étages.

Mais qu’on ne s’y trompe pas : malgré le poids de l’écrit dans cette architecture, on ne trouvera ici nulle bibliothèque de recherche. En lieu et place des archives présidentielles – conservées par les archives nationales dans quelque banlieue du Maryland près de Washington –, le Centre Obama comprend un restaurant, un bar, des équipements sportifs et, tout en haut de la tour, un musée à la gloire de son sujet.

L’objectif du projet est aussi noble que didactique : nous inculquer la science du changement, une notion revendiquée par les élites d’aujourd’hui, de même que l’honnête homme fin-de-siècle se réclamait du progrès industriel et des beaux-arts. Et le mot «élites» ne se veut pas injurieux ; il est tout simplement le seul qui convienne pour décrire l’éblouissante liste de noms inscrits sur le mur des

* Journaliste, auteur de *The Creativity Con. How Innovation Became America’s Biggest Racket*, Penguin Press, New York, à paraître le 20 octobre 2026. Une version de cet article a paru dans *Harper’s*, New York, septembre 2026.

donateurs, un pot-pourri de multimilliardaires de la «tech» et de la finance, de fortunes dynastiques, de grandes fondations et de géants industriels. Dans la catégorie des 50 millions de dollars et plus figurent M. Jeff Bezos, propriétaire d’Amazon et du *Washington Post* ; M^{me} Connie Ballmer, épouse d’un ancien président-directeur général (PDG) de Microsoft ; M. Brian Chesky, PDG d’Airbnb ; la holding TWG Global, très active dans l’intelligence artificielle (IA) ; une fondation liée au capital-investisseur Glenn H. Hutchins ; et un mystérieux mécène identifié comme «Anonyme». Parmi les donateurs un peu moins prodigues (mais tout de même à plus de 1 million), on trouve MM. Eric Schmidt, ex-patron de Google, et Sean Parker, cocréateur de Napster, ainsi que Microsoft et la Fondation Bill et Melinda Gates. M. Kenneth Griffin, financier aux sympathies nettement républicaines, est également présent, aux côtés de l’empire Walmart. S’ajoutent à cela une flopée de philanthropes, de sportifs, de célébrités, et un bel échantillon du classement «Fortune 500». Trente ans en arrière, il y a fort à parier que M. Trump aurait été du nombre.

Tous ces oligarques, héritiers et monopolistes partagent une même volonté de promouvoir une lecture de l’histoire dans laquelle, comme le proclame le musée, les «gens ordinaires» peuvent impulser des «changements extraordinaires». Cette glorification du pouvoir populaire est au cœur du message que le complexe présidentiel entend délivrer. Plusieurs installations interactives vous invitent à «imaginer votre impact», par exemple lorsque vous participez à la vie de votre quartier, tandis qu’au quatrième étage vous êtes accueilli par une célèbre citation de M. Obama composée en énormes lettres métalliques : «*Je vous demande de croire. Non pas dans ma capacité à changer les choses, mais dans la vôtre.*»

IL Y A quinze ans, les conservateurs se saisissaient de phrases lénifiantes comme celle-ci pour crier à la «socialisation» imminente de l’Amérique. Pour d’autres, elles sonnaient déjà creux. Ils avaient compris que M. Obama n’était pas un progressiste, mais un «ultramodéré» auquel le respect pour les usages, les jurisprudences et les progrès à petits pas finissait par lier les mains. Un homme qui ne jurait que par l’éditorialiste-vedette du *New York Times* Thomas L. Friedman, qui avait choisi M. Lawrence Summers comme principal conseiller économique et qui voulait conclure un «grand marché» avec les républicains au Congrès (sabler dans le budget des retraites et de l’assurance-maladie en échange d’augmentations d’impôts, pour ceux qui auraient oublié).

Aujourd’hui, le musée Obama nous ferait presque croire que la droite avait vu juste. M. Summers et le «grand marché» ont disparu du récit officiel. Le segment consacré à la crise financière de 2007-2008 n’explique pas pourquoi le président a si peu fait



© CONOR HARRINGTON - PHOTOGRAPHIE MK BRUIX

CONOR HARRINGTON. – «The Blind Patriot» (Le patriote aveugle), 2017

pour sanctionner les criminels en col blanc ou empêcher les saisies immobilières. Rien n’est dit non plus de sa mollesse chronique face aux républicains au Congrès, ni de son incroyable naïveté quant aux prétendus bienfaits du commerce international ou aux bonnes intentions de la Silicon Valley.

En revanche, le manuel de radicalisme du militant socialiste Saul Alinsky est en vente à la boutique de souvenirs, et les expositions retracent avec force détails l’histoire de la contestation de gauche en Amérique. Le visiteur ne peut qu’en déduire que, tout compte fait, M. Obama fut le porteur du flambeau sacré de la réforme, l’héritier de l’«ère progressiste» (1890-1920), du combat pour le suffrage des femmes, du New Deal, du mouvement pour les droits civiques, de la contre-culture des années 1960 et de toutes les autres insurrections populaires imaginables, ou peu s’en faut.

Qu’une puissance institutionnelle se pare d’atours révolutionnaires n’est pas nouveau, mais ici le stratagème prend une autre dimension. La présidence Obama avait commencé sur une note triomphale, avec une large majorité dans les urnes et un prix Nobel de la paix. Elle s’est achevée sur l’impensable : la victoire de M. Trump et un Parti démocrate en lambeaux. Que s’est-il donc passé ?

En invoquant à tout bout de champ le pouvoir du peuple, le musée Obama répond indirectement à la question : contrairement à ce que l’on croit, le président est loin d’être omnipotent. «*Le changement dont nous avons besoin ne vient pas de Washington ; il vient à Washington*», affirmait celui qui n’était encore que candidat lors de la convention nationale démocrate de 2008. En 2015, à Selma, le président Obama enfonçait le clou : «*La démocratie n’est pas le travail du seul Congrès. Ni des seuls*

tribunaux. Ni même du seul président. (...) Le mot le plus fort de notre démocratie, c’est “nous”. “Nous, le peuple”. “Nous vaincrons”. “Oui, nous le pouvons”. »

Derrière ces beaux sentiments, on ne peut s’empêcher de discerner une forme de dérobade. Ce serait donc à nous, le peuple, de nous retrousser les manches pour faire bouger les choses. À nous de rester perpétuellement mobilisés pour mériter le changement. À nous de l’«obliger à le faire» (*make him do it*), comme disait l’un des slogans de gauche en vogue en 2009. Quand des organisations progressistes brandissent cette formule pour rallier des soutiens, c’est une maxime ; quand des responsables de l’exécutif la reprennent, c’est une excuse.

«*Je ne crois pas à la nostalgie*», a déclaré M. Obama à la veille de l’ouverture publique de son centre. C’est pourtant exactement l’émotion que cherche à susciter le musée en faisant la part belle aux toutes premières années de sa saga : la campagne électrisante de 2008, l’incroyable exploit d’être devenu le premier président noir des États-Unis, la glorieuse épopée des réformes. Rappelez-vous cet âge d’or où tout paraissait possible, où l’homme brillant, élégant et dynamique qui dirigeait la nation galvanisait les foules en leur parlant de changement et d’espoir. L’époque d’avant le plongeon dans la haine et la bêtise.

PENDANT ce temps, à Washington, un autre président projette des édifices grandioses en réinterprétant à sa manière hallucinée le style néoclassique, fricote avec des stars du porno, déverse de la merde sur ses contempteurs dans des clips générés par l’intelligence artificielle et organise des combats d’arts martiaux sur la pelouse de la Maison Blanche. Pour les bien-pensants, ce qui a pu convaincre les Américains d’élire ce bouffon sectaire plutôt que les successeurs triés sur le volet de l’auguste Obama est un mystère qui dépasse l’entendement.

En apparence, MM. Obama et Trump sont de parfaits contraires : d’un côté le bon goût, de l’autre le vulgaire ; d’un côté le respect des règles, de l’autre le piétinement des précédents ; d’un côté le président malgré lui, de l’autre l’aspirant dictateur qui ne recule devant rien. Pourtant, certains traits les rapprochent. Tous deux sont des hommes d’image, celle-ci se résumant dans un cas comme dans l’autre à un populisme de façade. Tous deux ont habilement gouverné pour perpétuer les inégalités, renflouant les banques par-ci, diminuant les impôts par-là. Et tous deux ont choisi d’orner de mots leur signature architecturale. À cette différence près que, pour le second, ce mot est toujours le même : son nom. Et l’on se demande ce que peut encore faire le citoyen ordinaire, hormis peut-être se prendre en photo, majeur dressé devant l’énorme TRUMP en lettres argentées qui barre un des gratte-ciel de Chicago.

(Traduit de l’anglais [États-Unis] par Élise Roy.)

SOMMAIRE

- PAGE 2 :**
L’Iran sans œillères. – Courrier des lecteurs. – Coupures.
- PAGE 3 :**
L’État de Judée contre Israël, par **ILAN PAPPÉ**.
- PAGES 4 ET 5 :**
Terreur coloniale en Cisjordanie, suite de l’article d’**AMIRA HASS**. – Une «guerre totale», par **AKRAM BELKAÏD**.
- PAGES 6 ET 7 :**
Game of drones, par **GUILLAUME PITRON**. – F-35, les ailes de l’empire, par **PHILIPPE LEYMARIE**.
- PAGES 8 ET 9 :**
Même en Pologne, le soutien à l’Ukraine se délite, par **PHILIPPE DESCAMPS ET FILIP MEYER**. – La tentation du coupe-file (**Ph. D.**).
- PAGE 10 :**
Deux cousins russes, par **HÉLÈNE RICHARD**.

- PAGE 11 :**
Des Balkans en voie d’accaparement, par **ANA OTAŠEVIĆ**.
- PAGE 12 :**
Ceuta, une crise instrumentalisée, par **HUBERT PERES**. – Rencontres des **Amis du «Monde diplomatique»**.
- PAGE 13 :**
Pretoria saisi par l’«afrophobie», par **AIMEE-NOEL MBIYOZO**.
- PAGES 14 ET 15 :**
Géopolitique, le domaine confisqué, suite de l’article de **BENOÎT BRÉVILLE ET PIERRE RIMBERT**. – Attention, objet dangereux !
- PAGES 16 ET 17 :**
La Chine veut-elle «gagner» en Iran ?, par **RENAUD LAMBERT**.
- PAGE 18 :**
Élections brésiliennes, ingérences américaines, par **CHRISTOPHE VENTURA**.
- PAGE 19 :**
Vivre et mourir en cellule, par **CHARLOTTE RECOQUILLON**.

- PAGE 20 :**
Dire «tu» à une machine, par **ANNE ALOMBERT**.
- PAGE 21 :**
Dettes américaine, rien ne va plus, par **FRÉDÉRIC LORDON**.
- PAGES 22 ET 23 :**
Pourquoi il faut réenchanter l’État, suite de l’article d’**ALEXIS SPIRE**.
- PAGES 24 À 26 :**
LES LIVRES DU MOIS : «Une légende», de Ryad Girod, par **FARIS LOUNIS**. – «Aspects», de Ian McDonald, par **HUBERT PROLONGEAU**. – Mosaïque bulgare, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS**. – Beyrouth, les sens de la fête, par **NICOLAS APPELT**. – Saisir l’histoire, par **ANNE MATHIEU**. – Ouvrir un passage dans les ruines, par **NIDAL TAIBI**. – Rendez-vous à Harlem, par **JEAN-CHRISTOPHE SERVANT**. – Dans les revues.
- PAGE 27 :**
Donald Trump et Tony Soprano, par **CARLOS PARDO**.

